

CHIFFRES CLÉS SUR

L'EUROPE

ÉDITION 2025





Liste des pays de l'UE et de l'AELE

BE Belgique
BG Bulgarie
CZ Tchéquie
DK Danemark
DE Allemagne
EE Estonie
IE Irlande
EL Grèce

ES Espagne
FR France
HR Croatie
IT Italie
CY Chypre
LV Lettonie
LT Lituanie
LU Luxembourg

HU Hongrie
MT Malte
NL Pays-Bas
AT Autriche
PL Pologne
PT Portugal
RO Roumanie
SI Slovaquie

SK Slovaquie
FI Finlande
SE Suède
IS Islande
LI Liechtenstein
NO Norvège
CH Suisse

CHIFFRES CLÉS SUR

L'EUROPE

ÉDITION 2025

Printed by Imprimerie Bietlot in Belgium

Manuscrit achevé en mai 2025

Ce document ne peut être considéré comme constituant une prise de position officielle de la Commission européenne.

Luxembourg: Office des publications de l'Union européenne, 2025

© Union européenne, 2025



La politique de réutilisation de la Commission européenne est mise en œuvre en vertu de la décision 2011/833/UE de la Commission du 12 décembre 2011 relative à la réutilisation des documents de la Commission (JO L 330 du 14.12.2011, p. 39, ELI: <http://data.europa.eu/eli/dec/2011/833/oj>).

Sauf indication contraire, la réutilisation du présent document est autorisée conformément à la licence «Creative Commons Attribution 4.0 International» (CC BY 4.0) (<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/>). Cela signifie que sa réutilisation est autorisée moyennant citation appropriée de la source et indication de toute modification.

Pour toute utilisation ou reproduction d'éléments qui ne sont pas la propriété de l'Union européenne, il peut être nécessaire de demander l'autorisation directement auprès des titulaires de droits respectifs. L'Union européenne ne détient pas les droits d'auteur relatifs aux éléments suivants:

– cartes, frontières administratives © EuroGeographics © OpenStreetMap.

Kosovo – cette désignation est sans préjudice des positions sur le statut et est conforme à la résolution 1244/1999 du Conseil de sécurité des Nations unies ainsi qu'à l'avis de la CIJ sur la déclaration d'indépendance du Kosovo.

Les frontières et les noms indiqués sur ces cartes, ainsi que les désignations qui y sont utilisées n'impliquent ni reconnaissance ni acceptation officielle de la part de l'Union européenne.

Thème: statistiques générales et régionales

Collection: publications phares

Version imprimée: ISBN 978-92-68-24010-6 ISSN 1831-323X doi:10.2785/0943462 KS-01-25-003-FR-C
PDF: ISBN 978-92-68-24009-0 ISSN 2315-2028 doi:10.2785/1567995 KS-01-25-003-FR-N

Préface



Cher lecteur, chère lectrice,

Bienvenue dans la 8e édition de «Chiffres clés sur l'Europe» qui offre une vue panoramique des évolutions récentes de l'UE, en s'appuyant sur des statistiques et des données d'Eurostat. Il s'agit d'une ressource indispensable pour comprendre les changements profonds concernant la population, la société numérique et l'énergie, ou les tendances en matière d'emploi, d'inflation et de commerce international.

La publication intitulée «Chiffres clés sur l'Europe» vous permet de comparer facilement différents pays au sein de l'Union européenne. Les indicateurs clés sont articulés en trois chapitres: «Population et société», «Économie et entreprises» et «Environnement et ressources naturelles». Chaque chapitre est enrichi d'images et d'explications attrayantes, ce qui rend des données complexes compréhensibles et accessibles en un coup d'œil.

Pour les personnes qui souhaitent aller plus loin, le site web d'Eurostat propose les statistiques officielles de l'UE les plus récentes, qui sont également améliorées par des visualisations de données et des informations générales. Vous y trouverez également la section «Statistics Explained», qui transforme des sujets complexes en informations conviviales, et le «European Statistical Monitor», qui fournit une mise à jour mensuelle des principaux indicateurs à court terme de l'UE.

Que vous l'utilisiez à des fins professionnelles, pour vos études ou par curiosité, j'espère que vous trouverez cette publication à la fois informative et inspirante.

Profitez des innombrables statistiques et données d'Eurostat!

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'M. Kotzeva', written in a cursive style.

Mariana Kotzeva

Directrice générale, Eurostat

Résumé

«Chiffres clés sur l'Europe» présente une sélection de données statistiques sur l'Union européenne (UE), les pays de l'UE et les pays de l'AELE. Pour certains lecteurs, cette publication peut constituer une introduction aux statistiques de l'UE, tandis que d'autres peuvent l'utiliser comme point de départ pour explorer plus avant un large éventail de données et d'informations. Elles sont librement disponibles sur le [site web d'Eurostat](#) et dans [Statistics Explained](#).

Équipe éditoriale

Eurostat, unité B4 – Diffusion et support aux utilisateurs

Coordonnées

Eurostat
Bâtiment Joseph Bech
5, rue Alphonse Weicker
2721 Luxembourg
Adresse électronique: estat-user-support@ec.europa.eu

Production et mise en page

INFORMA s.à r.l. dans le cadre d'un contrat avec Eurostat

Pour de plus amples informations, veuillez consulter les pages suivantes

Site web d'Eurostat: <https://ec.europa.eu/eurostat>

Statistics Explained: <https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained>

Remerciements

L'équipe éditoriale de cette publication adresse ses remerciements à tous les collègues d'Eurostat qui ont contribué à sa réalisation.

Table des matières

Préface	3
Introduction	6
1. Population et société	9
Population	10
Santé	16
Éducation	18
Marché du travail	21
Conditions de vie	28
Société numérique	32
2. Économie et entreprises	35
Économie et finance	36
Prix	39
Dépense de consommation des ménages	42
Finances publiques	44
Commerce international	46
Entreprises	50
Recherche et développement	57
Tourisme	58
3. Environnement et ressources naturelles	61
Transports	62
Énergie	67
Environnement	72
Agriculture	76
Pêche	78
Sylviculture	79

Introduction

[Eurostat](#) est l'office statistique de l'[Union européenne \(UE\)](#). Il a pour mission de fournir des statistiques de grande qualité sur l'Europe, telles que des informations clés sur sa population, son économie et l'environnement.

«Chiffres clés sur l'Europe» est publié chaque année et se concentre sur les données annuelles. L'édition 2025 décrit la situation dans les États membres de l'UE et les pays de l'[Association européenne de libre-échange \(AELE\)](#), en présentant les données les plus récentes, en général pour 2023 ou 2024 (selon la source). Par conséquent, les répercussions de l'agression militaire russe contre l'Ukraine et la crise du coût de la vie peuvent être observées pour divers indicateurs.

Structure de la publication

«Chiffres clés sur l'Europe» fournit aux utilisateurs une vue d'ensemble des innombrables informations disponibles sur le [site web](#) d'Eurostat et dans ses [bases de données en ligne](#). La publication présente un ensemble équilibré d'indicateurs pour de nombreuses informations transversales portant sur les évolutions socioéconomiques et environnementales au sein de l'Union.

«Chiffres clés sur l'Europe» comprend une introduction et trois grands chapitres. L'introduction présente des informations sur la couverture des données et sur l'accès aux statistiques européennes et aux sources d'informations sur lesquelles

elles s'appuient. Les grands chapitres traitent des domaines suivants: population et société ([population](#), [santé](#), [éducation](#), [marché du travail](#), [conditions de vie](#) et [société numérique](#)); économie et entreprises ([PIB](#), prix, consommation des ménages, [finances publiques](#), [commerce international](#), entreprises, [recherche et développement](#), et [tourisme](#)); environnement et ressources naturelles ([transports](#), [énergie](#), [environnement](#), [agriculture](#), [pêche](#) et [sylviculture](#)).

Chaque chapitre présente un ensemble d'indicateurs clés: les lecteurs découvriront de plus amples informations sur le site web d'Eurostat, notamment des [publications](#) thématiques, des [articles en ligne](#) et des [bases de données](#) qui couvrent un large éventail de données très complètes.

Extraction et couverture des données

Extraction des données

Les données statistiques présentées dans cette publication ont été extraites le 2 mai 2025. La base de données en ligne d'Eurostat peut contenir des données actualisées. Il convient de noter qu'en raison de révisions, certaines données plus anciennes figurant dans cette édition peuvent différer des valeurs équivalentes publiées dans les éditions précédentes.

Couverture géographique des données

Cette publication présente des informations concernant l'UE (une somme/moyenne couvrant les 27 États membres actuels de l'Union européenne) ainsi que concernant chacun de ses pays et les quatre pays de l'AELE. Les données relatives aux [prix à la consommation](#) constituent une exception dans le sens où la composition de l'agrégat de l'UE évolue avec le temps (pour refléter la composition de l'UE à mesure que des pays rejoignent/quittent l'UE).

Les pays figurant dans les graphiques sont généralement classés selon la valeur du ou des indicateurs illustrés.

Dans la publication, les références aux États membres de l'UE en tant que pays du Nord, de l'Est, du Sud ou de l'Ouest de l'Europe se fondent sur des regroupements définis par les [vocabulaires de l'UE](#).

La carte figurant sur la face interne de la couverture indique les pays de l'UE et de l'AELE.

Codes et noms des pays

BE Belgique	HU Hongrie
BG Bulgarie	MT Malte
CZ Tchéquie	NL Pays-Bas
DK Danemark	AT Autriche
DE Allemagne	PL Pologne
EE Estonie	PT Portugal
IE Irlande	RO Roumanie
EL Grèce	SI Slovénie
ES Espagne	SK Slovaquie
FR France	FI Finlande
HR Croatie	SE Suède
IT Italie	
CY Chypre	IS Islande
LV Lettonie	LI Liechtenstein
LT Lituanie	NO Norvège
LU Luxembourg	CH Suisse

Couverture temporelle des données

Si les données relatives à une année de référence (ou à une [période de référence](#)) ne sont pas disponibles pour un pays donné, les auteurs se sont efforcés de compléter la couverture à l'aide des données relatives aux dernières années de référence précédentes (ces exceptions font l'objet de notes sous chaque visualisation).

Remarques et attributs

Les remarques et attributs permettent d'expliquer et de définir les caractéristiques spécifiques des données. Dans la présente publication, ils ont été limités autant que possible afin d'accorder plus d'espace pour illustrer les données. La présente publication ne comprend que les remarques nécessaires pour interpréter les données et pour indiquer que des données d'une année ont été remplacées par des données d'une autre. Les données ne figurant pas dans des graphiques individuels peuvent tout simplement ne pas être disponibles ou être confidentielles. L'ensemble complet de remarques et d'attributs est disponible sur le site web d'Eurostat via le(s) code(s) de données en ligne, présenté(s) pour chaque carte ou graphique.

Accès aux statistiques européennes

Le moyen le plus simple pour accéder au large éventail d'informations statistiques d'Eurostat est de consulter son [site web](#). Les utilisateurs bénéficient d'un accès gratuit aux bases de données et aux publications d'Eurostat. Le site web est mis à jour quotidiennement et présente les informations statistiques les plus récentes et les plus complètes disponibles sur l'Union européenne ainsi que sur chaque pays de l'UE, de l'AELE et de l'élargissement (pour certains ensembles de données, des informations peuvent être fournies pour un plus large éventail de pays tiers).

Vous pouvez utiliser les codes de données en ligne d'Eurostat, tels que «nama_10_gdp», pour trouver les données les plus récentes dans la [base de données en ligne d'Eurostat](#). Ces codes de données en ligne sont inclus dans la source indiquée sous chaque carte ou graphique.

Certains des indicateurs présentés dans cette publication peuvent être complexes. Le site web Statistics Explained fournit un [glossaire](#) complet en ligne définissant un large éventail d'indicateurs, de concepts et de termes statistiques. Chaque fois qu'un terme spécialisé est utilisé dans le texte, il est lié à sa définition du glossaire.

Les dates de publication et de mise à jour de tous les indicateurs statistiques sont publiées sur le [calendrier de diffusion d'Eurostat](#).

1

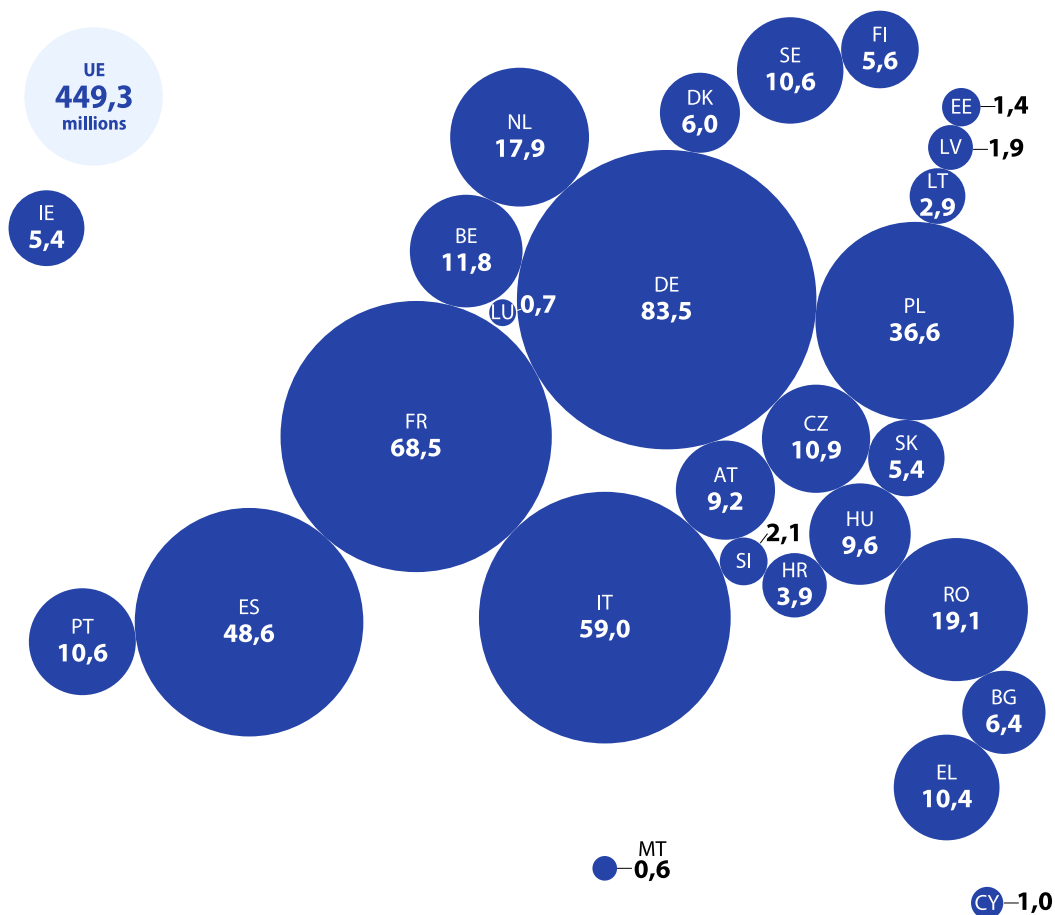
Population et société



Population

Population

(millions d'habitants, 1er janvier 2024)



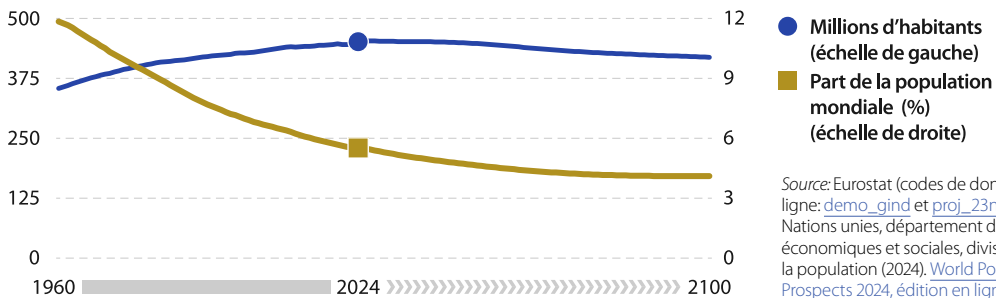
Source: Eurostat (code de données en ligne: [demo_gind](#))

Ces dix dernières années, le nombre total d'habitants de l'UE a augmenté à un rythme relativement lent comparé à l'évolution historique. En 2020, la [population](#) de l'UE a diminué, mais elle a rebondi en 2021, 2022 et 2023. Au 1er janvier 2024, 449,3 millions de personnes vivaient dans l'UE, soit 1,6 million de personnes de plus qu'au 1er janvier 2023.

D'importantes différences s'observent dans les niveaux de population entre les pays de l'UE: au 1er janvier 2024, le nombre d'habitants allait de 0,6 million à Malte à 83,5 millions en Allemagne. Ensemble, l'Allemagne, la France, l'Italie, l'Espagne et la Pologne représentaient près de deux tiers (65,9 %) de la population de l'UE.

Population

(UE, 1er janvier 1960-2100)



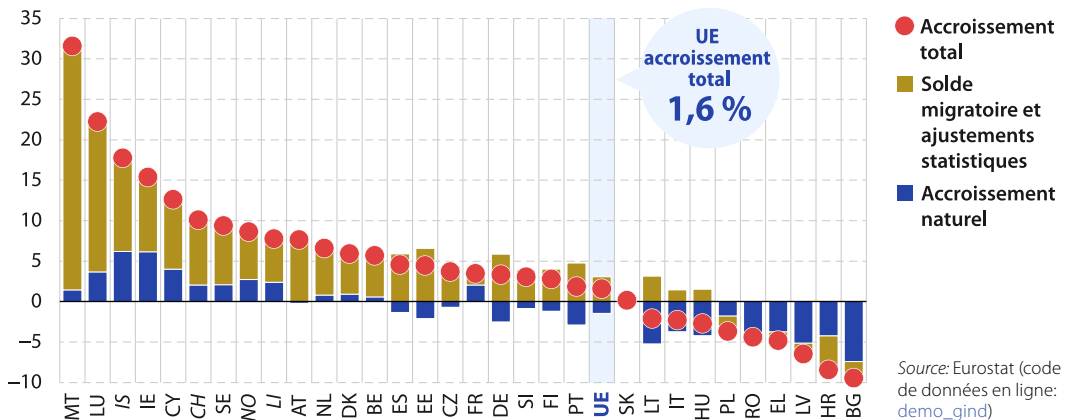
Source: Eurostat (codes de données en ligne: [demo_gind](#) et [proj_23np23](#)) et Nations unies, département des affaires économiques et sociales, division de la population (2024). [World Population Prospects 2024](#), édition en ligne

En 1974, la part de l'UE dans la population mondiale est tombée en dessous de 10,0 %. Cette évolution à la baisse s'est poursuivie jusqu'en 2024, où l'UE représentait 5,5 % du total de la population mondiale. Selon les [projections de référence d'Eurostat](#), la population de l'UE augmentera pour atteindre 453,3 millions d'habitants en 2026. Puis,

elle devrait diminuer pour atteindre 419,5 millions à l'horizon 2100. Selon ces projections de référence, en conjonction avec une accélération de la croissance de la population dans le reste du monde, une personne sur vingt-cinq environ dans le monde, soit 4,1 % de la population mondiale, vivra au sein de l'UE d'ici la fin du siècle.

Évolution de la population

(% de la population totale, 1er janvier 2014-24)



Source: Eurostat (code de données en ligne: [demo_gind](#))

Entre le 1er janvier 2014 et le 1er janvier 2024, la population de l'UE a augmenté de 7,0 millions d'habitants (soit 1,6 %); l'immigration nette a été le moteur de cette croissance. Le taux [d'accroissement de la population](#) au cours de cette période a été le plus élevé à Malte et au Luxembourg, leur population ayant augmenté globalement de 31,6 % et 22,3 % respectivement. À l'autre extrémité, les réductions les plus importantes en pourcentage ont été observées en Bulgarie (- 9,4 %) et en Croatie (- 8,4 %).

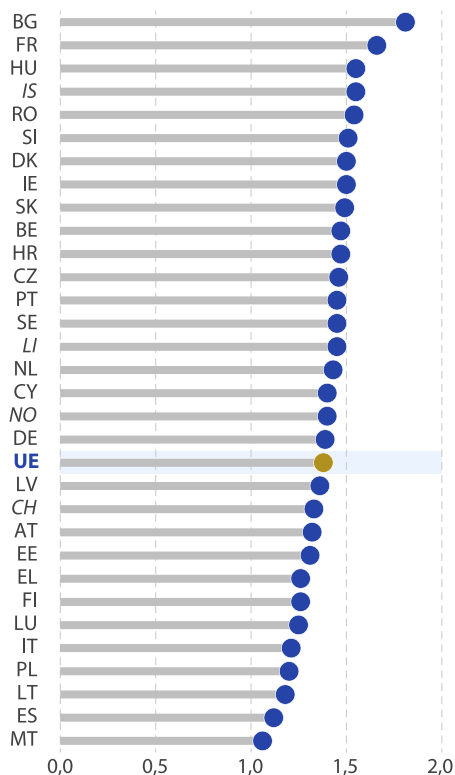
Une [réduction naturelle](#) du nombre d'habitants (plus de décès que de naissances) en Bulgarie, en Grèce, en Croatie, en Lettonie, en Pologne et en Roumanie a été renforcée par [l'émigration](#) nette (nombre de personnes quittant le pays supérieur au nombre de personnes y entrant), ce qui a entraîné un déclin de population. Un déclin global a également été observé parmi les populations italienne, lituanienne et hongroise, malgré une immigration nette.

Taux de fécondité

(naissances vivantes par femme, 2023)

Dans les pays développés, un [taux de fécondité total](#) de 2,1 enfants est considéré comme le niveau de remplacement: en d'autres termes, il s'agit du nombre moyen de naissances vivantes par femme nécessaire pour maintenir le nombre total d'habitants à un niveau constant (en l'absence de migration).

En 2023, le taux de fécondité dans les pays de l'UE allait d'un maximum de 1,81 naissance vivante par femme en Bulgarie à un minimum de 1,12 en Espagne et 1,06 à Malte. La moyenne de l'UE était de 1,38 naissance vivante par femme.

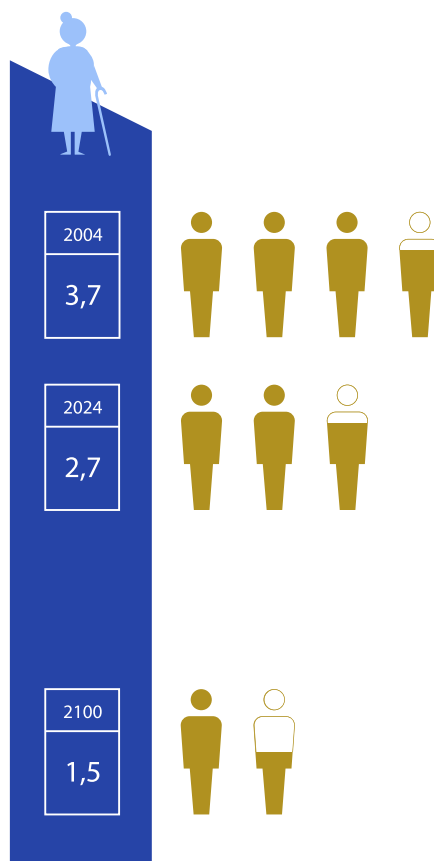


Source: Eurostat (code de données en ligne: [demo_find](#))

Population vieillissante

(taux: nombre de personnes âgées de 20 à 64 ans par personne âgée de 65 ans ou plus, UE, 2004, 2024 et 2100)

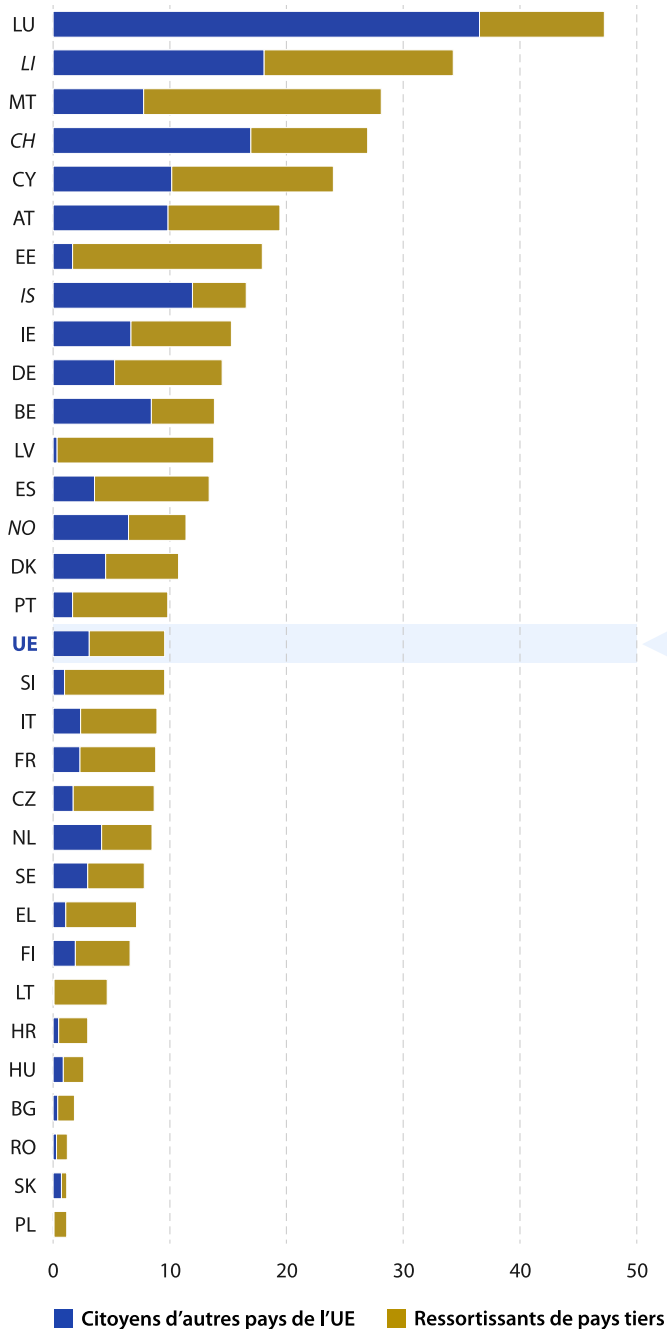
Un vieillissement de la population s'observe dans une bonne partie de l'Europe ces dernières décennies. Les modifications de la structure de la population peuvent avoir de fortes implications sur des questions comme les fonds de pension, les recettes publiques et la prestation de services tels que la santé et l'aide sociale. Le rapport entre le nombre de personnes en âge de travailler (personnes âgées de 20 à 64 ans) au sein de l'UE et le nombre de personnes âgées (65 ans ou plus) a diminué, passant de 3,7 points en 2004 à 2,7 en 2024. Selon les projections de base d'Eurostat, ce rapport de dépendance devrait tomber à 1,5 point en 2100.



Source: Eurostat (codes de données en ligne: [demo_pjanind](#) et [proj_23np](#))

Population par nationalité

(part en pourcentage de la population totale, 1er janvier 2024)



Au 1er janvier 2024, 43,0 millions de [ressortissants étrangers](#) vivaient au sein des pays de l'UE. Parmi eux, 14,0 millions de personnes étaient des citoyens de pays de l'UE autres que le pays dans lequel ils résidaient (3,1 % de la population) et 29,0 millions étaient des ressortissants de pays tiers (6,4 % de la population). Il convient de noter qu'il y avait également un petit nombre d'[apatrides](#) et de personnes dont la [nationalité](#) était inconnue (non indiquée); ensemble, ils représentaient environ 0,03 % de la population totale de l'UE).

UE
3,1 %
 citoyens d'autres
 pays de l'UE
6,4 %
 citoyens de
 pays tiers

En termes relatifs, les ressortissants étrangers représentaient 9,6 % de la population totale de l'UE, cette part allant de presque la moitié (47,2 %) de la population au Luxembourg à moins de 1,5 % en Roumanie, en Pologne et en Slovaquie. Une grande majorité de pays de l'UE avaient au sein de leurs populations un nombre plus important de citoyens de pays tiers que de citoyens étrangers d'autres pays de l'Union.

Remarque: classement en fonction de la proportion totale de l'ensemble des citoyens étrangers, y compris les apatrides et les personnes de nationalité inconnue.

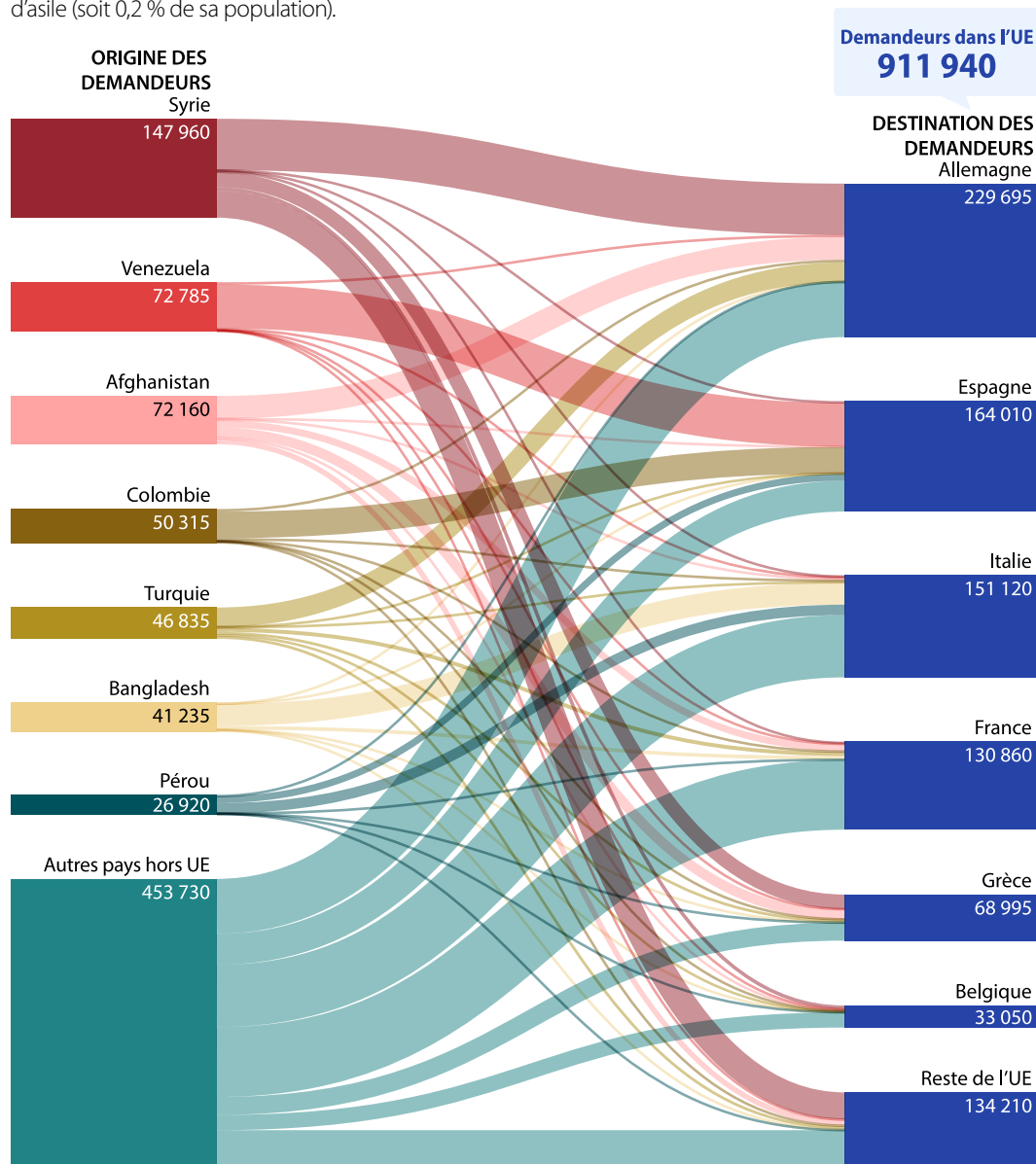
Source: Eurostat (code de données en ligne: [migr_pop1ctz](#))

Primo-demandeurs d'asile

(nombre de demandeurs dans les pays de l'UE, 2024)

Après avoir culminé à 1,2 million au cours de la crise des migrants de 2015-2016, le nombre de [primo-demandeurs d'asile](#) dans l'UE a chuté pour s'établir à un peu plus d'un demi-million en 2021. Toutefois, un rebond a été observé en 2022 (+ 63,0 %) et en 2023 (+ 20,1 %). Une baisse plus modérée a suivi en 2024 (– 13,1 %), où l'UE comptait 911 940 demandeurs d'asile (soit 0,2 % de sa population).

En 2024, les principaux demandeurs d'asile dans l'UE étaient, en nombre, des Syriens (147 960), des Vénézuéliens (72 785) et des Afghans (72 160). L'Allemagne, l'Espagne, l'Italie et la France étaient les pays de l'UE les plus prisés pour introduire une demande.

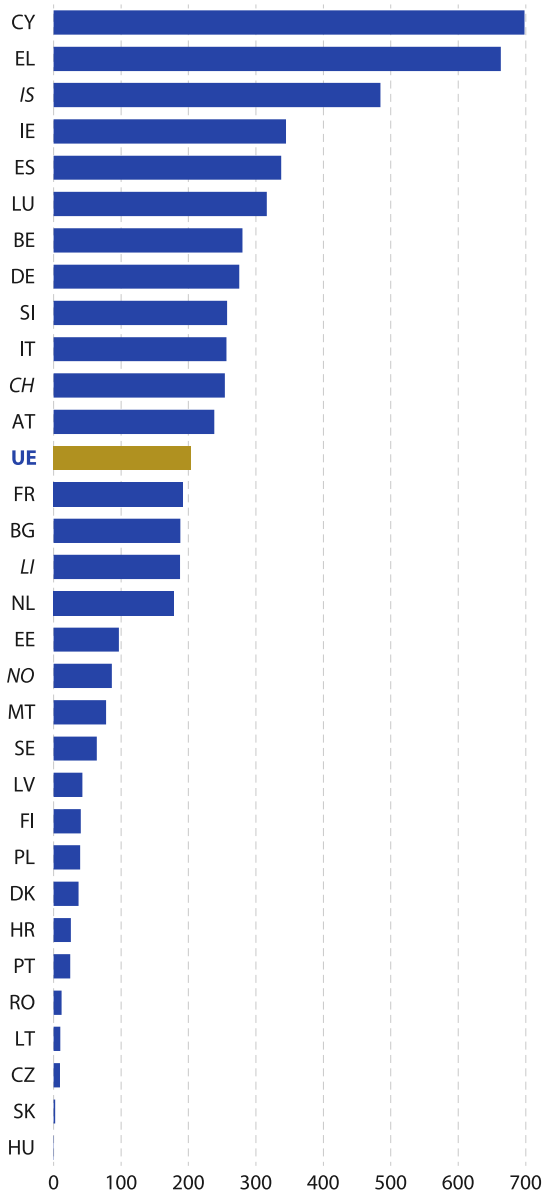


Remarque: données arrondies. Uniquement les demandeurs qui sont des citoyens de pays tiers.

Source: Eurostat (code de données en ligne: [migr_asyappctza](#))

Primo-demandeurs d'asile

(nombre pour 100 000 habitants, 2024)



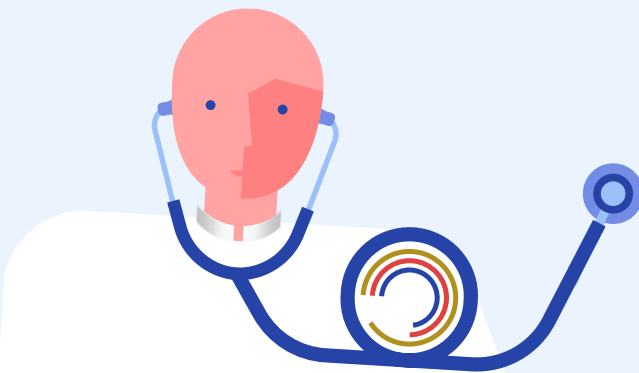
En 2024, le nombre de premières demandes d'asile ayant été déposées dans l'UE s'élevait à 203 pour 100 000 habitants. Parmi les pays de l'UE, le taux le plus élevé – 698 demandes pour 100 000 habitants – était à Chypre. À l'autre extrémité, le nombre de demandeurs pour 100 000 habitants était de 12 en Roumanie, de 10 en Lituanie, de 9 en Tchéquie et de 3 en Slovaquie; en Hongrie, il y avait en moyenne 0 demandeurs pour 100 000 habitants (calcul obtenu à partir d'un nombre absolu de 25 demandeurs).



Remarque: demandeurs qui sont des citoyens de pays tiers. PT: 2023.

Source: Eurostat (codes de données en ligne: [migr_asyappctza](#) et [demo_gind](#))

Santé

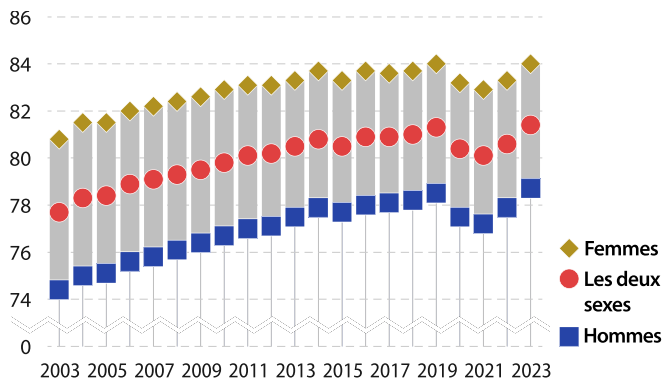


Espérance de vie à la naissance

(années, UE, 2003-23)

À la suite d'une baisse de l'[espérance de vie](#) en 2020 et 2021 pendant la crise de la COVID-19, l'espérance de vie dans l'UE a de nouveau augmenté au cours des deux années suivantes. En 2023, elle était remontée à 84,0 ans pour les femmes et à 78,7 ans pour les hommes.

La réduction de l'écart entre les hommes et les femmes observée au cours des deux décennies précédentes s'est quelque peu inversée pendant la crise. Toutefois, en 2022 et 2023, l'écart s'est de nouveau réduit, passant respectivement à 5,4 et 5,3 ans.

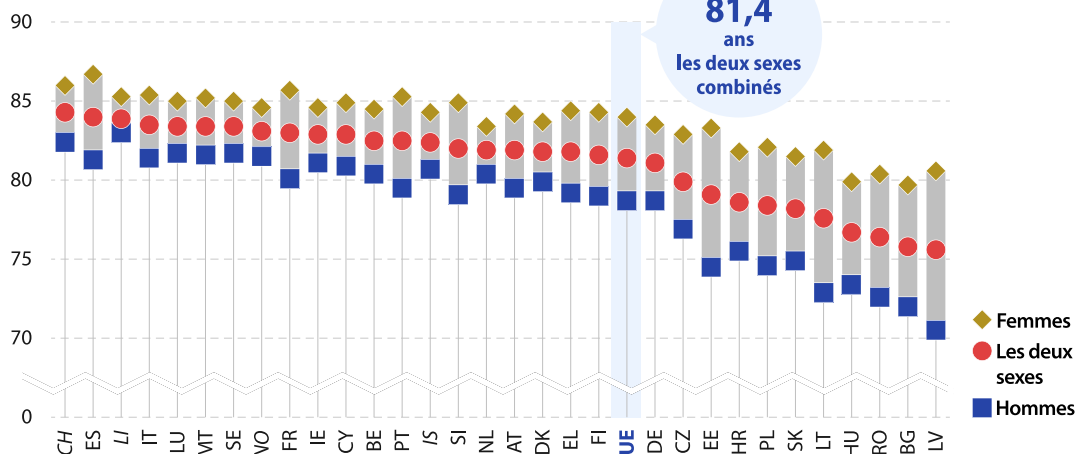


Remarque: l'axe «y» est coupé. Ruptures de série.

Source: Eurostat (code de données en ligne: [demo_mlexpec](#))

Espérance de vie à la naissance

(années, 2023)



Remarque: l'axe «y» est coupé. LI: 2022.

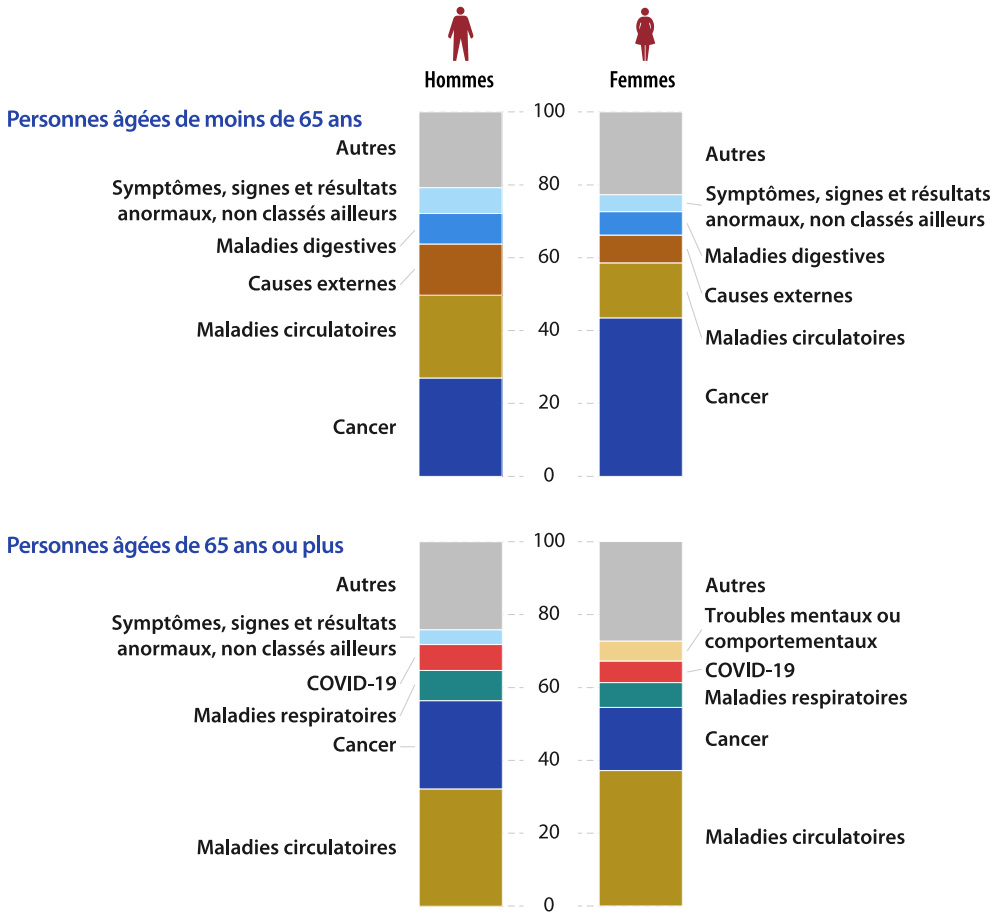
Source: Eurostat (code de données en ligne: [demo_mlexpec](#))

Parmi les pays de l'UE, l'Espagne (84,0 ans), l'Italie (83,5 ans), le Luxembourg, Malte et la Suède (83,4 ans) ont enregistré l'espérance de vie moyenne à la naissance la plus élevée (pour les deux sexes confondus) en 2023; l'espérance de vie la plus faible a été enregistrée en Lettonie (75,6 ans) et en Bulgarie (75,8 ans). L'espérance de vie des

filles nouveau-nées était plus élevée que celle des garçons nouveau-nés dans tous les pays de l'UE, avec des écarts particulièrement importants dans les pays baltes – Lettonie (10,1 ans), Lituanie (9,0 ans) et Estonie (8,8 ans). Les écarts les plus faibles étaient aux Pays-Bas (3,0 ans), en Suède et au Luxembourg (3,3 ans pour ces deux pays).

Principales causes de décès

(pourcentage de l'ensemble des décès, 2022)



Source: Eurostat (code de données en ligne: [hlth_cd_aro](#))

En 2022, l'UE a compté 5,2 millions de décès, dont la grande majorité (85,3 %) concernaient des personnes âgées de 65 ans ou plus.

Les principales causes de décès variaient considérablement entre les personnes âgées et les jeunes et quelque peu entre les hommes et les femmes (sur la base d'une liste de 18 causes).

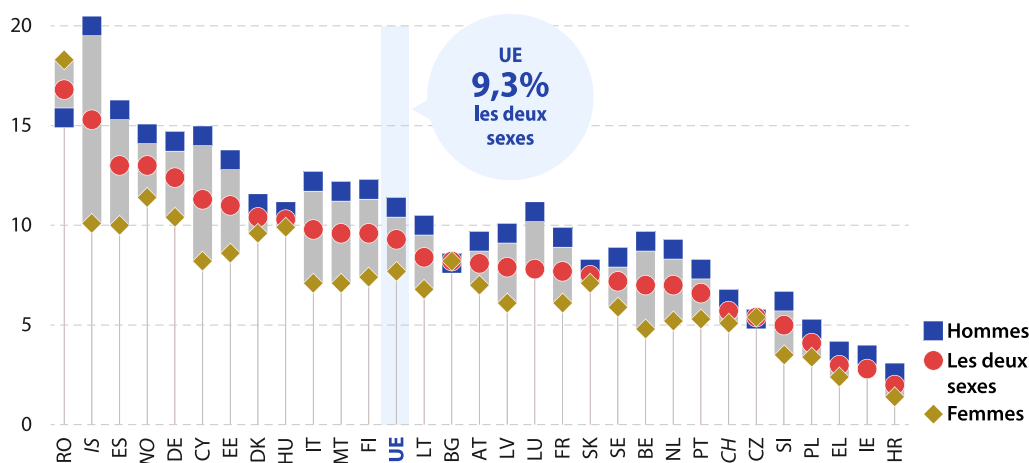
Parmi les personnes âgées de moins de 65 ans, la cause la plus courante était le cancer, suivi des maladies circulatoires, des causes externes et des maladies digestives. Parmi les personnes âgées, la cause la plus courante était les maladies circulatoires, suivies par le cancer, les maladies respiratoires et la COVID-19.

Éducation



Jeunes ayant quitté prématurément le système d'éducation et de formation

(part en pourcentage des personnes âgées de 18 à 24 ans, 2024)



Remarque: les jeunes ayant quitté prématurément le système éducatif sont ceux qui n'ont pas achevé l'enseignement secondaire et ne poursuivent ni études ni formation complémentaires. IE et LU: femmes, non disponibles en raison de la petite taille des échantillons.

Source: Eurostat (code de données en ligne: [edat_ifse_14](#))

Les personnes quittant le système d'éducation à un âge relativement jeune sont davantage exposées au risque de pauvreté, de [chômage](#) ou d'exclusion sociale. En 2024, la part de [jeunes ayant quitté prématurément](#) l'éducation et la formation au sein de l'UE était de 9,3 %, allant de 16,8 % en Roumanie à 2,0 % en Croatie. L'UE s'est fixé pour objectif de ramener ce niveau à moins de 9 % à l'horizon 2030.

En 2024, les jeunes hommes (10,9 %) dans l'UE couraient davantage le risque de quitter prématurément le système d'éducation et de formation que les jeunes femmes (7,7 %). Dans la grande majorité des pays de l'UE, il existait un écart entre les hommes et les femmes, avec une proportion plus élevée de jeunes hommes.

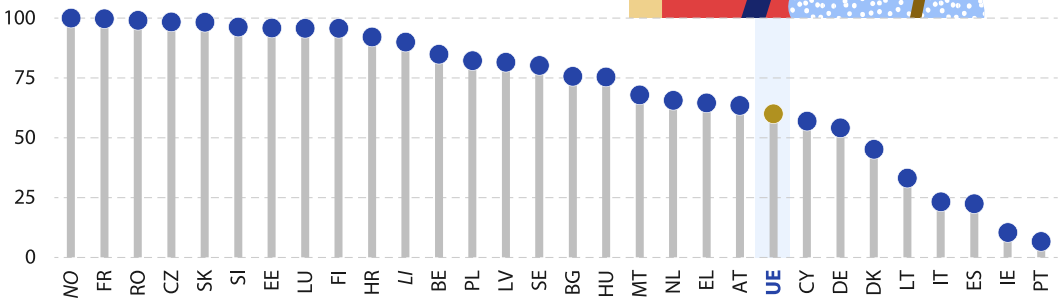
La seule exception où la proportion de jeunes femmes ayant quitté prématurément le système d'éducation et de formation était nettement plus élevée était la Roumanie, tandis qu'en Bulgarie et en Tchéquie, cette même proportion était légèrement supérieure.

L'écart le plus marqué entre les hommes et les femmes a été relevé à Chypre, où la part de jeunes hommes (14,5 %) quittant prématurément le système d'éducation et de formation était supérieure de 6,3 points de pourcentage à celle des jeunes femmes (8,2 %). L'Espagne, l'Italie, l'Estonie, Malte, la Finlande et la Belgique présentaient également des écarts entre les hommes et les femmes supérieurs à 4,0 points.

Apprentissage de deux langues étrangères ou plus

(part en pourcentage des élèves du deuxième cycle de l'enseignement secondaire général, 2023)

En 2023, 60,0 % des élèves du deuxième cycle de l'enseignement secondaire général au sein de l'UE étudiaient deux langues étrangères ou plus. Au moins 98,0 % de l'ensemble des élèves du deuxième cycle de l'enseignement secondaire général en France, en Roumanie, en Tchéquie et en Slovaquie étudiaient deux langues étrangères ou plus, contre 10,4 % en Irlande et 6,7 % au Portugal.



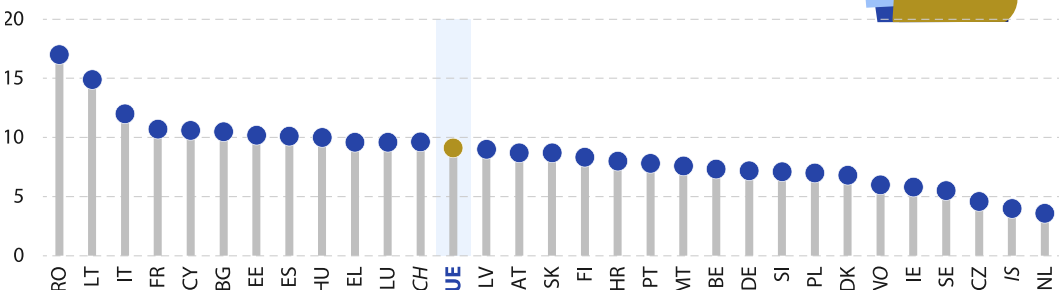
Remarque: LI, 2022.

Source: Eurostat (code de données en ligne: [educ_uoe_lang02](#))

Jeunes ne travaillant pas et ne suivant ni études ni formation

(part en pourcentage des personnes âgées de 15 à 24 ans, 2024)

La part des jeunes (âgés de 15 à 24 ans) ne travaillant pas et ne suivant pas d'études ou de formation (NEET) concerne les personnes qui étaient au chômage et n'avaient participé récemment à aucune forme d'études ou de formation. En 2024, le taux de jeunes NEET dans l'UE s'élevait à 9,1 %. En Roumanie, ce taux était 4,7 fois supérieur (17,0 %) à celui observé aux Pays-Bas (3,6 %).

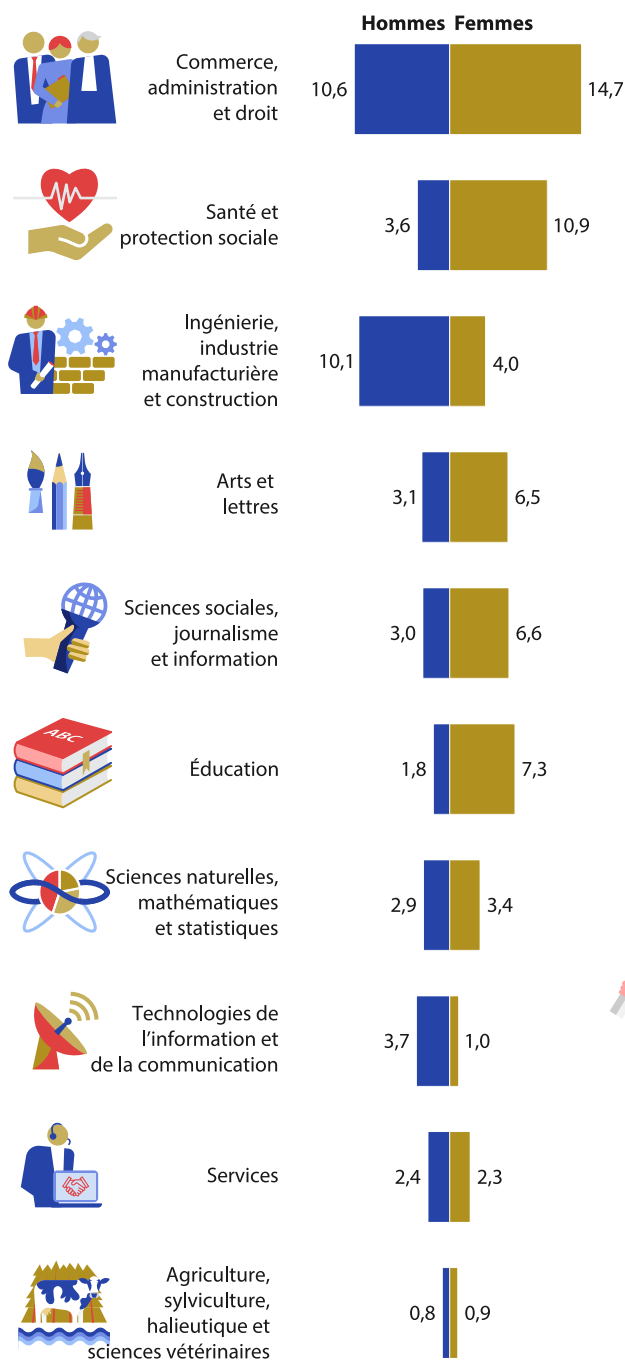


Remarque: le fait de ne pas suivre d'études ou de formation se réfère à la situation au cours des quatre semaines qui ont précédé l'enquête.

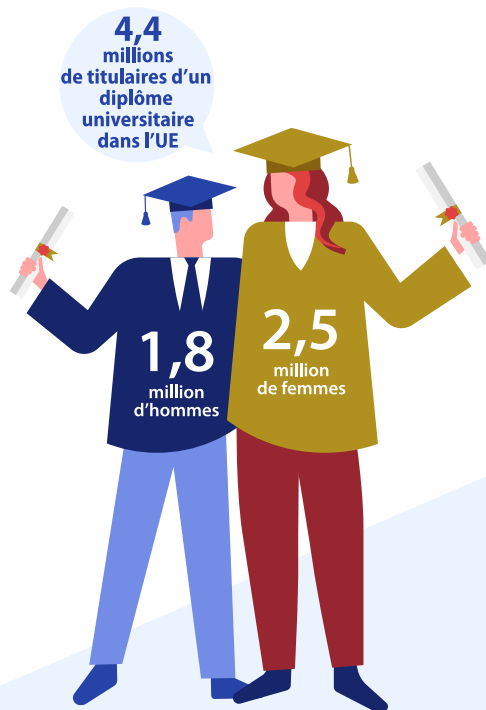
Source: Eurostat (code de données en ligne: [edat_lfse_20](#))

Domaines d'études pour les titulaires d'un diplôme universitaire

(part en pourcentage de l'ensemble des diplômés, UE, 2023)



En 2023, 4,4 millions de personnes étaient en possession d'un diplôme de l'enseignement supérieur au sein de l'UE: le nombre de femmes titulaires d'un diplôme universitaire (2,5 millions) était plus élevé que celui de leurs homologues masculins (1,8 million). Cette tendance s'observait pour une majorité de domaines d'études et était particulièrement manifeste chez les diplômés en éducation, où il y avait 4,1 fois plus de femmes que d'hommes parmi les diplômés. Le nombre d'hommes et de femmes diplômés était semblable dans les services, dans les secteurs de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche ainsi que dans le secteur vétérinaire. En revanche, il y avait 3,7 fois plus d'hommes que de femmes parmi les diplômés en technologies de l'information et de la communication.



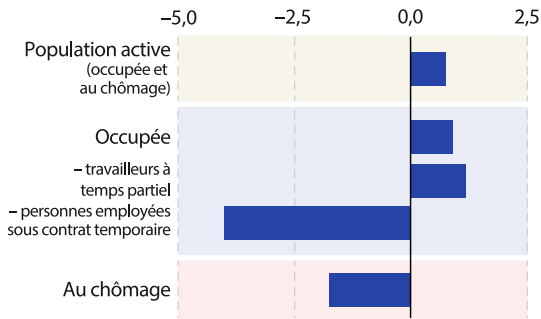
Remarque: classement en fonction de la part totale de diplômés (femmes et hommes confondus).

Source: Eurostat (codes de données en ligne: [educ_uoe_grad01](#) et [educ_uoe_grad03](#))

Marché du travail

Variation annuelle de la composition de la population active

(en pourcentage des personnes âgées de 20 à 64 ans, UE, 2024)

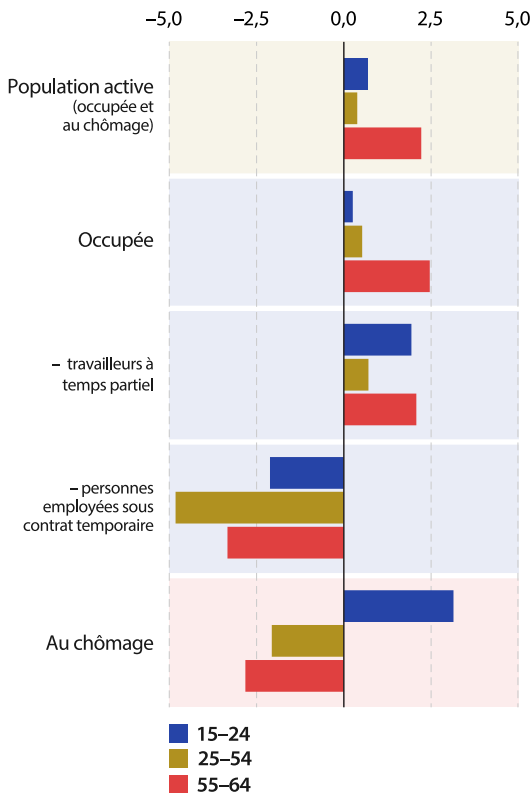


Source: Eurostat (codes de données en ligne: [lfsi_emp_a](#), [lfsi_pt_a](#) et [une_rt_a](#))

La population active de l'UE (personnes occupées et au chômage âgées de 20 à 64 ans) a augmenté de 0,8 % entre 2023 et 2024, pour atteindre 209 millions. Le nombre de personnes exerçant un emploi a progressé de 0,9 %, tandis que le nombre de personnes au chômage a reculé de 1,8 %. Parmi les actifs, on observe une augmentation légèrement plus marquée du nombre de travailleurs à temps partiel (+ 1,2 %) et une baisse du nombre de personnes sous contrat temporaire (- 4,0 %).

Évolution annuelle de la composition de la population active, par groupes d'âge

(%, UE, 2024)



Source: Eurostat (codes de données en ligne: [lfsi_emp_a](#), [lfsi_pt_a](#) et [lfsa_uagan](#))

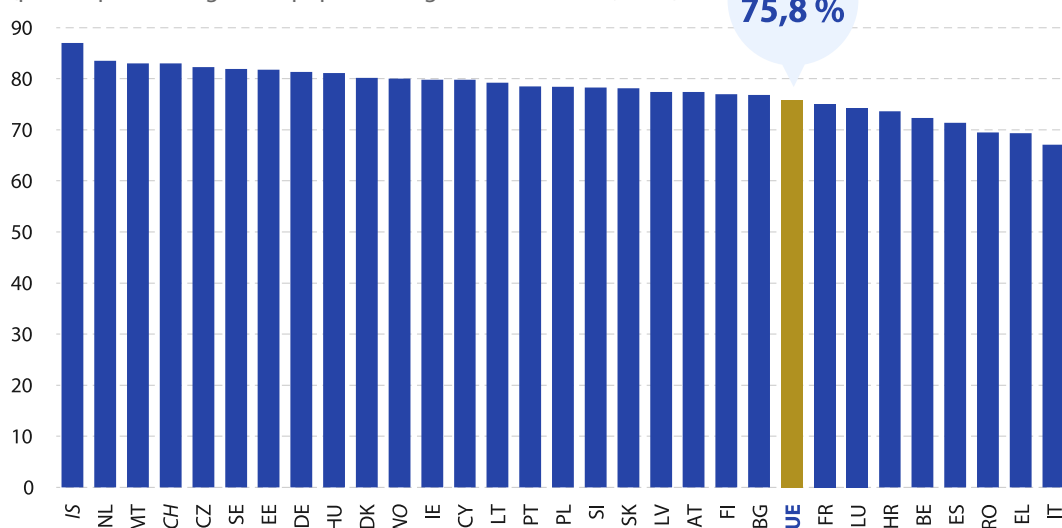
En 2024, un groupe principal de personnes en âge de travailler (âgées de 25 à 54 ans) représentait près des trois quarts (71,2 %) de la population active de l'UE âgée de 15 à 64 ans.

Si les jeunes (âgés de 15 à 24 ans) représentaient 9,1 % du nombre total de personnes occupées dans l'UE en 2024, les parts de ceux-ci dans l'emploi à temps partiel (15,7 %) et dans l'emploi sous contrat temporaire (33,3 %) étaient considérablement supérieures.

Entre 2023 et 2024, la population active de l'UE et le nombre de personnes occupées sont restés relativement stables parmi les personnes âgées de 15 à 24 ans et de 25 à 54 ans, mais ont augmenté plus fortement chez les personnes âgées. La croissance de l'emploi à temps partiel a été plus forte parmi les jeunes et les personnes âgées occupées, tandis que la baisse du nombre de personnes sous contrat temporaire était plus notable parmi les personnes âgées de 25 à 54 ans. Malgré une diminution globale du nombre de personnes au chômage, le nombre de jeunes au chômage a augmenté.

Taux d'emploi

(part en pourcentage de la population âgée de 20 à 64 ans, 2024)



Source: Eurostat (code de données en ligne: [lfsi_emp_a](#))

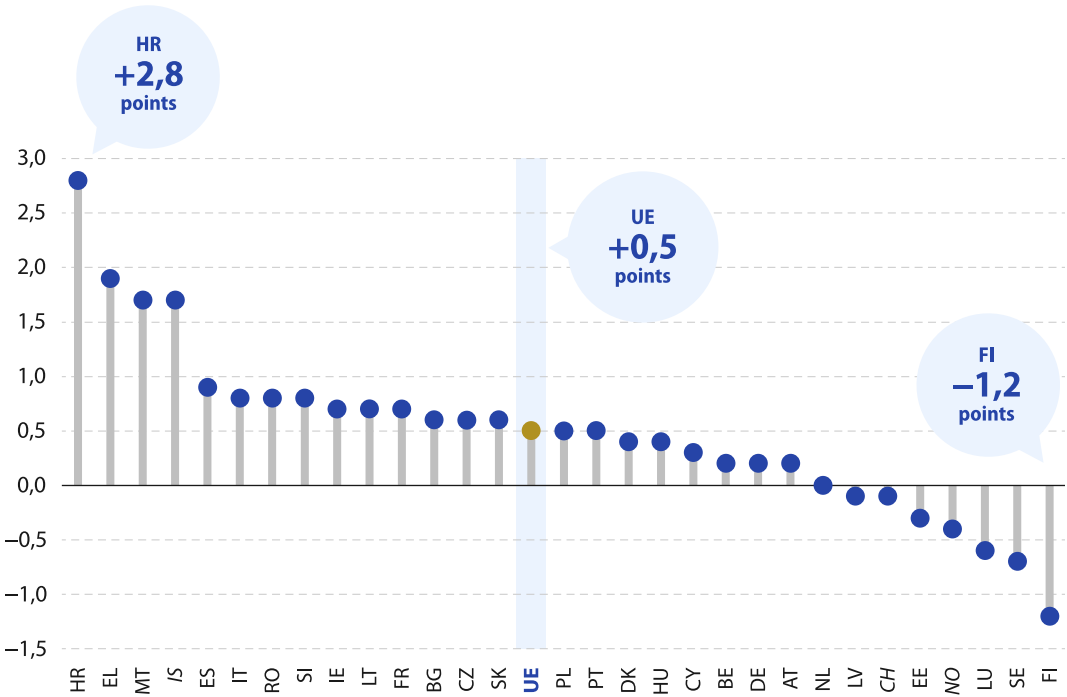
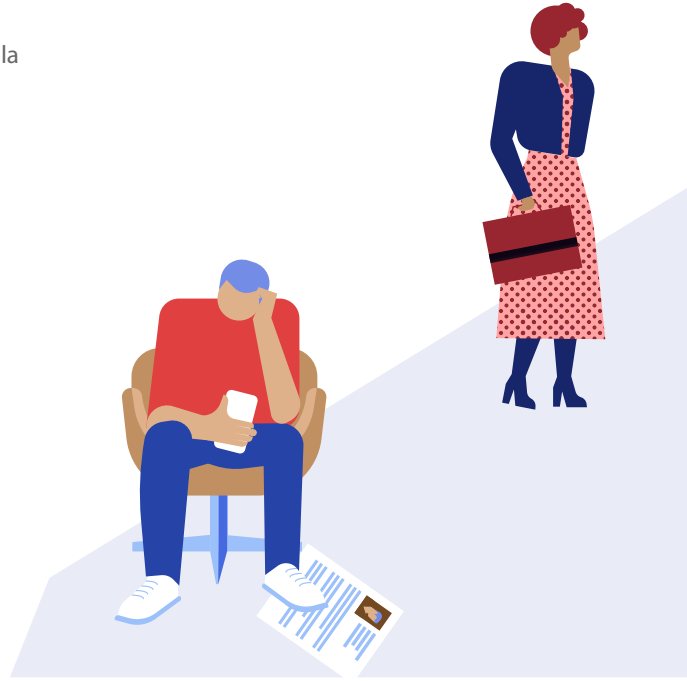
Le [taux d'emploi](#) au sein de l'UE – qui mesure la part des personnes âgées de 20 à 64 ans occupant un emploi par rapport à la population du même âge – s'élevait à 75,8 % en 2024. Dans huit pays de l'UE, au moins 80,0 % des adultes âgés de 20 à 64 ans exerçaient un emploi: les taux les plus élevés ont été observés aux Pays-Bas (83,5 %), à Malte (83,0 %), en Tchéquie (82,3 %), en Suède (81,9 %) et en Estonie (81,8 %). À l'autre extrémité, moins de 70,0 % des adultes âgés de 20 à 64 ans avaient un emploi en Italie (67,1 %), en Grèce (69,3 %) et en Roumanie (69,5 %).



Évolution annuelle du taux d'emploi

(points de pourcentage sur la base de la part de la population âgée de 20 à 64 ans, 2024)

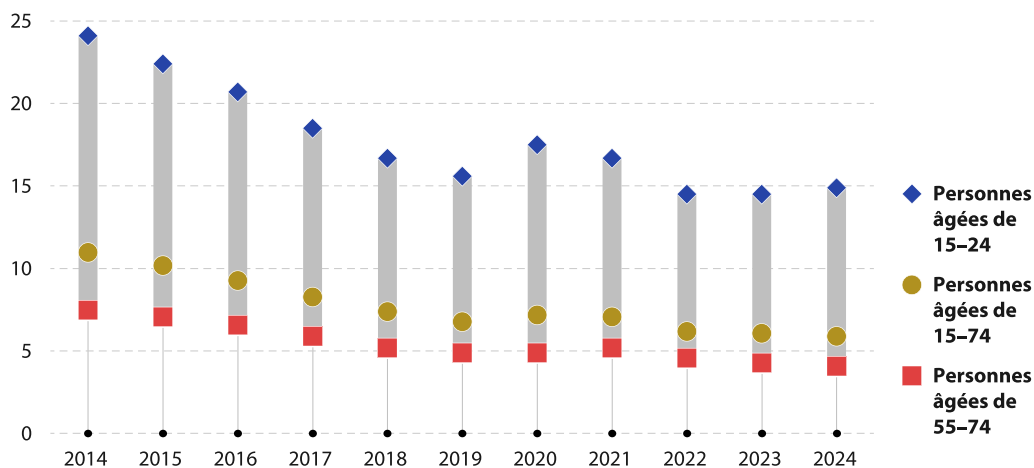
Le taux d'emploi des personnes âgées de 20 à 64 ans dans l'UE a atteint 75,8 % en 2024, soit une hausse de 0,5 point de pourcentage par rapport à l'année précédente. Entre 2023 et 2024, le taux d'emploi des personnes âgées de 20 à 64 ans a augmenté dans 21 pays de l'UE, est resté inchangé dans un pays et a reculé dans les cinq autres pays. L'augmentation annuelle la plus importante a été observée en Croatie (+ 2,8 points), tandis que la Finlande (- 1,2 point) a enregistré la plus forte baisse.



Source: Eurostat (code de données en ligne: [lfsi_emp_a](#))

Taux de chômage

(part en pourcentage de la population active, UE, 2014-24)



Source: Eurostat (code de données en ligne: [une_rt_a](#))

En 2014, le taux de chômage de l'UE a légèrement diminué pour s'établir à 11,0 % et a continué de baisser au cours des cinq années suivantes, tombant à 6,8 % en 2019. En 2020, alors que la crise de la COVID-19 a eu des répercussions sur les marchés du travail, ce taux est remonté à 7,2 %. Il a ensuite diminué légèrement en 2021, plus nettement en 2022, puis de nouveau plus modérément en 2023 et 2024, pour atteindre 5,9 %.

Le taux de chômage des jeunes au sein de l'UE (pour les personnes âgées de 15 à 24 ans) s'élevait à 14,9 % en 2024, soit 2,5 fois plus élevé que le taux de l'ensemble de la population (âgée de 15 à 74 ans) et 3,6 fois plus élevé que le taux des personnes âgées (âgées de 55 à 74 ans) qui était de 4,1 %. Entre 2014 et 2024, le taux a augmenté en 2021 chez les personnes âgées, tandis que chez les jeunes il a augmenté en 2020 et 2024.

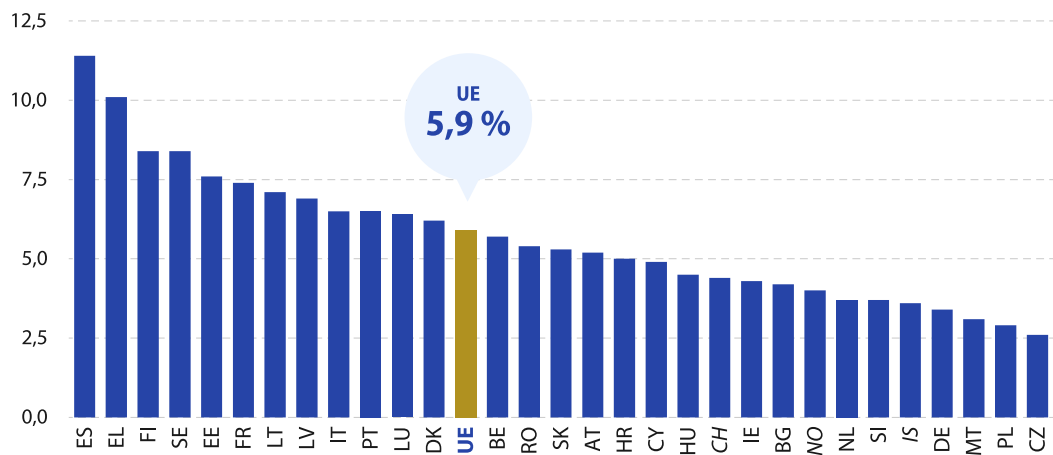


Taux de chômage

(part en pourcentage de la population active âgée de 15 à 74 ans, 2024)

En 2024, parmi les pays de l'UE, les taux de chômage les plus élevés chez les personnes âgées de 15 à 74 ans ont été observés en Espagne (11,4 %) et en Grèce (10,1 %); le deuxième taux le plus élevé était de 8,4 % en Finlande et en Suède.

Des taux de chômage relativement faibles ont été enregistrés à Malte et en Pologne en 2024, soit près de 3,0 %, le taux le plus bas a été observé en Tchéquie (2,6 %).



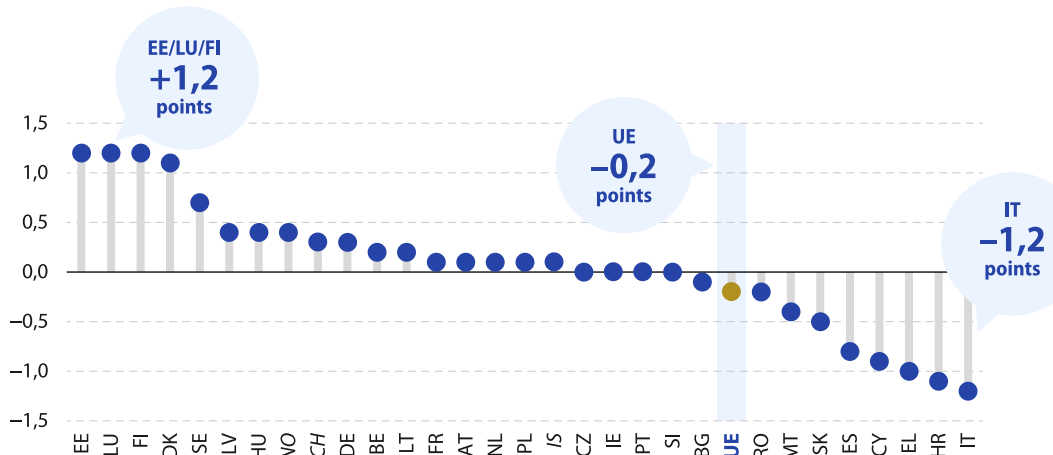
Source: Eurostat (code de données en ligne: [une_rt_a](#))

Évolution annuelle du taux de chômage

(points de pourcentage sur la base de la part de la population active âgée de 15 à 74 ans, 2024)

Par rapport à 2023, le taux de chômage des personnes âgées de 15 à 74 ans dans l'UE était inférieur de 0,2 point de pourcentage en 2024. Ce taux a augmenté dans 14 pays de l'UE, est resté inchangé dans quatre d'entre eux et a diminué dans les neuf autres. Les hausses les plus importantes

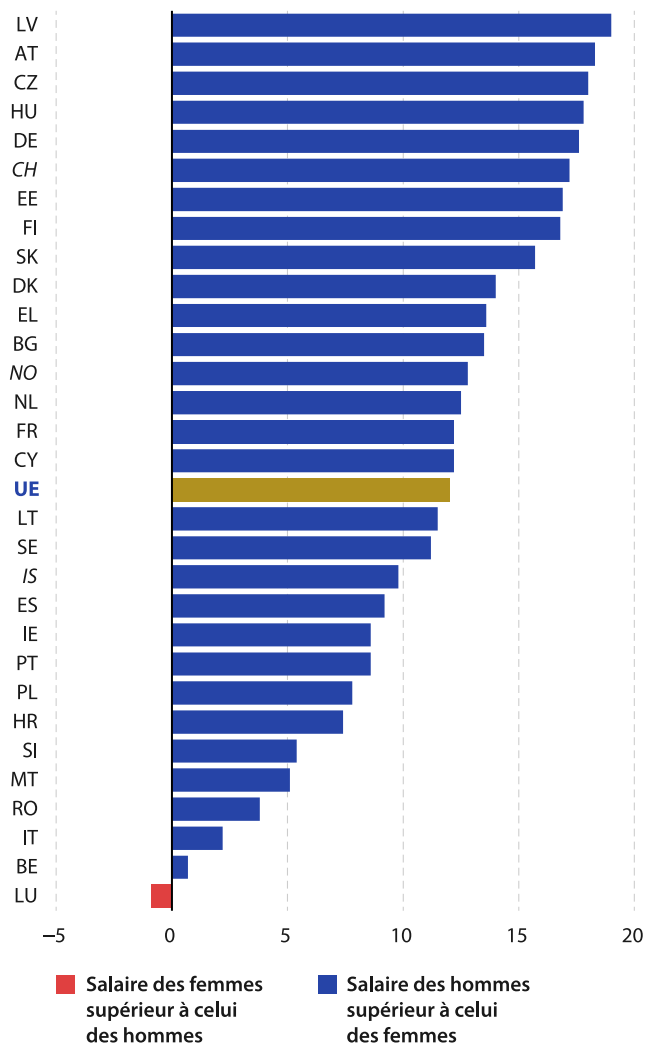
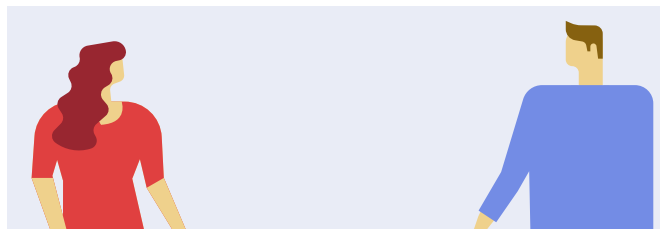
ont été enregistrées en Estonie, au Luxembourg, en Finlande (+ 1,2 point pour ces trois pays) et au Danemark (+ 1,1 point), tandis que les baisses les plus importantes ont été observées en Italie (- 1,2 point), en Croatie (- 1,1 point), en Grèce (- 1,0 point), à Chypre (- 0,9 point) et en Espagne (- 0,8 point).



Source: Eurostat (code de données en ligne: [une_rt_a](#))

Écart de salaire non ajusté entre les femmes et les hommes

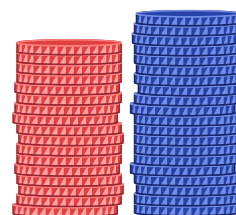
(%, 2023)



L'écart de salaire non ajusté entre les hommes et les femmes donne un aperçu global des différences de salaires entre les hommes et les femmes. Il mesure la différence entre le [salaire](#) horaire des hommes et celui des femmes dans l'industrie, la construction et les services parmi les entreprises de 10 salariés ou plus.

En 2023, le salaire horaire moyen des femmes au sein de l'UE était inférieur de 12,0 % à celui des hommes. L'écart de salaire le plus important entre les femmes et les hommes a été enregistré en Lettonie, où le salaire des femmes était inférieur de 19,0 % à celui des hommes. En revanche, l'écart était inférieur à 4,0 % en Roumanie (3,8 %), en Italie (2,2 %) et en Belgique (0,7 %). Le seul pays où les femmes gagnaient plus que les hommes était le Luxembourg, où le salaire moyen des femmes était supérieur de 0,9 % à celui des hommes.

Les femmes dans l'UE gagnent en moyenne **12,0 %** de moins que les hommes



Femmes Hommes

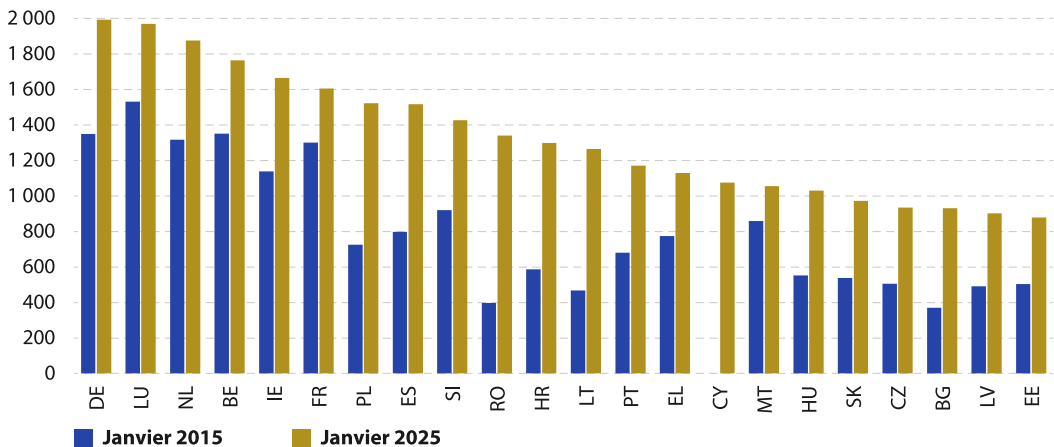


Remarque: différence entre le salaire des femmes et des hommes en pourcentage du salaire des hommes, sur la base du salaire horaire brut moyen.

Source: Eurostat (code de données en ligne: [earn_gr_gpgr2](#))

Salaire minimum national mensuel

(SPA, janvier 2015 et janvier 2025)



Remarque: il n'existe pas de salaire minimum national au Danemark, en Italie, en Autriche, en Finlande ou en Suède. Janvier 2015, Chypre non disponible.

Source: Eurostat (code de données en ligne: [earn_mw_cur](#))

Le [salaire minimum](#) est le salaire le plus bas que les employeurs sont légalement tenus de verser à leurs [salariés](#).

Le salaire minimum national s'applique en général à l'ensemble des salariés du pays ou, du moins, à une grande majorité d'entre eux. Certains pays prévoient des exceptions, par exemple pour les jeunes travailleurs, les apprentis ou les travailleurs handicapés.

Les statistiques relatives au montant du salaire minimum mensuel sont généralement indiquées en [valeur brute](#), c'est-à-dire avant déduction de l'impôt sur le revenu et des [cotisations sociales](#) à charge du salarié.

Exprimés en [standards de pouvoir d'achat \(SPA\)](#), ces montants ont été ajustés en fonction des différences de prix entre les pays. En janvier 2025, les salaires minimaux les plus élevés ont été observés en Allemagne et au Luxembourg, avec respectivement 1 992 SPA et 1 969 SPA. Le salaire minimum le plus bas a été observé en Estonie, avec 878 SPA.

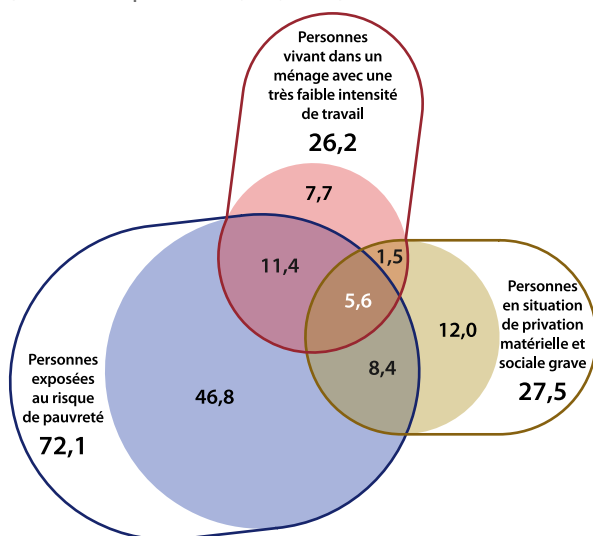
Entre le 1er janvier 2015 et le 1er janvier 2025, les salaires minimaux ont plus que triplé en SPA en Roumanie et plus que doublé en Lituanie, en Bulgarie, en Croatie et en Pologne. Les augmentations relatives les plus faibles ont été enregistrées à Malte et en France.



Conditions de vie

Personnes exposées au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale

(millions de personnes, UE, 2024)



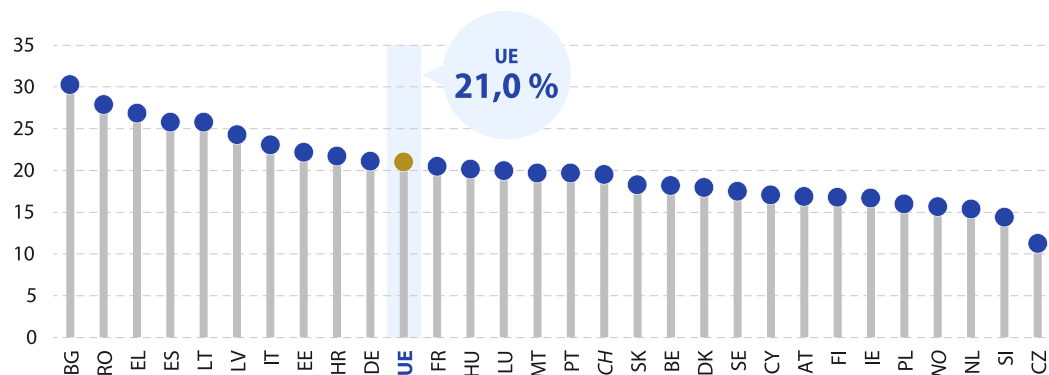
Source: Eurostat (code de données en ligne: [ilc_pees01n](#))

En 2024, 93,3 millions de personnes, soit 21,0 % de la population de l'UE, étaient exposées au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale. Cela signifie qu'elles se trouvaient dans au moins une des trois situations suivantes: exposées au risque de pauvreté après transferts sociaux; en situation de privation matérielle et sociale grave; ou appartenant à un ménage à très faible intensité de travail.

Le risque le plus élevé de pauvreté ou d'exclusion sociale était celui de la pauvreté monétaire, à savoir le risque de pauvreté après transferts sociaux: en 2024, 72,1 millions de personnes se trouvaient dans cette situation dans l'ensemble de l'UE. Parmi elles, 25,4 millions se trouvaient également dans une des deux autres situations ou dans les deux. Le nombre de personnes exposées au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale en 2024 était inférieur de 1,2 million à celui de 2023.

Personnes exposées au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale

(part en pourcentage de la population totale, 2024)



Remarque: CH, 2023.

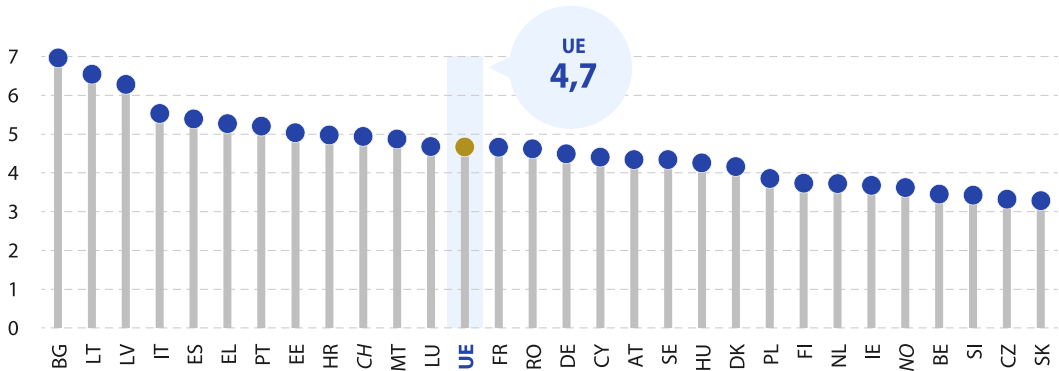
Source: Eurostat (code de données en ligne: [ilc_peps01n](#))

Parmi les pays de l'UE, la part de la population exposée au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale en 2024 était la plus élevée en Bulgarie (30,3 %), suivie de la Roumanie (27,9 %), de la Grèce (26,9 %), de l'Espagne et de la Lituanie (25,8 % pour ceux deux pays). À l'autre extrémité, 11,3 % des personnes en Tchéquie étaient exposées au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale.

(26,9 %), de l'Espagne et de la Lituanie (25,8 % pour ceux deux pays). À l'autre extrémité, 11,3 % des personnes en Tchéquie étaient exposées au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale.

Rapport interquintile de revenu S80/S20 pour le revenu disponible

(2024)



Remarque: CH, 2023.

Source: Eurostat (code de données en ligne: [tessi180](#))

Le [rapport interquintile de revenu](#) correspond au rapport entre le revenu total perçu par les 20 % de la population du pays ayant les revenus les plus élevés (quintile supérieur) et celui perçu par les 20 % de la population du pays ayant les revenus les plus bas (quintile inférieur). La mesure du revenu est le [revenu disponible équivalent](#).

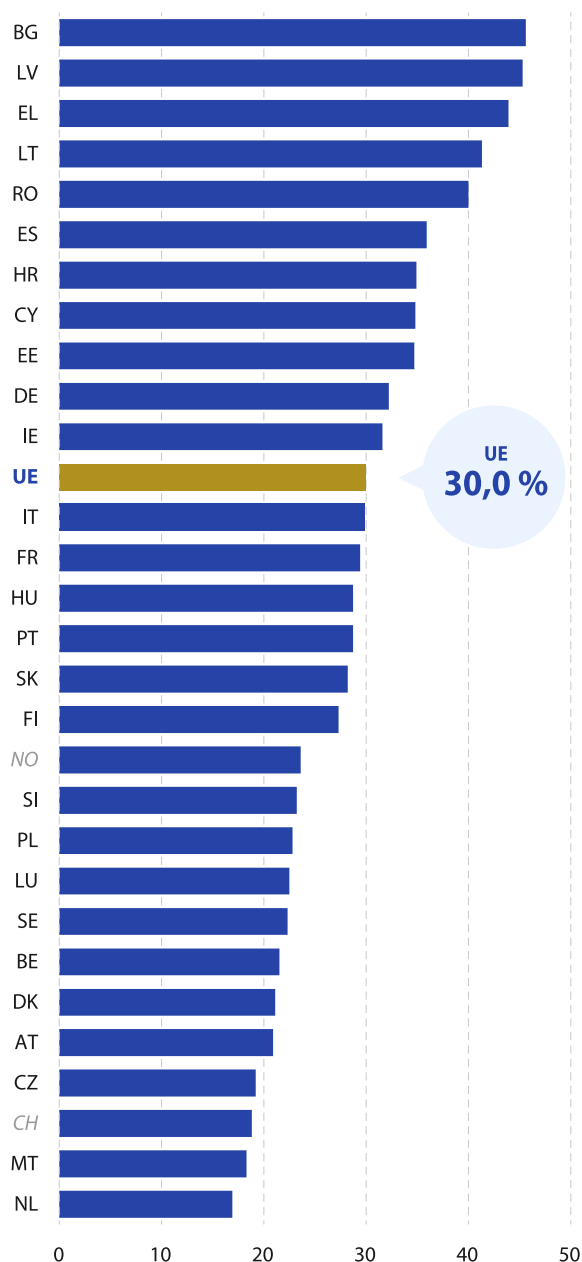
Dans l'UE, le revenu total en 2024 des personnes du quintile supérieur était 4,7 fois plus élevé que celui des personnes du quintile inférieur.

Sur la base du rapport interquintile de revenu, la Bulgarie, la Lituanie et la Lettonie présentaient les écarts les plus inégaux parmi les pays de l'UE; en 2024, le revenu total de leur quintile supérieur était plus de 6,0 fois supérieur à celui de leur quintile inférieur. Selon cette mesure, les pays les moins inégaux étaient la Slovaquie et la Tchéquie.



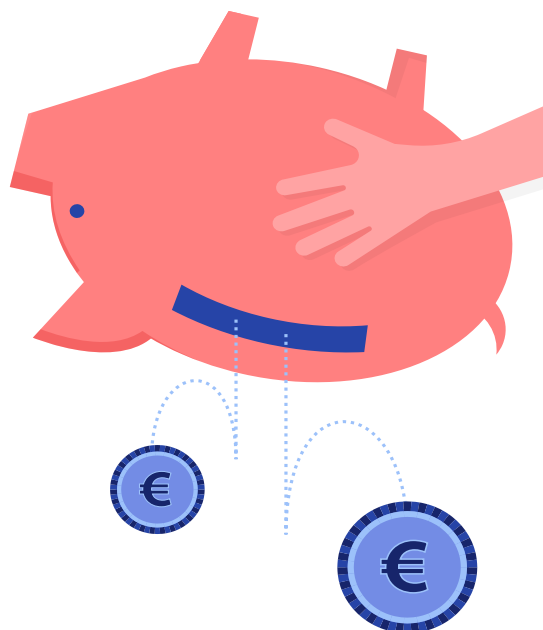
Incapacité de faire face à des dépenses imprévues

(part en pourcentage de la population totale, 2024)



Remarque: CH, 2023.

Source: Eurostat (code de données en ligne: [ilc_mdcs04](#))

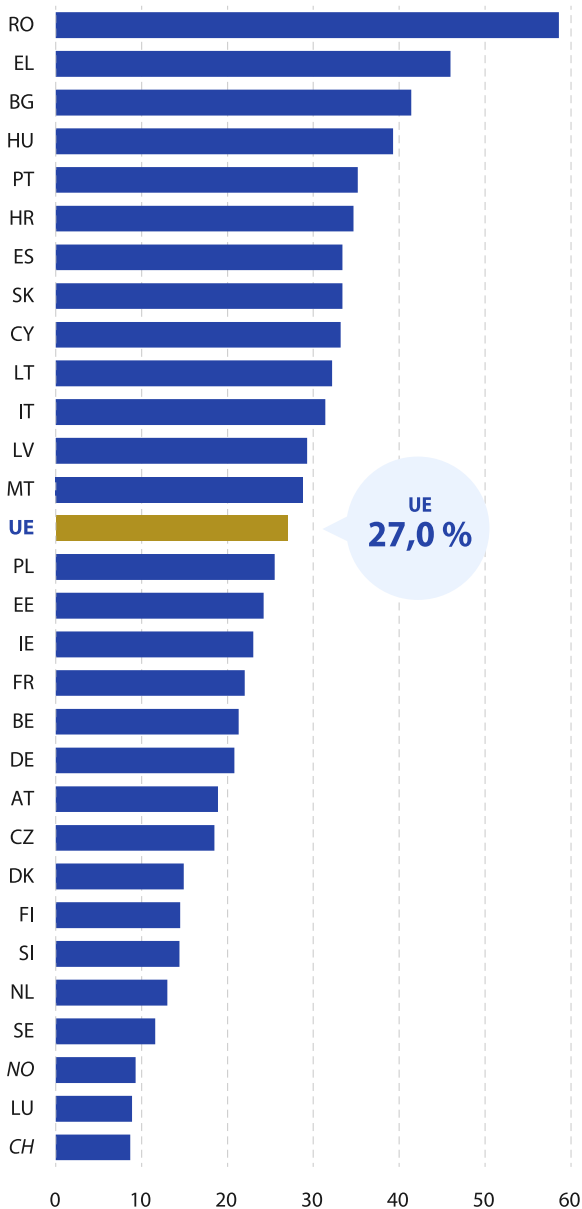


La [privation matérielle](#) correspond à l'incapacité forcée (par opposition au choix de ne pas le faire) de payer des dépenses spécifiques; les dépenses imprévues en sont un exemple. En 2024, 3 personnes sur 10 (30,0 %) au sein de l'UE vivant dans un [ménage](#) particulier se trouvaient dans l'incapacité de faire face à des dépenses imprévues. Cette part était 1,2 point de pourcentage plus basse qu'en 2023, ce qui peut, au moins en partie, être dû à la désinflation.

Dans cinq pays de l'UE, au moins 40,0 % de la population se trouvait dans l'incapacité de faire face à des dépenses imprévues en 2024, avec des pics à 45,6 % en Bulgarie et 45,3 % en Lettonie. En revanche, une part relativement faible de la population se trouvait dans l'incapacité de faire face à de telles dépenses aux Pays-Bas (16,9 %).

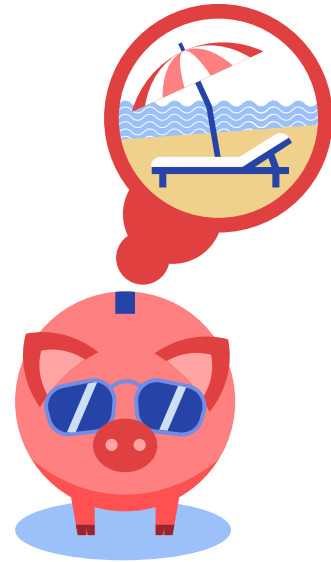
Incapacité de s'offrir une semaine de vacances annuelles en dehors du domicile

(part en pourcentage de la population totale, 2024)



Remarque: CH, 2023.

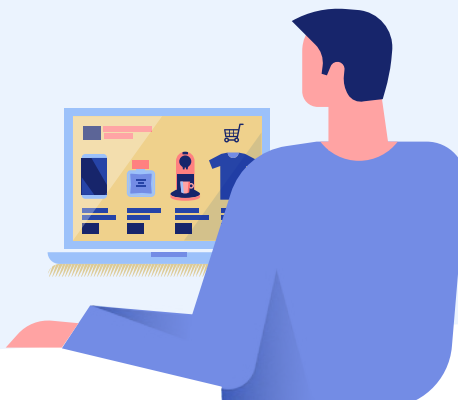
Source: Eurostat (code de données en ligne: [ilc_mdcs02](#))



Un autre moyen de mesurer la privation matérielle est l'incapacité de s'offrir une semaine de vacances en dehors de son domicile chaque année. En 2024, 27,0 % de la population de l'UE était dans l'incapacité de se l'offrir. Le fait de ne pas pouvoir s'offrir une semaine de vacances fait référence à l'impossibilité financière de se payer des vacances, plutôt que les autres raisons pour lesquelles une personne pourrait ne pas partir en vacances (par exemple parce qu'elle n'avait pas envie de prendre des vacances en dehors de son domicile).

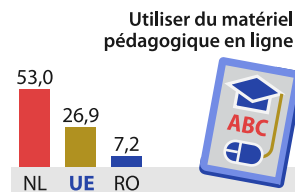
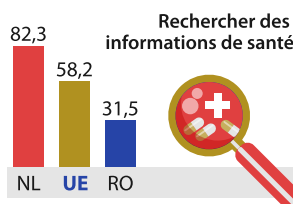
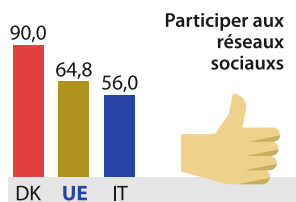
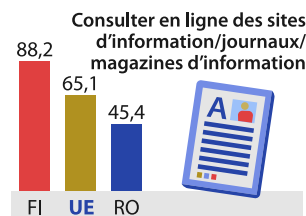
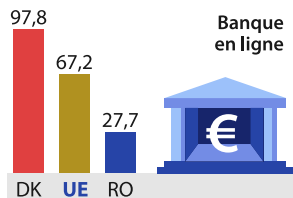
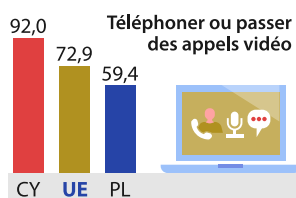
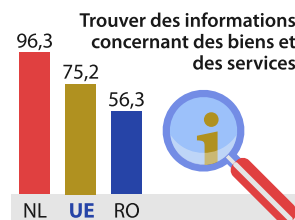
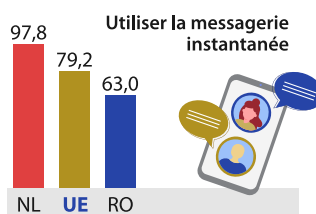
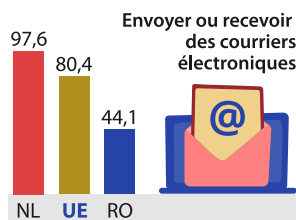
En 2024, la part la plus élevée de personnes qui ne pouvaient pas s'offrir un séjour annuel d'une semaine en dehors de leur domicile a été observée en Roumanie (58,6 %), suivie de la Grèce (46,0 %), de la Bulgarie (41,4 %) et de la Hongrie (39,3 %). En revanche, la part de la population se trouvant dans l'incapacité de s'offrir une semaine de vacances en dehors de son domicile chaque année était de 11,6 % en Suède et plus faible encore au Luxembourg, avec 8,9 %.

Société numérique



Activités sur l'internet

(part en pourcentage des personnes âgées de 16 à 74 ans, 2024)



■ Valeur la plus élevée ■ Valeur pour l'UE ■ Valeur la plus basse

Remarque: activités classées sur la valeur de l'UE.

Source: Eurostat (code de données en ligne: [isoc_ci_ac_i](#))

En 2024, 92,8 % des personnes (âgées de 16 à 74 ans) au sein de l'UE ont déclaré avoir utilisé l'internet au cours des trois mois précédant l'enquête.

Dans l'ensemble de l'UE, certaines des activités les plus fréquemment réalisées sur l'internet en 2024 par des personnes âgées de 16 à 74 ans comprenaient l'envoi/la réception de courriers électroniques (80,4 %), l'utilisation de la messagerie instantanée (79,2 %), la recherche d'informations sur des biens et

des services (75,2 %) et les appels téléphoniques ou vidéo (72,9 %).

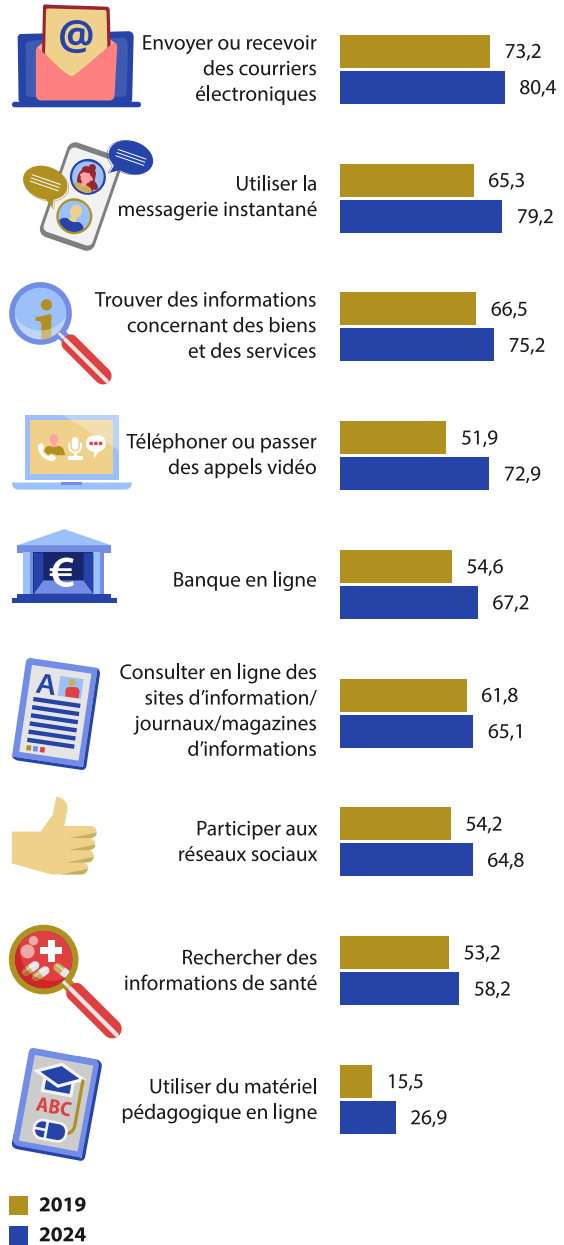
Une majorité de personnes dans l'UE ont également utilisé l'internet pour des services bancaires en ligne (67,2 %), consulter des sites d'information et/ou lire des journaux/magazines en ligne (65,1 %), participer à des réseaux sociaux (64,8 %) et rechercher des informations sur la santé (58,2 %).

Activités sur l'internet

(part en pourcentage de la population âgée de 16 à 74 ans, UE, 2019 et 2024)

La part de la population âgée de 16 à 74 ans dans l'UE ayant participé à un grand nombre des activités les plus communes sur l'internet a augmenté au cours des deux dernières décennies.

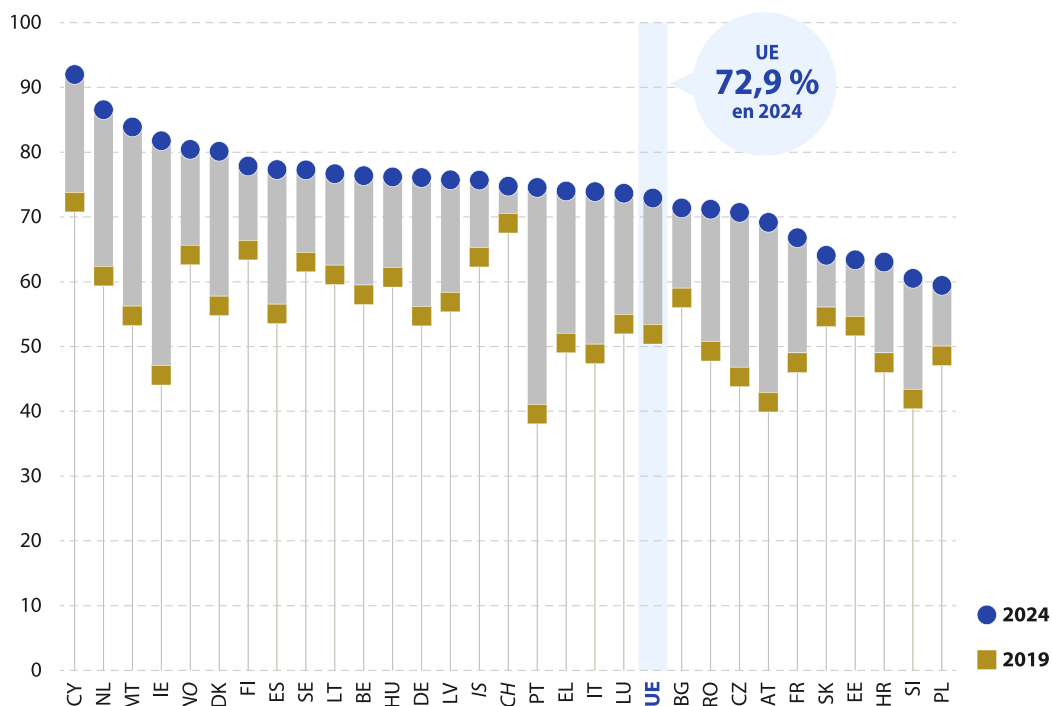
Les évolutions récentes entre 2019 et 2024 montrent que la tendance progressive à la hausse des activités sur l'internet s'est poursuivie ces dernières années. Parmi les neuf activités sur l'internet relativement courantes qui sont présentées ici, toutes ont enregistré une part plus élevée au sein de la population de l'UE en 2024 qu'en 2019. L'exemple le plus évident est la part des personnes qui passent des appels téléphoniques ou vidéo, qui a augmenté de 21,0 points de pourcentage entre 2019 et 2024. La part de la population de l'UE utilisant la messagerie instantanée et les services bancaires en ligne a connu une forte augmentation, respectivement de 14,0 et 12,7 points. La part de la population de l'UE utilisant du matériel pédagogique en ligne a également fortement augmenté, enregistrant une hausse de 11,4 points. (Il est à noter que ces statistiques ne couvrent pas une grande partie de la population d'âge scolaire, à savoir les élèves âgés de moins de 16 ans).



Source: Eurostat (code de données en ligne: [isoc_ci_ac_i](#))

Utilisation de l'internet pour téléphoner ou passer des appels vidéo

(part en pourcentage de la population âgée de 16 à 74 ans, 2019 et 2024)



Remarque: CH, 2023 au lieu de 2024; IS, 2021 au lieu de 2024.

Source: Eurostat (code de données en ligne: [isoc_ci_ac_i](#))

La part de la population âgée de 16 à 74 ans dans l'UE utilisant l'internet pour passer des appels téléphoniques ou vidéo s'est accrue de 21,0 points de pourcentage entre 2019 et 2024. La part des personnes utilisant l'internet pour passer ces appels a augmenté dans chacun des pays de l'UE au cours de la période examinée. Les hausses les plus importantes ont été enregistrées en Irlande (+ 36,2 points) et au Portugal (+ 35,0 points).

Parmi les pays de l'UE, la part la plus élevée de personnes utilisant l'internet pour passer des appels téléphoniques ou vidéo en 2024 était de 92,0 % à Chypre, suivie de 86,6 % aux Pays-Bas. Les parts les plus faibles étaient de 59,4 % en Pologne et de 60,5 % en Slovaquie.



2

Économie et entreprises

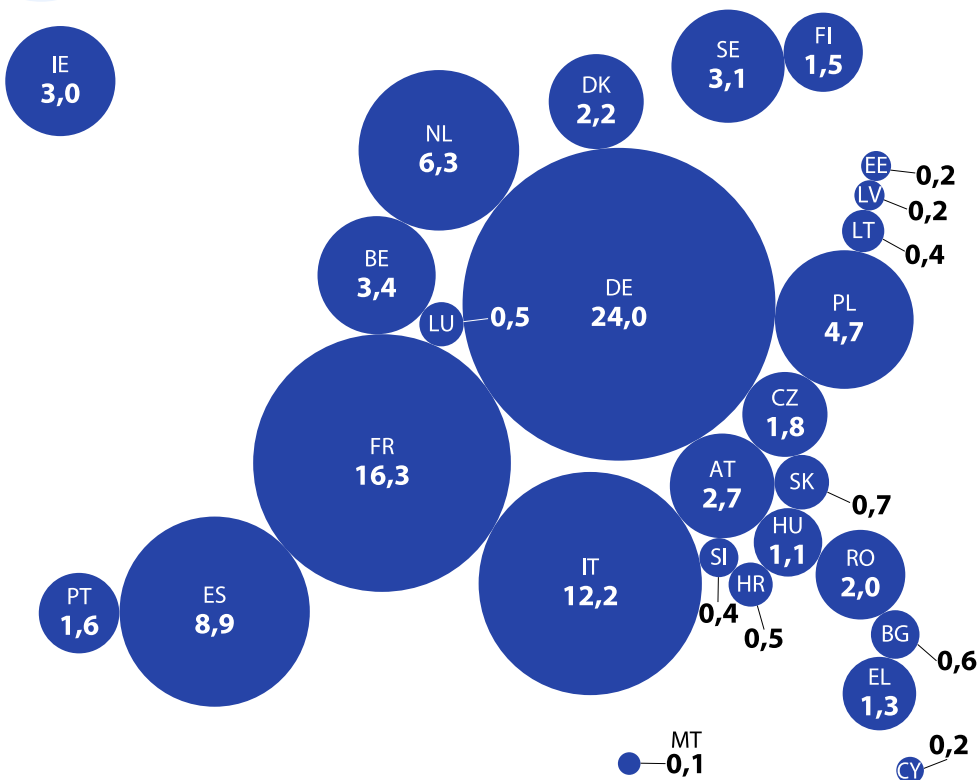


Économie et finance

PIB

(part en pourcentage du total de l'UE, 2024)

PIB de l'UE
17 900
milliards d'EUR



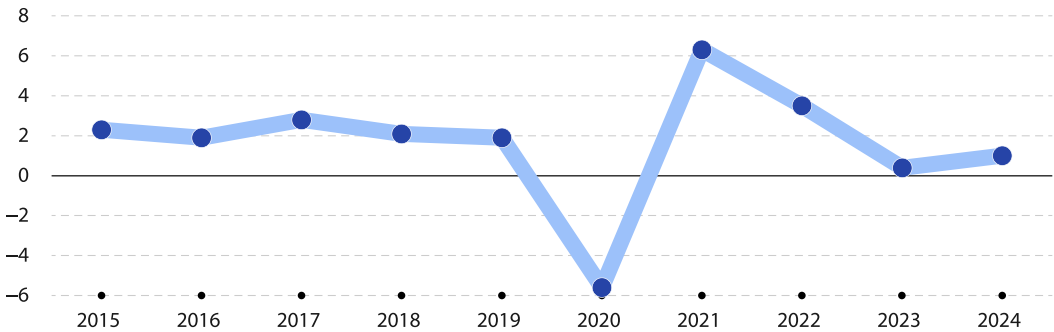
Source: Eurostat (code de données en ligne: [nama_10_gdp](#))

Le produit intérieur brut (PIB) est un indicateur utilisé pour mesurer la taille et la performance d'une économie. Il fournit des informations relatives à la valeur des biens et des services produits au cours d'une période donnée. Le PIB de l'UE a été estimé à 17 900 milliards d'EUR en 2024.

Le pays de l'UE ayant la plus grande économie était l'Allemagne (4 300 milliards d'EUR, soit 24,0 % du total de l'UE), suivie de la France (16,3 %) et de l'Italie (12,2 %). À l'autre extrémité, la plus petite économie de l'Union était Malte (0,1 %), derrière Chypre, l'Estonie et la Lettonie (0,2 %).

Évolution réelle du PIB

(%, variation annuelle, sur la base de volumes chaînés, UE, 2015-24)



Source: Eurostat (code de données en ligne: [naida_10_gdp](#))

L'évolution réelle du PIB indique le taux d'évolution de la production économique après suppression des effets des variations de prix (inflation ou déflation). Entre 2015 et 2019, l'UE a enregistré des taux de croissance annuels de l'ordre de 1,9 % à 2,8 %. En 2020, l'économie a été sévèrement

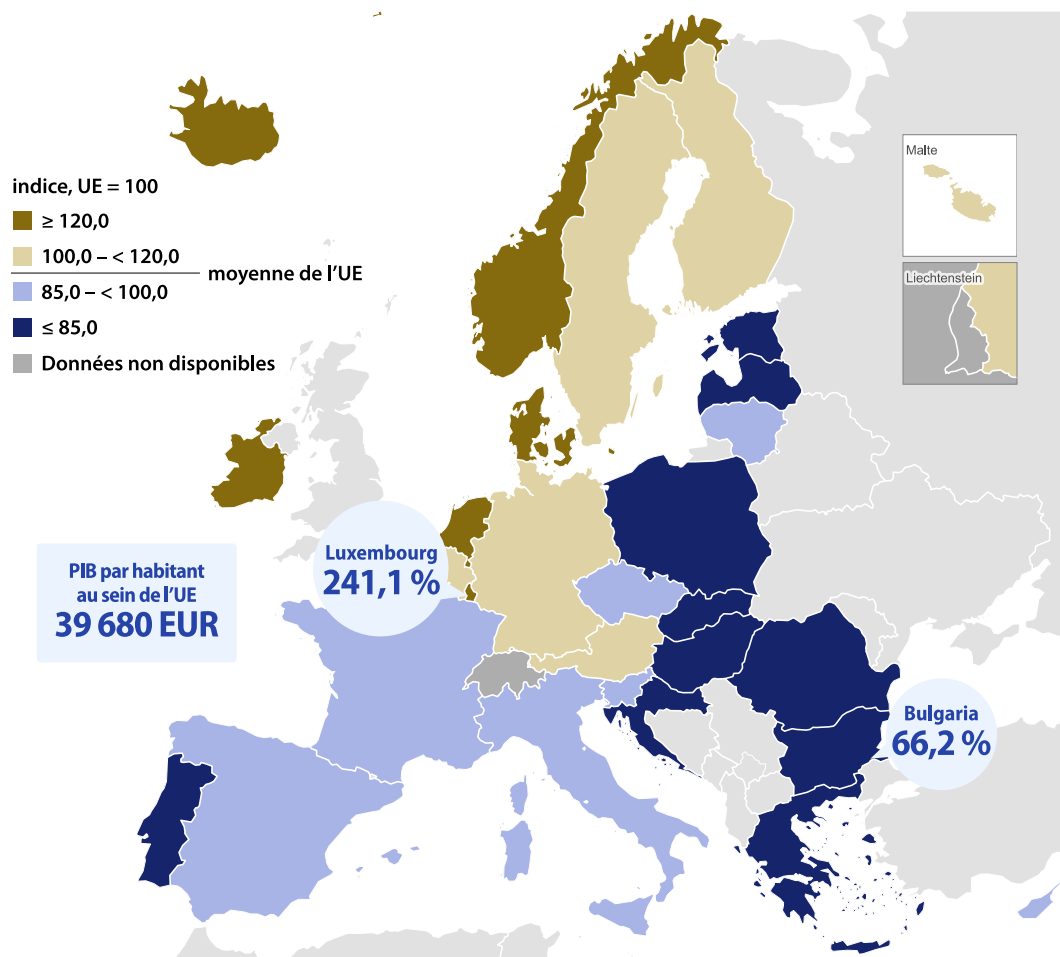
touchée par la pandémie de COVID-19 et les restrictions connexes. Le PIB a diminué de 5,6 %. Puis le PIB a rebondi, augmentant de 6,3 % en 2021 et de 3,5 % en 2022. En 2023 et 2024, la croissance a été plus modeste, atteignant respectivement 0,4 % et 1,0 %.



Produit Intérieur Brut

PIB par habitant

(UE = 100, sur la base des SPA, 2024)



Remarque: IS et NO, 2023.

Source: Eurostat (code de données en ligne: [nama_10_pc](#))

Le PIB par habitant peut être utilisé pour comparer la production économique d'économies de tailles différentes. Au sein de l'UE, ce taux a augmenté, passant de 38 150 EUR en 2023 à 39 680 EUR en 2024.

Étant donné que le coût de la vie varie d'un endroit à l'autre, cette valeur a été adaptée pour refléter les écarts de prix entre les pays en utilisant une devise artificielle appelée «[standard de pouvoir d'achat \(SPA\)](#)». Sur la base de cette mesure, le niveau de vie relatif de chaque pays de l'UE peut être exprimé par rapport à la moyenne de l'UE, établie à 100.

En 2024, la valeur la plus élevée a été observée au Luxembourg, où le PIB par habitant en SPA s'élevait à 241,1 % de la moyenne de l'UE, soit 2,4 fois plus élevé. En revanche, le PIB par habitant en Bulgarie s'élevait à près de deux tiers (66,2 %) de la moyenne de l'UE.

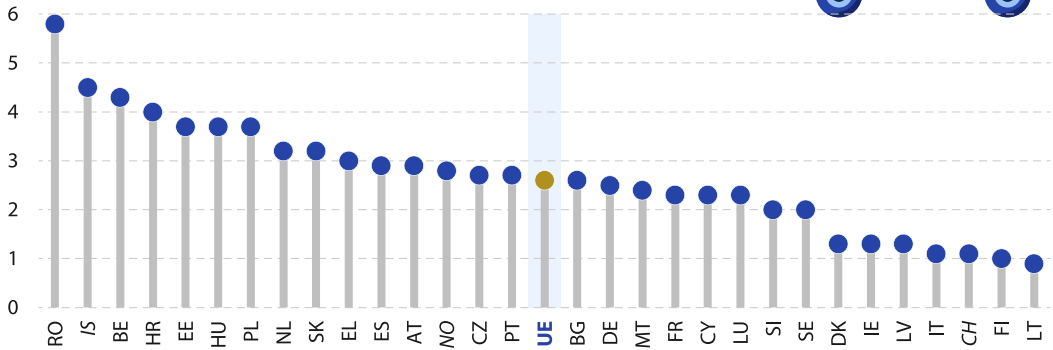
Les écarts entre le PIB et le revenu/la consommation peuvent résulter de différents facteurs. Par exemple, les entreprises à capitaux étrangers contribuent au PIB du pays où elles opèrent, mais peuvent transférer des revenus à leurs propriétaires étrangers.

Prix



Taux d'inflation

(évolution annuelle en pourcentage, 2024)



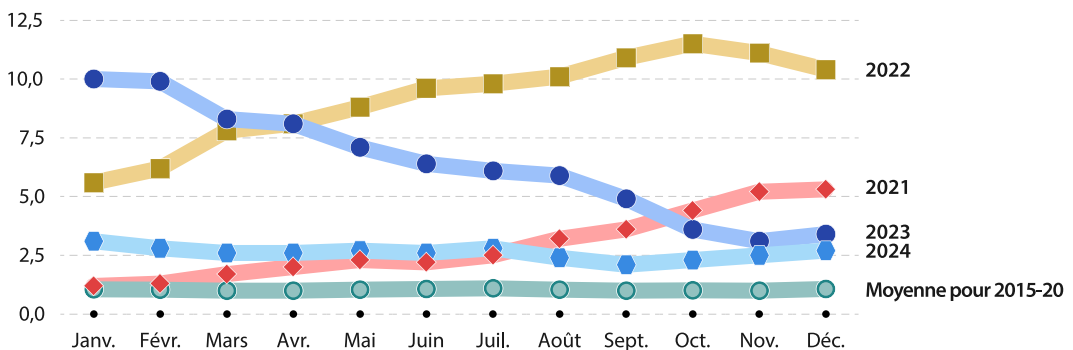
Source: Eurostat (code de données en ligne: [prc_hicp_aind](#))

Le taux d'inflation montre l'évolution du prix d'un panier de biens de consommation et de services. L'inflation dans l'UE a augmenté de 2,9 % en 2021, suivie d'une hausse rapide des prix (+ 9,2 %) en 2022; cela reflétait, au moins en partie, l'incidence de l'agression militaire russe contre l'Ukraine. En

2023 et 2024, les prix ont continué d'augmenter, mais à un rythme plus lent, respectivement de 6,4 % et de 2,6 %. En 2024, les prix ont augmenté de 4,0 % ou plus dans trois pays de l'UE: Roumanie (5,8 %), Belgique (4,3 %) et Croatie (4,0 %).

Taux d'inflation

(taux annuel d'évolution en pourcentage, UE, moyenne pour 2015-20, 2021, 2022, 2023 et 2024)



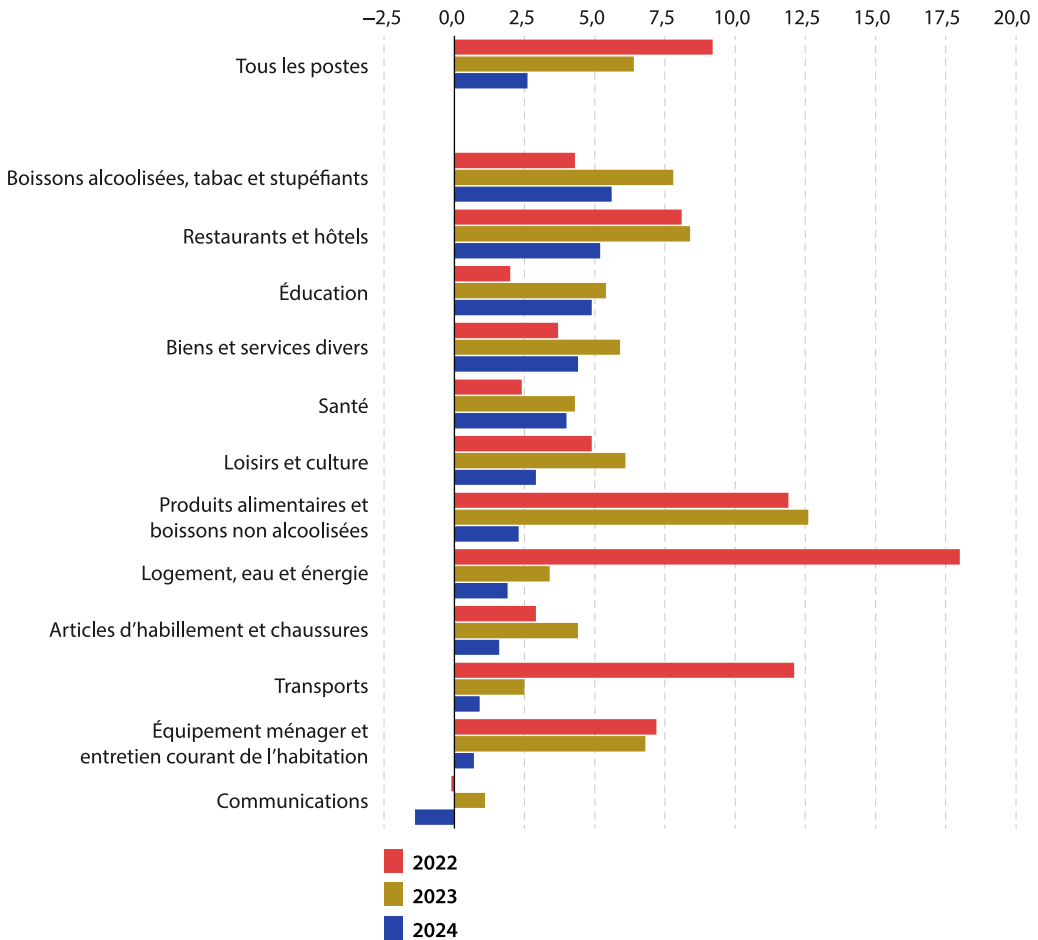
Source: Eurostat (code de données en ligne: [prc_hicp_manr](#))

L'inflation dans l'UE a été relativement modérée au cours de la période 2015-2020. Le taux d'inflation s'est ensuite accéléré pour atteindre 5,3 % en décembre 2021. Cette tendance s'est poursuivie en 2022: les prix ont augmenté jusqu'à atteindre un pic en octobre, où le taux d'inflation a atteint

11,5 %. Une désinflation (hausse de prix, mais à un rythme plus lent) a été observée pour la plupart des mois entre novembre 2022 et septembre 2024 qui affichait un taux de 2,1 %. Le taux d'inflation a augmenté au cours des trois derniers mois de 2024, pour atteindre 2,7 % en décembre 2024.

Prix à la consommation

(taux annuel d'évolution en pourcentage, UE, 2022-24)



Source: Eurostat (code de données en ligne: [prc_hicp_aind](#))

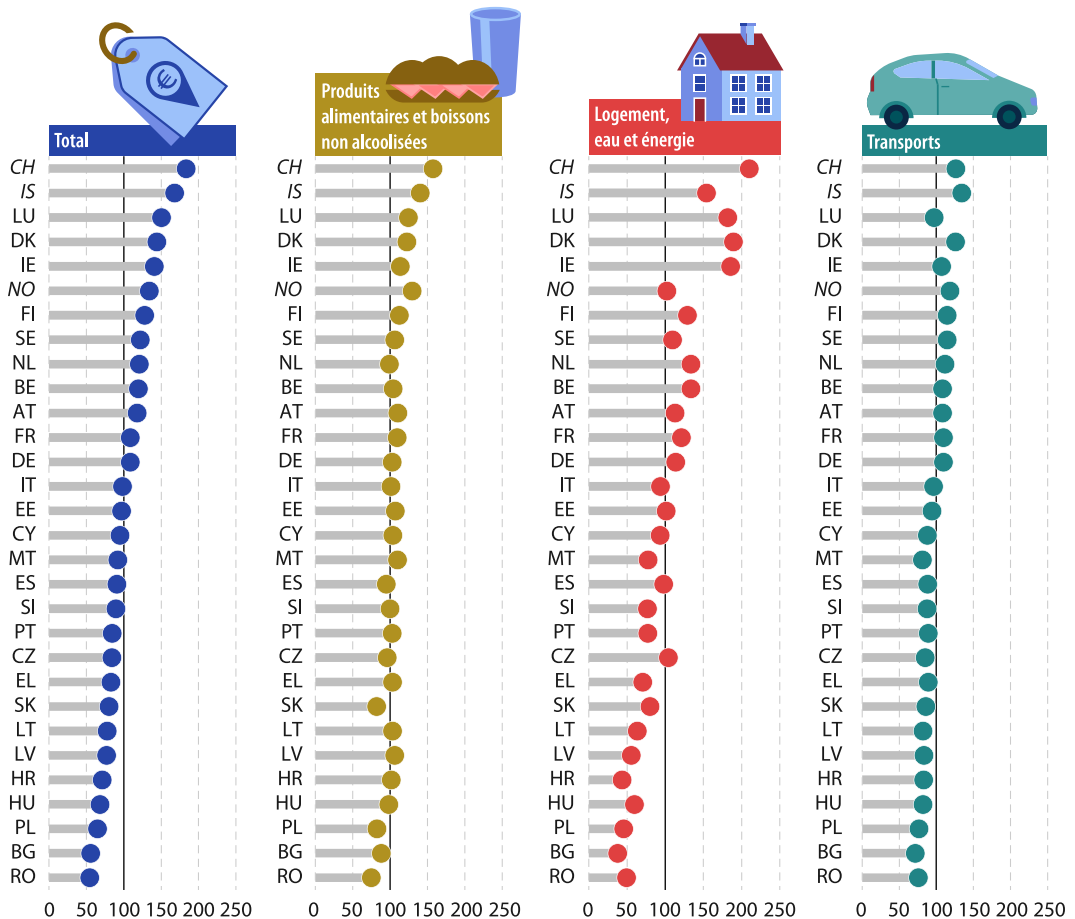
En 2024, le taux d'inflation total de l'UE (couvrant tous les postes) s'élevait à 2,6 %. Si l'on considère douze grandes catégories, le taux d'inflation le plus élevé a été enregistré pour les boissons alcoolisées, le tabac et les stupéfiants, dont le prix a augmenté de 5,6 %. Le taux d'évolution le plus bas a été enregistré pour les communications, dont les prix ont chuté de 1,4 %.

La forte hausse des prix enregistrée en 2022 et le ralentissement de l'inflation qui a suivi en 2023 et 2024 n'ont pas été uniformes. En 2022, les hausses de prix les plus élevées dans l'UE ont été observées pour le logement, l'eau et l'énergie,

ainsi que pour les transports; ces secteurs ont connu alors une inflation inférieure à la moyenne en 2023 et 2024. Les prix des produits alimentaires et des boissons non alcoolisées ont connu un taux d'inflation supérieur à la moyenne en 2022 et 2023, puis un taux inférieur à la moyenne en 2024. La catégorie des boissons alcoolisées, du tabac et des stupéfiants et celle de la restauration et de l'hôtellerie ont toutes les deux affiché des taux d'inflation inférieurs à la moyenne en 2022 et supérieurs à la moyenne en 2023 et 2024. Les communications ont enregistré le taux d'inflation le plus bas depuis trois ans, avec des taux d'évolution négatifs pour deux de ces années.

Niveaux de prix relatifs

(UE = 100, 2023)



Source: Eurostat (code de données en ligne: [prc_ppp_ind](#))

Les [indices de niveau de prix](#) mesurent les différences de prix entre les pays; ils sont exprimés en pourcentage des prix de la moyenne de l'UE, qui est établie à 100. Parmi les pays de l'UE, l'indice global de niveau de prix en 2023 était le plus élevé au Luxembourg, au Danemark et en Irlande, avec des valeurs supérieures de plus de 40 % à la moyenne de l'UE. En Roumanie et en Bulgarie, les niveaux de prix étaient à peine supérieurs à la moitié de la moyenne de l'UE.

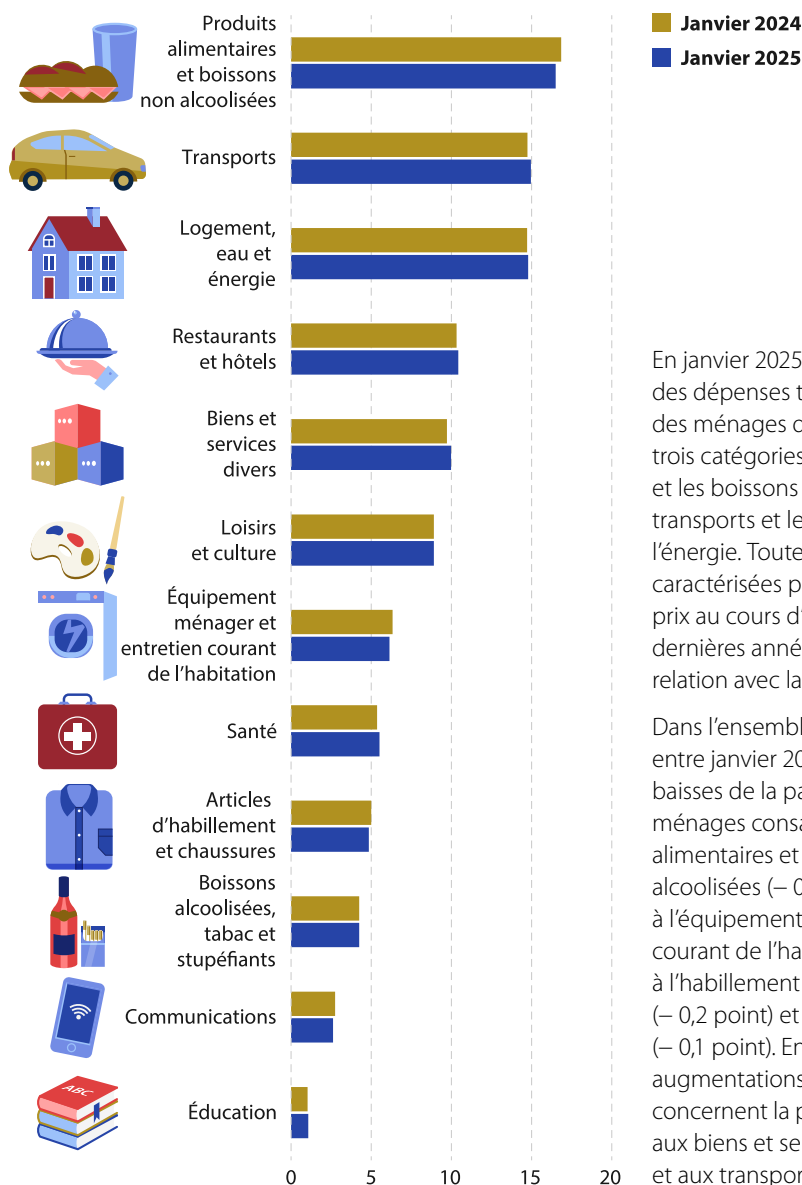
Le degré de variation des niveaux de prix était relativement faible pour les produits alimentaires

et les boissons non alcoolisées, avec les prix les plus élevés au Luxembourg et au Danemark (respectivement 25 % et 23 % supérieurs à la moyenne de l'UE) et les plus bas en Roumanie (25 % inférieurs). La situation était semblable pour les transports, avec les prix les plus élevés au Danemark (26 % supérieurs à la moyenne de l'UE) et les plus bas en Bulgarie (29 % inférieurs). En revanche, les prix variaient davantage pour le logement, l'eau et l'énergie, de plus de 80 % au-dessus de la moyenne de l'UE au Danemark, en Irlande et au Luxembourg à 62 % en dessous de la moyenne en Bulgarie.

Dépense de consommation des ménages

Structure du budget des ménages

(part en pourcentage du total des dépenses de consommation des ménages, UE, janvier 2024 et 2025)



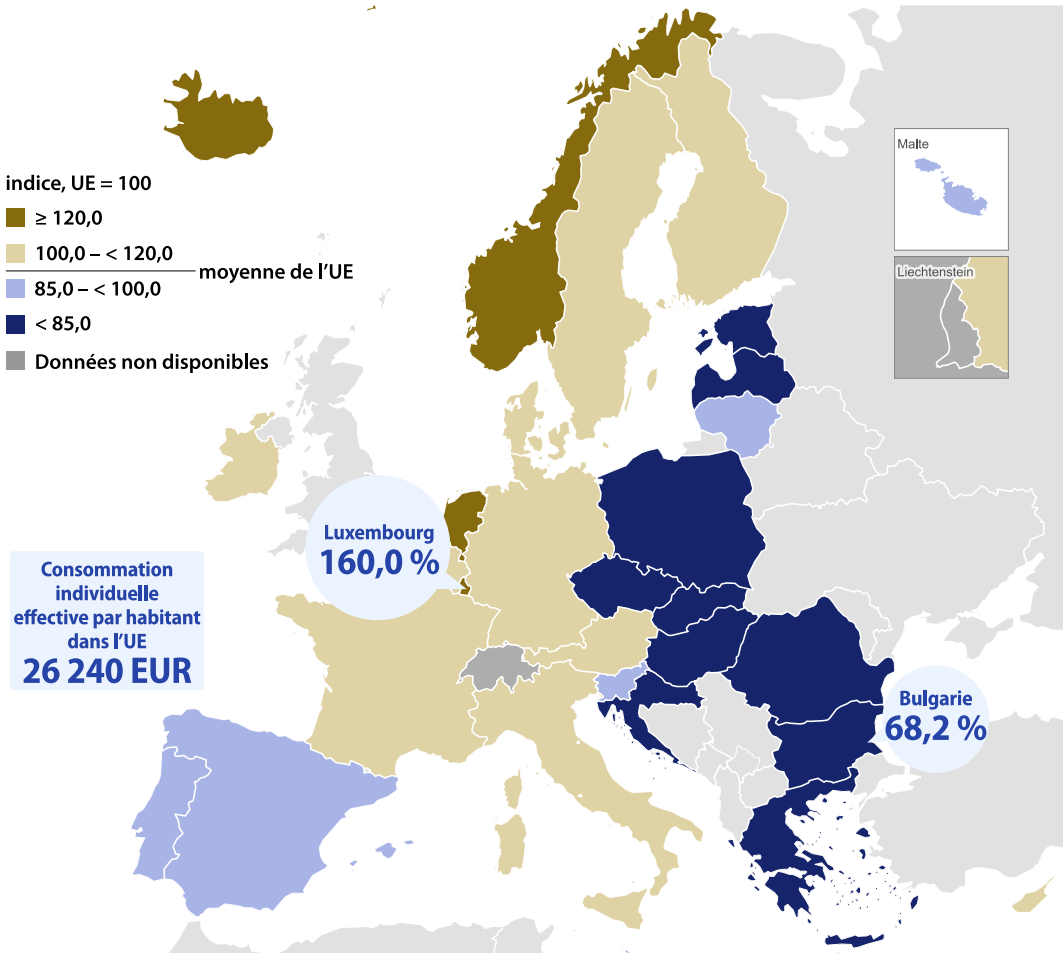
En janvier 2025, près de la moitié (46,2 %) des dépenses totales de consommation des ménages dans l'UE concernaient trois catégories: les produits alimentaires et les boissons non alcoolisées, les transports et le logement, l'eau et l'énergie. Toutes ces catégories ont été caractérisées par de fortes hausses des prix au cours d'au moins une de ces dernières années, soulignant leur rôle en relation avec la crise du coût de la vie.

Dans l'ensemble de l'UE, on a constaté, entre janvier 2024 et janvier 2025, des baisses de la part des dépenses des ménages consacrée aux produits alimentaires et aux boissons non alcoolisées (– 0,4 point de pourcentage), à l'équipement ménager et à l'entretien courant de l'habitation (– 0,2 point), à l'habillement et aux chaussures (– 0,2 point) et aux communications (– 0,1 point). En revanche, les augmentations les plus importantes concernent la part des dépenses relatives aux biens et services divers (+ 0,3 point) et aux transports (+ 0,2 point).

Source: Eurostat (code de données en ligne: [prc_hicp_inw](#))

Consommation individuelle effective par habitant

(UE = 100, sur la base des SPA, 2024)



Remarque: IS et NO, 2023.

Source: Eurostat (code de données en ligne: [nama_10_pc](#))

La [consommation individuelle effective](#), qui est fondée sur la consommation des ménages, peut être plus utile que le PIB pour comparer le bien-être relatif des consommateurs dans différents pays.

Au sein de l'UE, la consommation individuelle effective par habitant a augmenté, passant de 25 150 EUR en 2023 à 26 240 EUR en 2024.

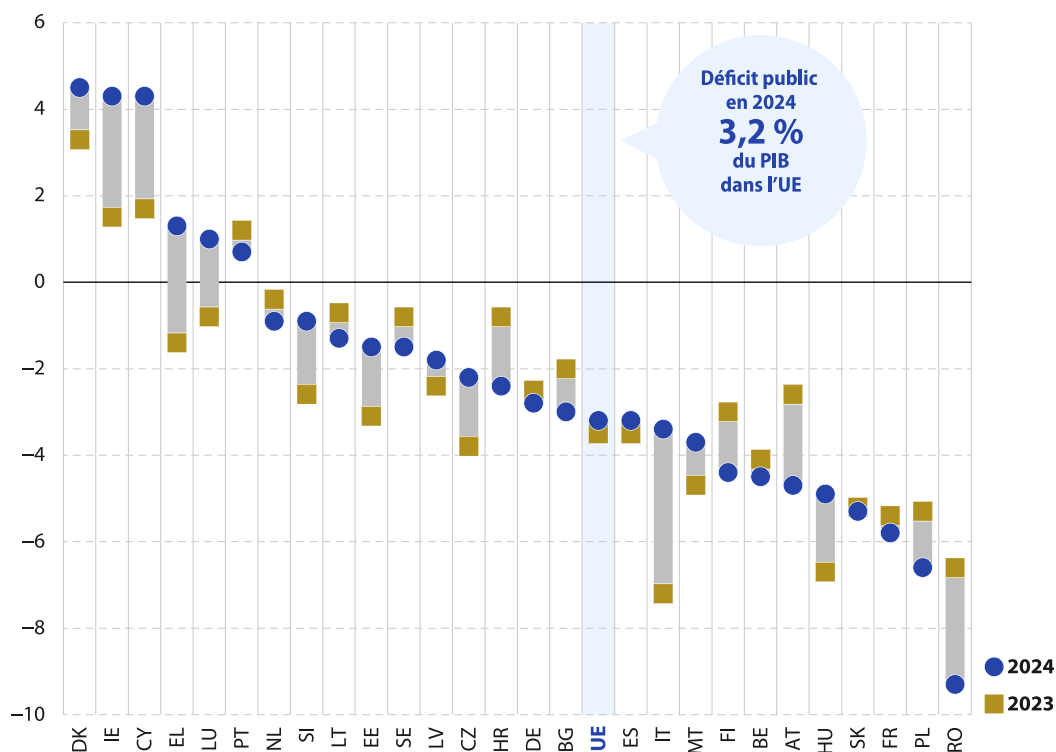
Les informations figurant sur la carte sont fondées sur des données en [standards de pouvoir d'achat](#)

([SPA](#)) et exprimées sous la forme d'un indice par rapport à la moyenne de l'UE (établie à 100). En 2024, la valeur la plus élevée parmi les pays de l'UE était de 160,0 % au Luxembourg, ce qui indique que la consommation individuelle effective en SPA était supérieure de 60,0 % à la moyenne de l'UE. En revanche, la consommation individuelle effective par habitant était inférieure de près d'un tiers à la moyenne de l'UE en Bulgarie (68,2 %) et en Hongrie (69,3 %).

Finances publiques

Déficit/excédent public

(en pourcentage du PIB, 2023 et 2024)



Source: Eurostat (code de données en ligne: [gov_10dd_edpt1](https://ec.europa.eu/eurostat/tgm/table.do?code=gov_10dd_edpt1))

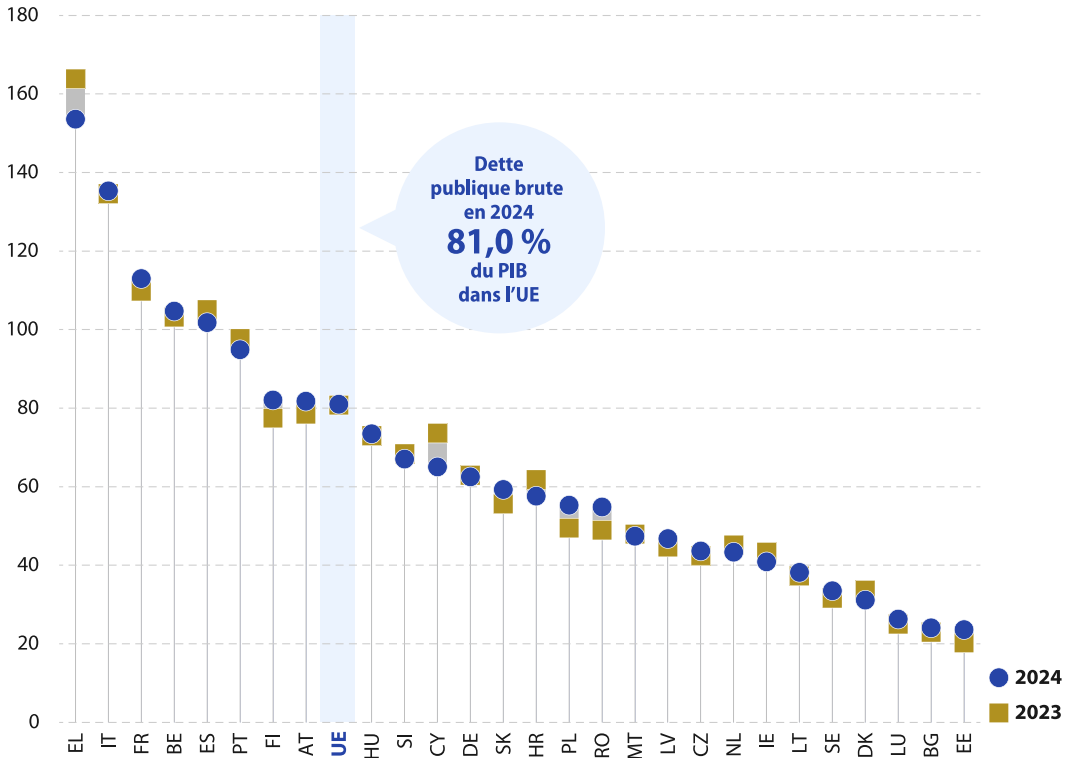
En 2024, le déficit public s'est réduit dans l'ensemble de l'UE, après s'être creusé en 2023. En 2024, le déficit représentait 3,2 % du PIB, contre 3,5 % en 2023.

Un excédent budgétaire a été enregistré en 2024 dans six des pays de l'UE. Les excédents les plus importants ont été enregistrés au Danemark (4,5 %), en Irlande et à Chypre (4,3 % du PIB dans

les deux pays), tandis que des excédents plus faibles ont été observés en Grèce, au Luxembourg et au Portugal. Les déficits les plus importants ont été enregistrés en Roumanie (9,3 % du PIB), en Pologne (6,6 %) et en France (5,8 %), tandis que la Slovaquie, la Hongrie, l'Autriche, la Belgique, la Finlande, Malte, l'Italie et l'Espagne ont également enregistré des déficits supérieurs à 3,0 % de leur PIB.

Dettes publiques brutes

(en pourcentage du PIB, 2023 et 2024)



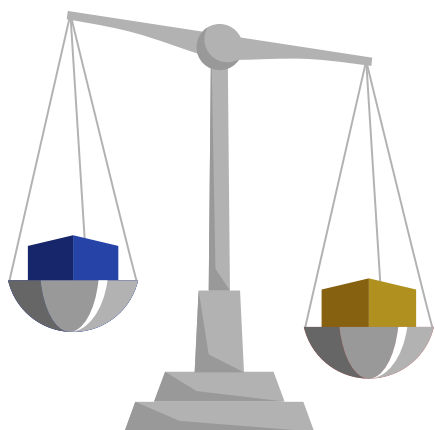
Source: Eurostat (code de données en ligne: [gov_10dd_edpt1](#))

La dette brute consolidée dans l'UE représentait 81,0 % du PIB en 2024, soit une hausse de 0,2 point de pourcentage par rapport à 2023 et une chute de 8,5 % par rapport au pic de 89,5 % en 2020 (qui reflétait l'effet de la crise de la COVID-19 cette année-là). En 2024, la dette consolidée la plus élevée a été enregistrée en Grèce, avec 153,6 % du PIB. L'Italie, la France, la Belgique, l'Espagne, le Portugal, la Finlande et l'Autriche étaient les seuls autres pays de l'UE à enregistrer un ratio supérieur à la moyenne de l'UE, tandis que quatre autres pays de l'UE ont enregistré un ratio supérieur à 60,0 %. À l'autre extrémité, le ratio le plus bas a été observé en Estonie (23,6 %).

Dans la majorité des pays de l'UE, la dette par rapport au PIB a augmenté en 2023 et 2024. Les augmentations les plus importantes ont été enregistrées en Roumanie (+ 5,9 points) et en Pologne (+ 5,8 points). Onze pays ont connu une baisse de leur dette par rapport au PIB en 2024, la plus forte baisse ayant été enregistrée en Grèce (- 10,3 points).



Commerce international

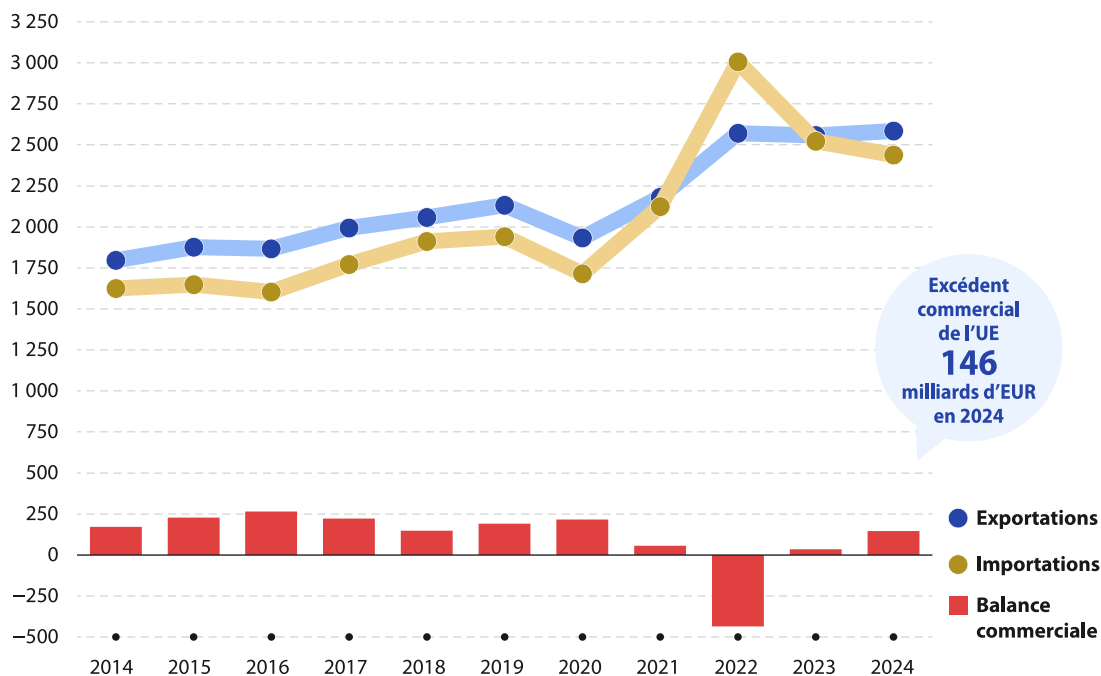


Commerce international de biens avec les pays tiers

(en milliards d'euros, UE, 2014-24)

Après avoir enregistré un excédent commercial pour les échanges de biens pendant 10 années consécutives jusqu'en 2021, l'UE a enregistré un déficit en 2022. Des excédents ont de nouveau été enregistrés en 2023 et 2024. La valeur des biens exportés de l'UE vers les pays tiers a été estimée à 2 584 milliards d'EUR en 2024, soit 146 milliards d'EUR de plus que la valeur des biens importés dans l'UE.

En 2024, les exportations de l'UE étaient supérieures de 1,1 % à celles de l'année précédente, tandis que les importations ont diminué de 3,4 %.

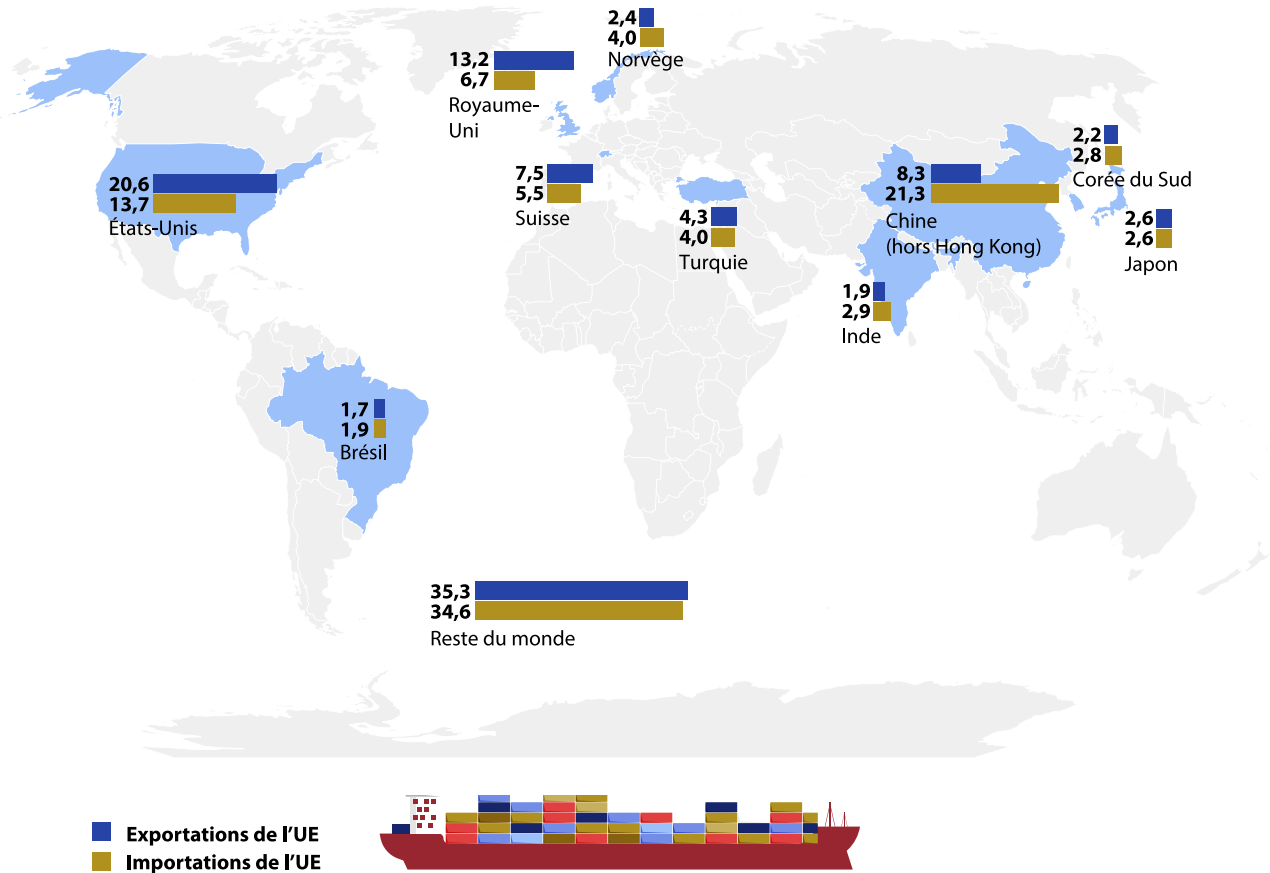


Remarque: les données sont indiquées en prix courants.

Source: Eurostat (code de données en ligne: [ext_lt_intratrd](#))

Top 10 des partenaires de l'UE pour le commerce international de biens

(part en pourcentage du total des partenaires, UE, 2024)



Remarque: les chiffres indiquent la part des exportations de l'UE vers les pays tiers et la part des importations de l'UE en provenance des pays tiers. Sélection en fonction de la part moyenne des exportations et des importations.

Source: Eurostat (code de données en ligne: [ext_lt_maineu](#))

En 2024, les États-Unis étaient le premier marché d'exportation de l'UE, représentant 20,6 % de la valeur totale des biens exportés de l'Union. Le deuxième plus grand marché d'exportation des biens de l'UE était le Royaume-Uni (13,2 %), suivi de la Chine (hors Hong Kong; 8,3 %).

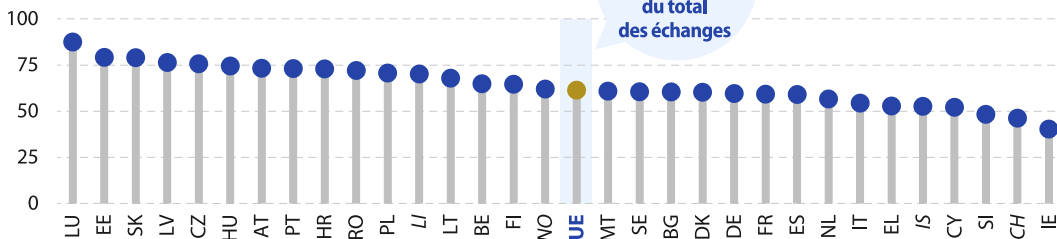
La situation était différente du côté des importations, dans la mesure où plus d'un cinquième (21,3 %) de tous les biens importés au sein de l'UE en 2024 venaient de Chine (hors

Hong Kong). Les États-Unis étaient le deuxième plus grand pays d'origine des importations dans l'UE (13,7 %).

Entre 2023 et 2024, le Brésil a remplacé la Russie parmi les 10 principaux partenaires de l'UE pour le commerce de biens. La baisse de l'importance relative de la Russie en tant que partenaire commercial de l'UE reflétait l'incidence des sanctions/restrictions ainsi que la baisse des prix des produits énergétiques.

Commerce international de biens avec les pays de l'UE

(part en pourcentage du commerce avec tous les partenaires (intra- et extra-UE), 2024)



Remarque: calcul basé sur la valeur moyenne des exportations et des importations.

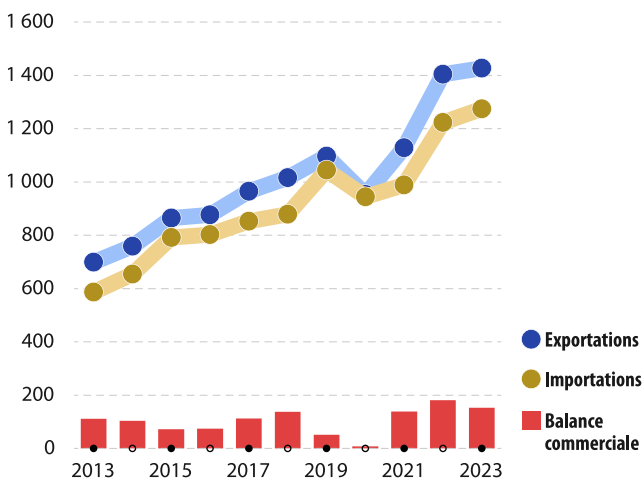
Source: Eurostat (codes de données en ligne: [ext_lt_intratrd](#) et [ext_lt_intercc](#))

En 2024, 61,3 % du commerce de biens des pays de l'UE concernaient des échanges entre ces pays. La part relative des échanges intra-UE était la plus élevée au Luxembourg (87,3 %) et dépassait également 75,0 % du total des

échanges en Estonie, en Slovaquie, en Lettonie et en Tchéquie. En revanche, l'Irlande (40,3 % pour les échanges intra-UE) et la Slovaquie (48,3 %) ont enregistré davantage d'échanges de biens extra-UE que d'échanges intra-UE.

Commerce international de services avec les pays tiers

(en milliards d'euros, UE, 2013-23)



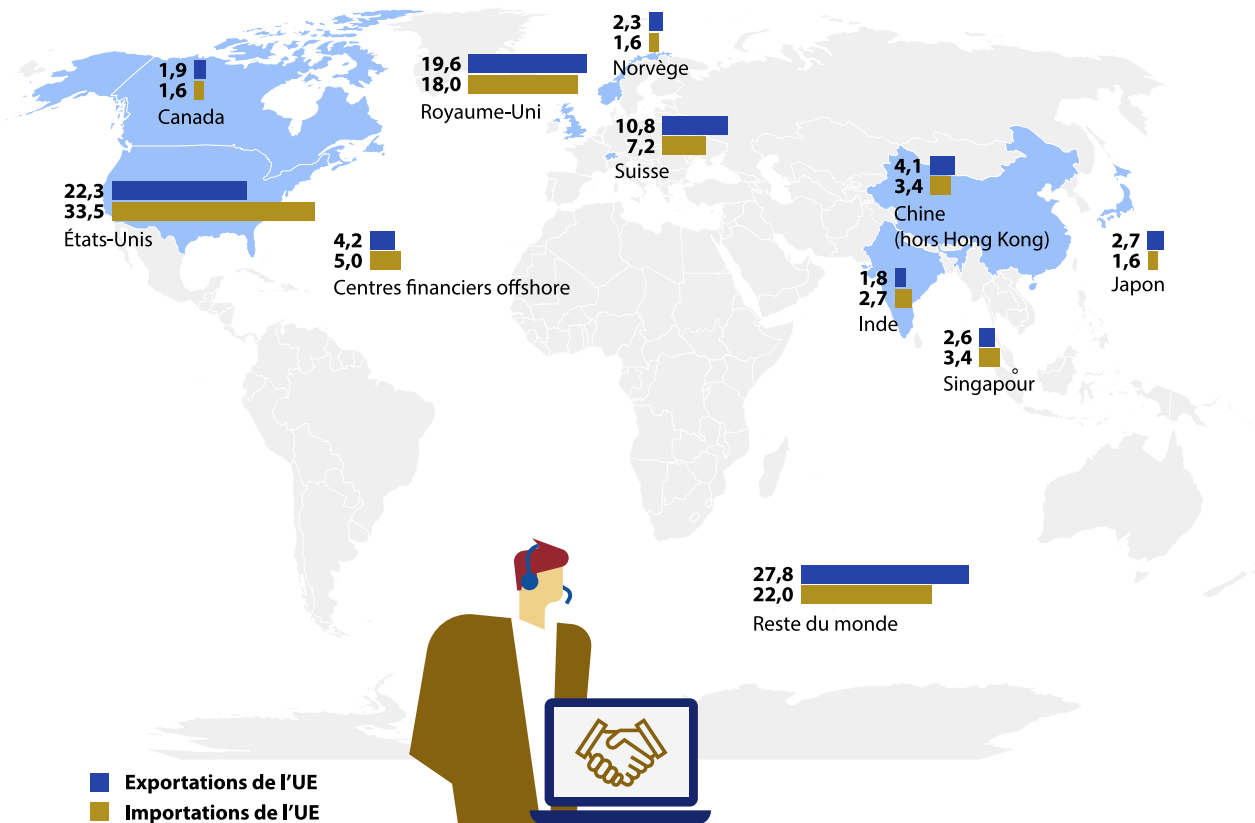
En 2023, les exportations de services de l'UE vers les pays tiers étaient estimées à 1 427 milliards d'EUR et les importations vers l'UE à 1 274 milliards d'EUR. L'UE a enregistré un excédent commercial pour les services tout au long de la période 2013-2023; l'excédent de 153 milliards d'EUR en 2023 a été le deuxième plus élevé au cours de cette période.

Remarque: les données sont indiquées en prix courants.

Source: Eurostat (code de données en ligne: [bop_its6_det](#))

Top 10 des partenaires de l'UE pour le commerce international de services

(part en pourcentage du total des partenaires, UE, 2023)



Remarque: les chiffres indiquent la part des exportations de l'UE vers les pays tiers et la part des importations de l'UE en provenance des pays tiers. Sélection en fonction de la part moyenne des exportations et des importations. Les données relatives aux centres financiers offshore excluent Singapour (pour lequel les informations sont indiquées séparément).

Source: Eurostat (code de données en ligne: [bop_its6_tot](#))

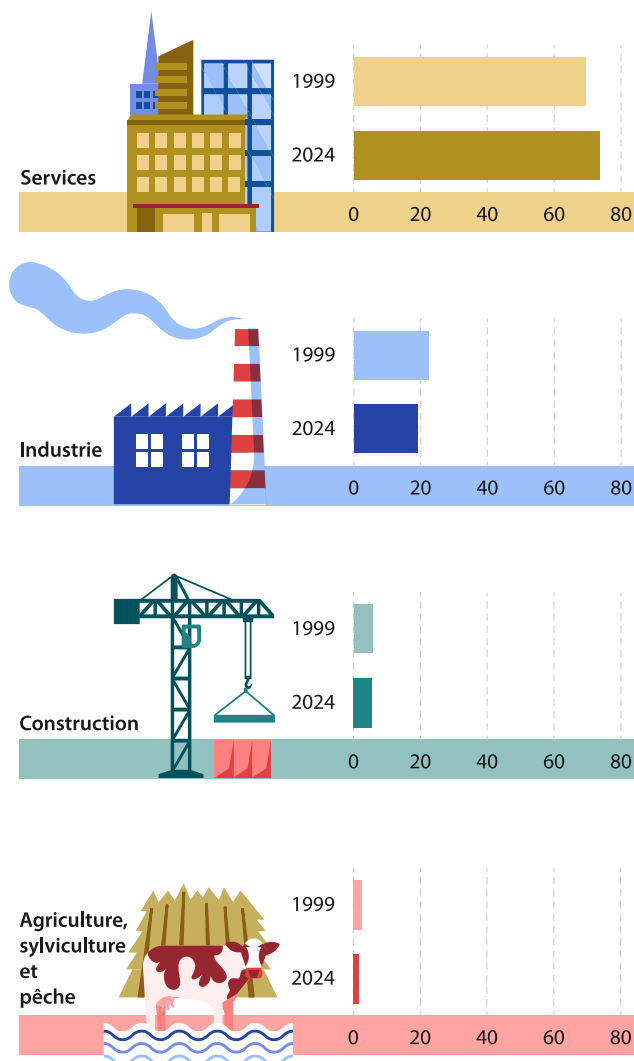
En 2023, les principaux partenaires commerciaux de l'UE dans le domaine des services étaient les États-Unis et le Royaume-Uni. Environ un cinquième des services exportés depuis l'UE étaient destinés aux États-Unis (22,3 %) et au Royaume-Uni (19,6 %). La Suisse était le troisième

partenaire commercial le plus important de l'UE pour les exportations de services (10,8 %). En revanche, près d'un tiers (33,5 %) des services que l'UE a importés à partir de pays tiers provenait des États-Unis, suivis d'assez loin par le Royaume-Uni (18,0 %).

Entreprises

Évolution de la structure sectorielle de la valeur ajoutée

(part en pourcentage de la valeur ajoutée totale, UE, 1999 et 2024)



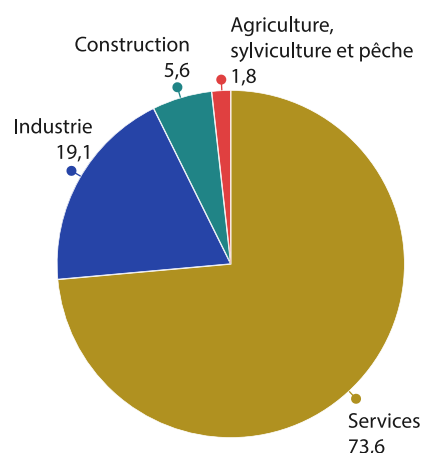
Source: Eurostat (code de données en ligne: [nama_10_a10](#))

Valeur ajoutée par secteur

(part en pourcentage de la valeur ajoutée totale, UE, 2024)

En un quart de siècle, entre 1999 et 2024, la part de la valeur ajoutée totale de l'UE ayant été générée dans le secteur des services est passée de 69,4 % à 73,6 %, principalement du fait d'augmentations de la production des activités professionnelles, scientifiques, techniques, administratives, et de services de soutien. Les autres pans de l'économie de l'UE se sont contractés en termes relatifs: la part de l'industrie a baissé, passant de 22,4 % à 19,1 %, la part de la valeur ajoutée dans la construction a légèrement diminué, passant de 5,7 % à 5,6 %, et la part de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche a baissé, passant de 2,5 % à 1,8 %.

Si l'on examine l'évolution entre 2023 et 2024, la valeur ajoutée a augmenté (en prix courants) pour tous les pans de l'économie de l'UE, sauf pour l'industrie. La hausse la plus rapide a été enregistrée dans le secteur des services (+ 5,5 %), suivi par la construction (3,1 %) et l'agriculture, la sylviculture et la pêche (1,3 %). La valeur ajoutée dans l'industrie a chuté de 2,1 % en 2024.

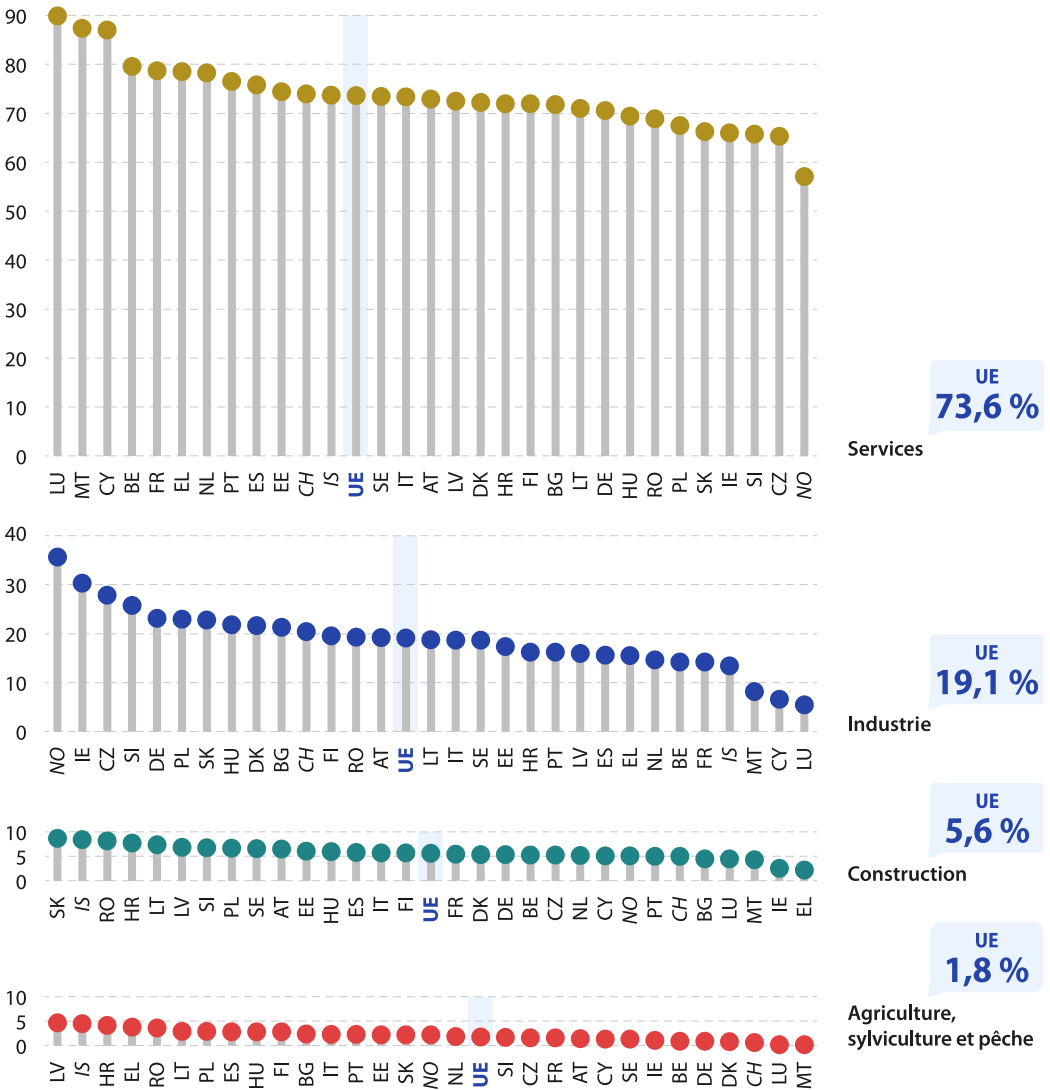


Remarque: le total des parts n'est pas égal à 100,0 % en raison des valeurs arrondies.

Source: Eurostat (code de données en ligne: [nama_10_a10](#))

Valeur ajoutée brute par secteur

(part en pourcentage de la valeur ajoutée totale, 2024)



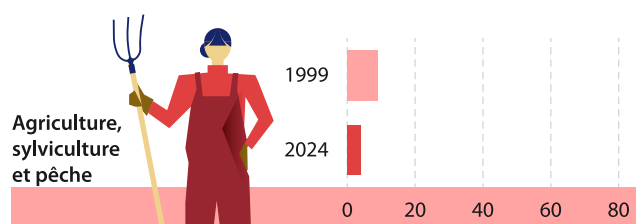
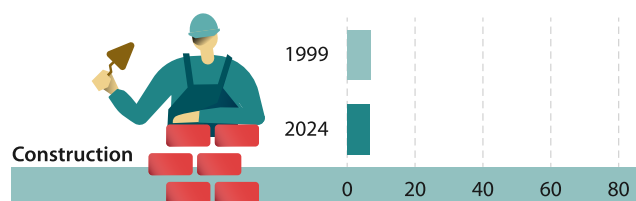
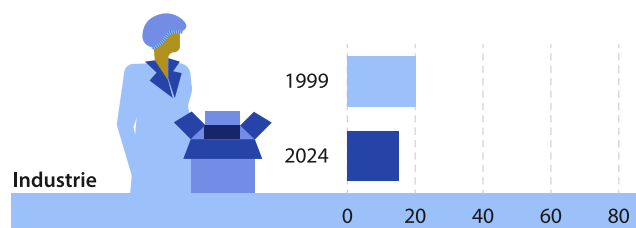
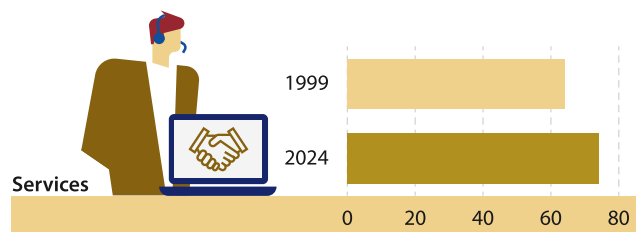
Source: Eurostat (code de données en ligne: [nama_10_a10](#))

En 2024, la part des services dans la valeur ajoutée totale des pays de l'UE était supérieure à 80,0 % dans les économies touristiques que sont Chypre (87,0 %) et Malte (87,4 %); la plus élevée a été observée au Luxembourg qui se caractérise par un important secteur des services financiers (89,9 %). L'économie industrielle a contribué à hauteur de 30,3 % à la valeur ajoutée totale en Irlande, alors que sa deuxième contribution la plus élevée a été enregistrée en Tchéquie (27,8 %). Les contributions relatives les plus importantes du secteur de la construction ont été observées en Slovaquie (8,7 %) et en Roumanie (8,2 %), tandis que la contribution la plus importante de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche a été enregistrée en Lettonie (4,7 %).



Évolution de la structure sectorielle de l'emploi

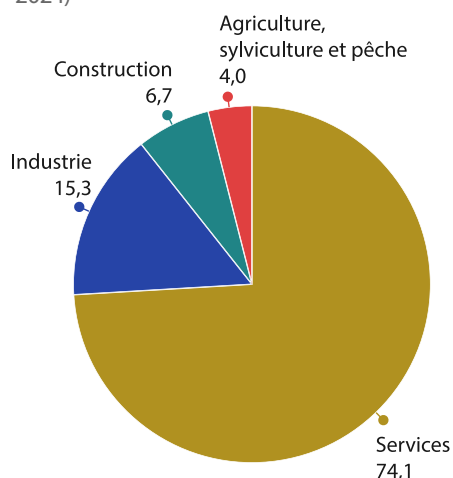
(part en pourcentage de l'emploi total, UE, 1999 et 2024)



Source: Eurostat (code de données en ligne: [nama_10_a10_e](#))

Emploi par secteur

(part en pourcentage de l'emploi total, UE, 2024)



Remarque: le total des parts n'est pas égal à 100,0 % en raison des valeurs arrondies.

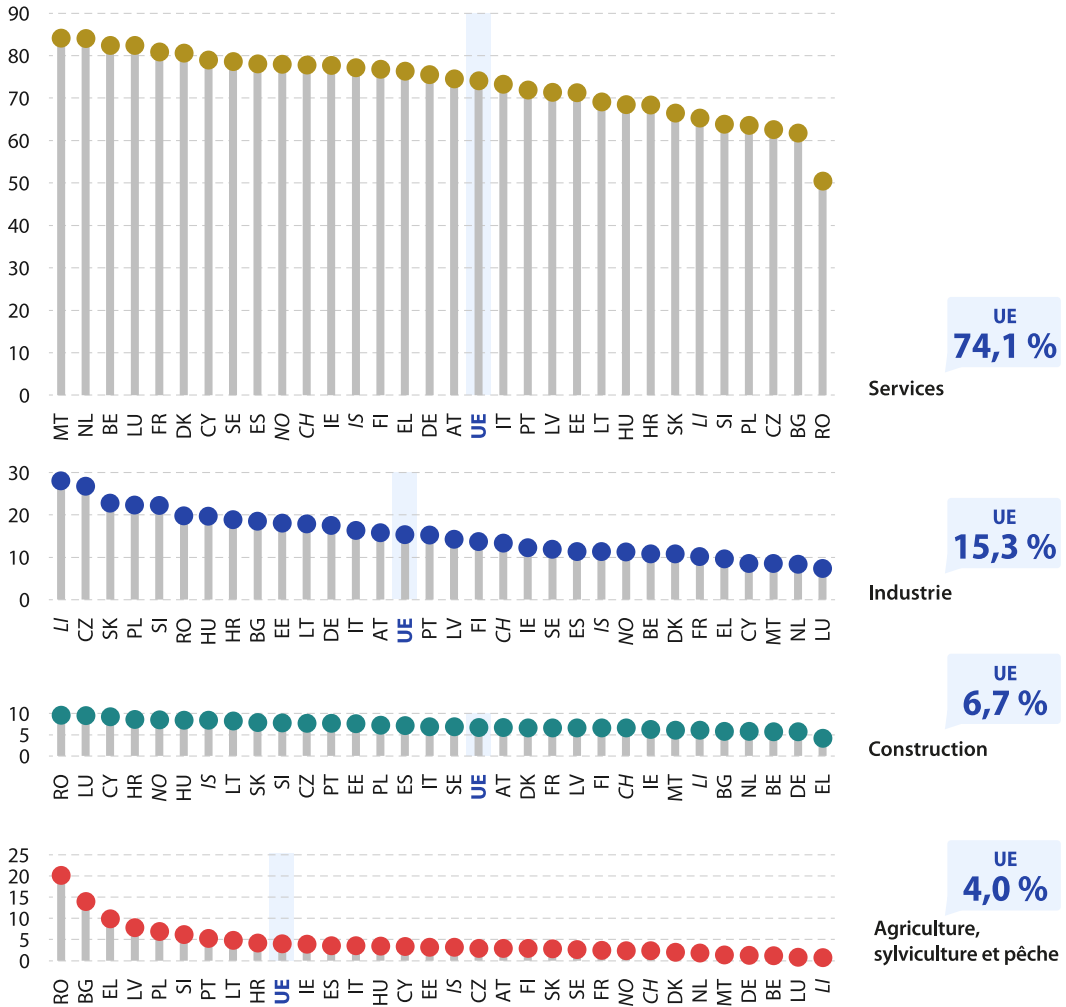
Source: Eurostat (code de données en ligne: [nama_10_a10_e](#))

La contribution des services à l'économie de l'UE a été légèrement plus importante sur le plan de l'emploi que sur celui de la valeur ajoutée. En 2024, les services ont apporté du travail à 74,1 % des personnes occupées au sein de l'UE, contre 64,0 % en 1999. La part de chacun des autres secteurs a diminué entre 1999 et 2024. La part des personnes employées dans l'économie industrielle est passée de 20,3 % à 15,3 % et celle des personnes occupées dans le secteur de la construction a légèrement diminué, passant de 6,9 % à 6,7 %; dans l'agriculture, la sylviculture et la pêche, cette part a diminué de plus de moitié, passant de 8,8 % à 4,0 %.

L'emploi au sein de l'UE a augmenté de 0,8 % en 2024 et le nombre de personnes occupées a augmenté dans trois des quatre grands groupes d'activités. Les services (+ 1,1 %), la construction (+ 0,9 %) et l'industrie (+ 0,2 %) ont enregistré une croissance, tandis que la seule baisse concerne l'agriculture, la sylviculture et la pêche (- 3,2 %).

Secteurs d'emploi

(part en pourcentage de l'emploi total, 2024)



Remarque: LI, 2023.

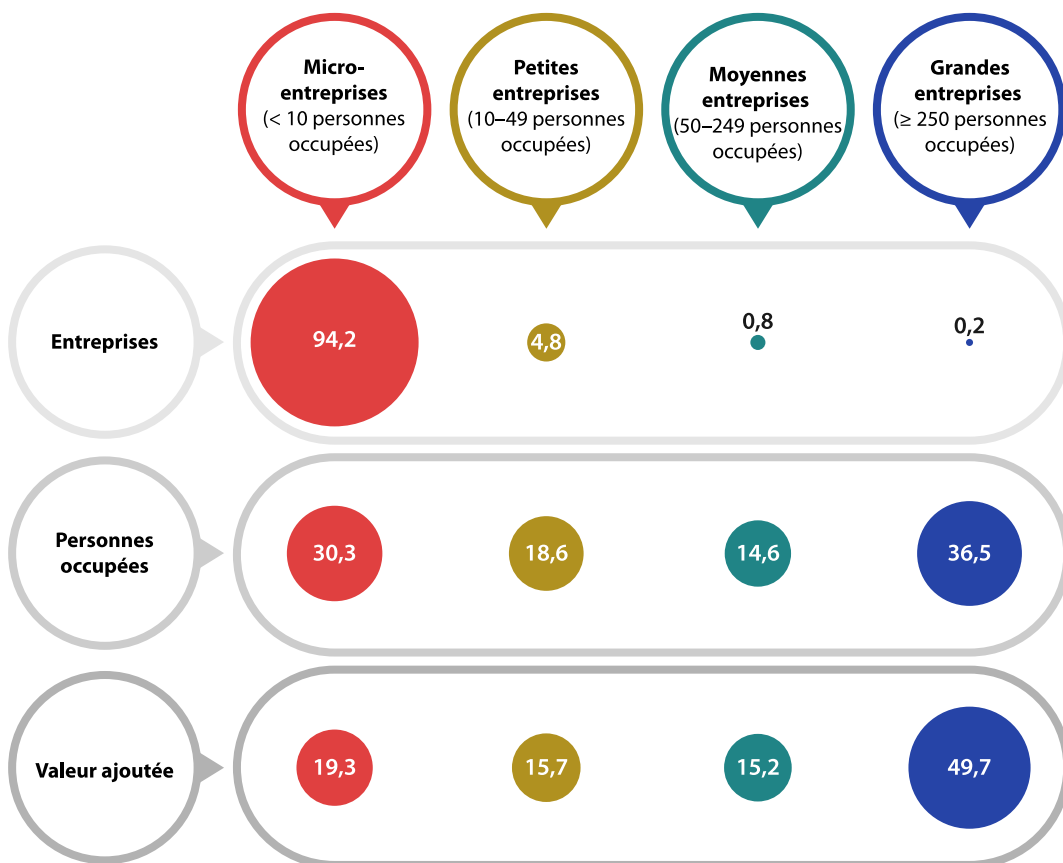
Source: Eurostat (code de données en ligne: [nama_10_a10_e](#))

Parmi les pays de l'UE, la Roumanie enregistrait la plus faible part (50,5 %) de personnes occupées dans le secteur des services en 2024. En revanche, les services apportaient du travail à 84,2 % des personnes occupées à Malte et à 84,1 % des personnes occupées aux Pays-Bas. La Tchéquie était le seul pays de l'UE dans lequel l'industrie représentait plus d'un quart (26,8 %) du total de la population active. Parmi les pays de l'UE, la Roumanie (9,6 %) et le Luxembourg (9,5 %) ont enregistré les pourcentages les plus élevés de personnes employées dans le secteur de la construction et la Roumanie affichait également la part la plus élevée de l'emploi total dans l'agriculture, la sylviculture et la pêche (20,1 %).



Structure de l'économie marchande par classe de taille des entreprises

(part pour chaque classe de taille des entreprises en pourcentage, UE, 2022)



Remarque: l'économie marchande comprend les secteurs de l'industrie, de la construction, du commerce et de la distribution, ainsi que les services marchands. Comprend les estimations réalisées aux fins de la présente publication. Le total des parts n'est pas toujours égal à 100,0 % en raison des valeurs arrondies.

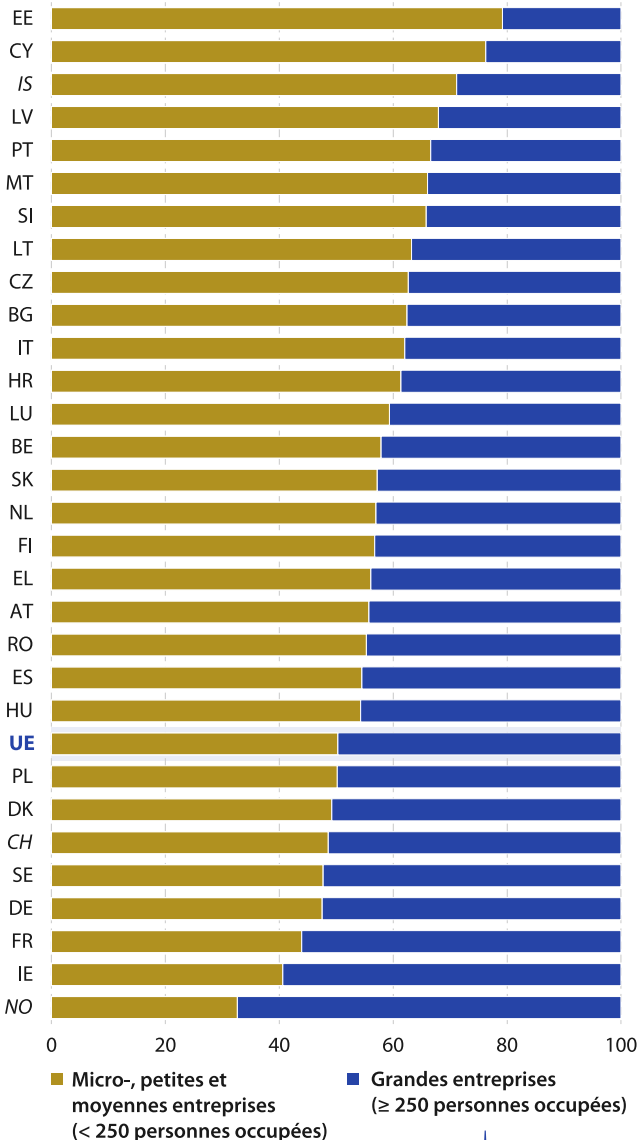
Source: Eurostat (code de données en ligne: [sbs_sc_ovw](#))

En 2022, une écrasante majorité (94,2 %) des [entreprises](#) de l'économie marchande de l'UE occupaient moins de 10 personnes et étaient, par conséquent, classées comme microentreprises. À l'inverse, seulement 0,2 % de toutes les entreprises de l'UE en 2022 occupaient 250 personnes ou plus, et étaient classées comme grandes entreprises.

Le poids économique des grandes entreprises de l'UE était considérablement supérieur sur le plan de l'[emploi](#) et de la [valeur ajoutée](#), du fait qu'elles fournissaient un emploi à plus d'un tiers (36,5 %) des personnes occupées dans l'économie marchande de l'UE et contribuaient à près de la moitié (49,7 %) de sa valeur ajoutée.

Parts de la valeur ajoutée dans l'économie marchande par classe de taille des entreprises

(part pour chaque classe de taille des entreprises en pourcentage, 2022)



Remarque: PT, à l'exclusion des autres activités de services aux personnes.

Source: Eurostat (code de données en ligne: [sbs_sc_ovw](#))

Les petites et moyennes entreprises

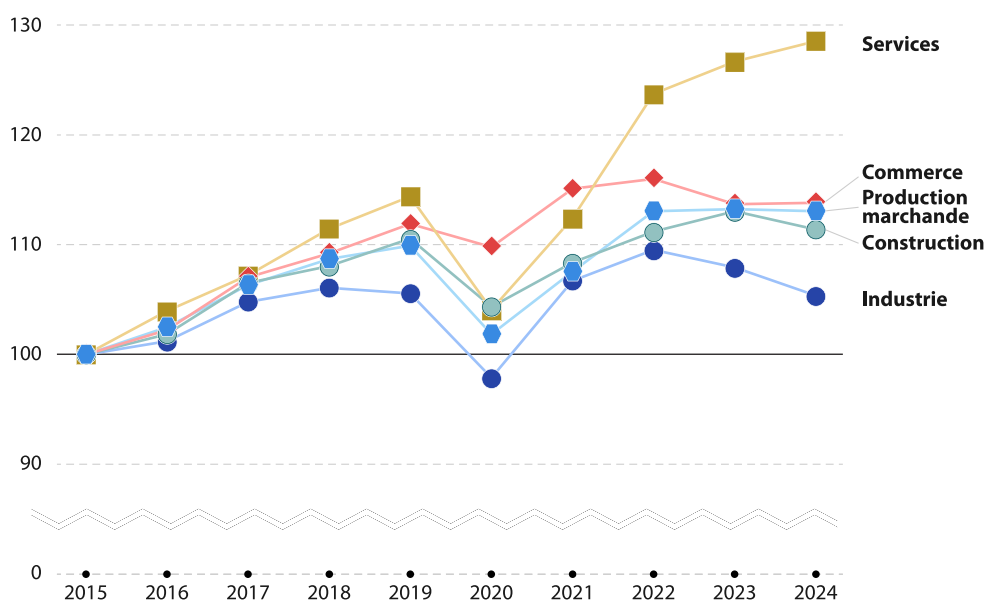
(aussi appelées PME ou «petites entreprises»), soit les entreprises occupant moins de 250 personnes, sont souvent considérées comme l'épine dorsale de l'économie de l'UE, apportant de l'emploi et des possibilités de croissance.

En 2022, il y avait 32,2 millions de PME dans l'économie marchande de l'UE. Elles occupaient 102,5 millions de personnes et ont généré une valeur ajoutée de 5 100 milliards d'EUR. La contribution des PME à l'économie était particulièrement notable en Estonie et à Chypre, où les PME étaient responsables de plus de 75 % de la valeur ajoutée de l'économie marchande.

En revanche, les grandes entreprises (occupant 250 personnes ou plus) représentaient 59,4 % de la valeur ajoutée de l'économie marchande de l'Irlande en 2022 et plus de la moitié de la valeur ajoutée en France, en Allemagne, en Suède et au Danemark.

Évolution du volume de la production marchande

(indice 2015 = 100, UE, 2015–24)



(évolution globale de la production en pourcentage, 2015-24)



13,0 %
Production
marchande



5,3 %
Industrie



11,4 %
Construction



13,8 %
Commerce



28,5 %
Services

Remarque: les indices annuels sont corrigés des effets de calendrier. À l'origine, les indices ont été compilés en utilisant 2021 comme année de référence, puis ils ont été re-référencés en utilisant 2015 = 100. L'axe «y» est coupé.

Source: Eurostat (codes de données en ligne: [sts_tot_prod_a](#), [sts_inpr_a](#), [sts_copr_a](#), [sts_trtu_a](#) et [sts_sepr_a](#))

En termes réels, la [production marchande](#) de l'UE a culminé en 2019; elle a diminué de 7,3 % en 2020 en raison de la crise de la COVID-19. En 2021, la production a partiellement rebondi (+ 5,6 %) et, en 2022, elle est revenue à un niveau supérieur au pic de 2019 (en raison de la croissance de 5,1 %). La croissance de 0,2 % en 2023 a poursuivi cette évolution à la hausse, bien qu'à un rythme beaucoup plus lent; elle a été suivie en 2024 d'une baisse identique (– 0,2 %). Dans l'ensemble, la

production marchande a augmenté de 13,0 % en 2024 par rapport à 2015.

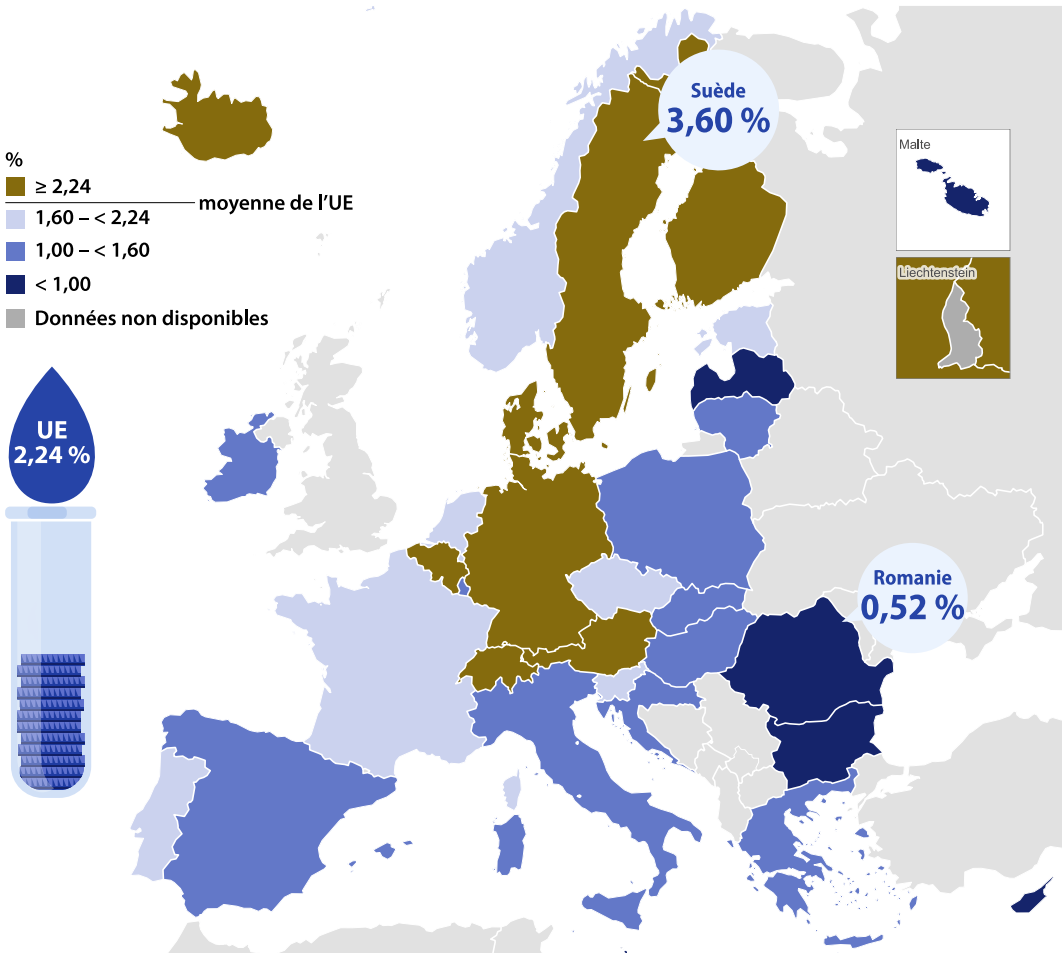
Entre 2015 et 2024, la production de l'UE a augmenté de

- 5,3 % dans l'industrie
- 11,4 % dans le secteur de la construction
- 13,8 % dans le [commerce](#)
- 28,5 % dans le secteur des services.

Recherche et développement

Dépense intérieure brute de R&D

(en pourcentage du PIB, 2023)



Remarque: CH, 2021.

Source: Eurostat (code de données en ligne: [rd_e_gerdtot](#))

La [recherche et le développement \(R&D\)](#) et l'[innovation](#) sont des aspects essentiels pour apporter des solutions techniques aux défis de société mondiaux tels que le changement climatique ou le vieillissement actif et en bonne santé (VABS). Les [dépenses intérieures brutes de R&D](#) de l'UE s'élevaient à 386 milliards d'EUR en 2023, soit une hausse de 7,2 % par rapport à 2022. Il est à noter que ce taux d'évolution est calculé sur des données en prix courants.

Les dépenses intérieures brutes de R&D sont souvent exprimées par rapport au PIB, ce qui permet de dégager un indicateur qui est également dénommé «[intensité de R&D](#)». Avec la reprise de l'activité économique après la crise de la COVID-19 à un rythme plus soutenu que la hausse des dépenses de R&D, l'intensité de R&D de l'UE a chuté à 2,24 % en 2021. Elle s'est ensuite stabilisée: des taux de 2,23 % et 2,24 % ont été enregistrés respectivement en 2022 et 2023. Parmi les pays de l'UE, l'intensité de R&D en 2023 allait de 0,52 % en Roumanie à 3,60 % en Suède.

Tourisme

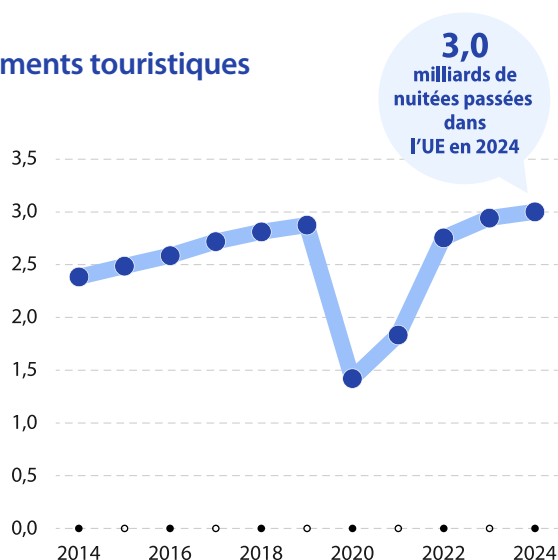
Nombre de nuitées dans les hébergements touristiques

(milliards de nuitées, UE, 2014-24)

Le nombre total de [nuitées](#) dans les [hébergements touristiques](#) au sein de l'UE a diminué de moitié entre 2019 (2,9 milliards de nuitées) et 2020 (1,4 milliard), principalement en raison de la crise de la COVID-19. Le nombre de nuitées dans des hébergements touristiques s'est partiellement redressé en 2021 et 2022. En 2023, ce nombre a dépassé son niveau d'avant la pandémie et, en 2024, il a encore augmenté pour atteindre 3,0 milliards de nuitées dans l'ensemble de l'UE.

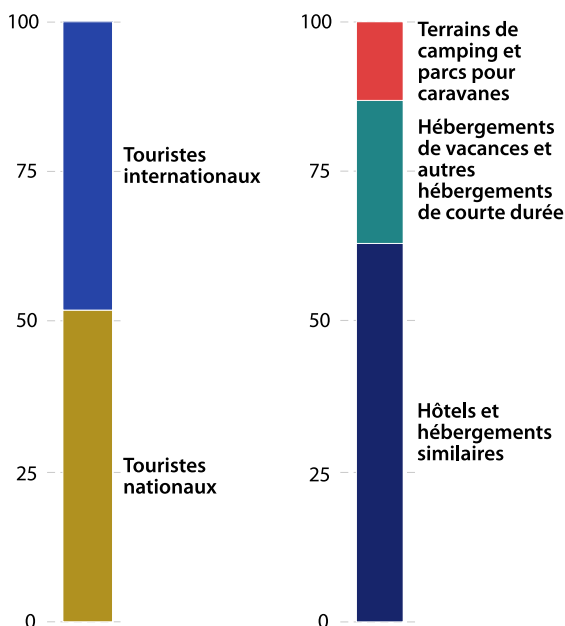
Remarque: ces statistiques concernent tant les voyageurs d'affaires que les touristes.

Source: Eurostat (codes de données en ligne: [tour_occ_ninat](#) et [tour_occ_nim](#))



Répartition des nuitées dans les hébergements touristiques

(%, UE, 2024)



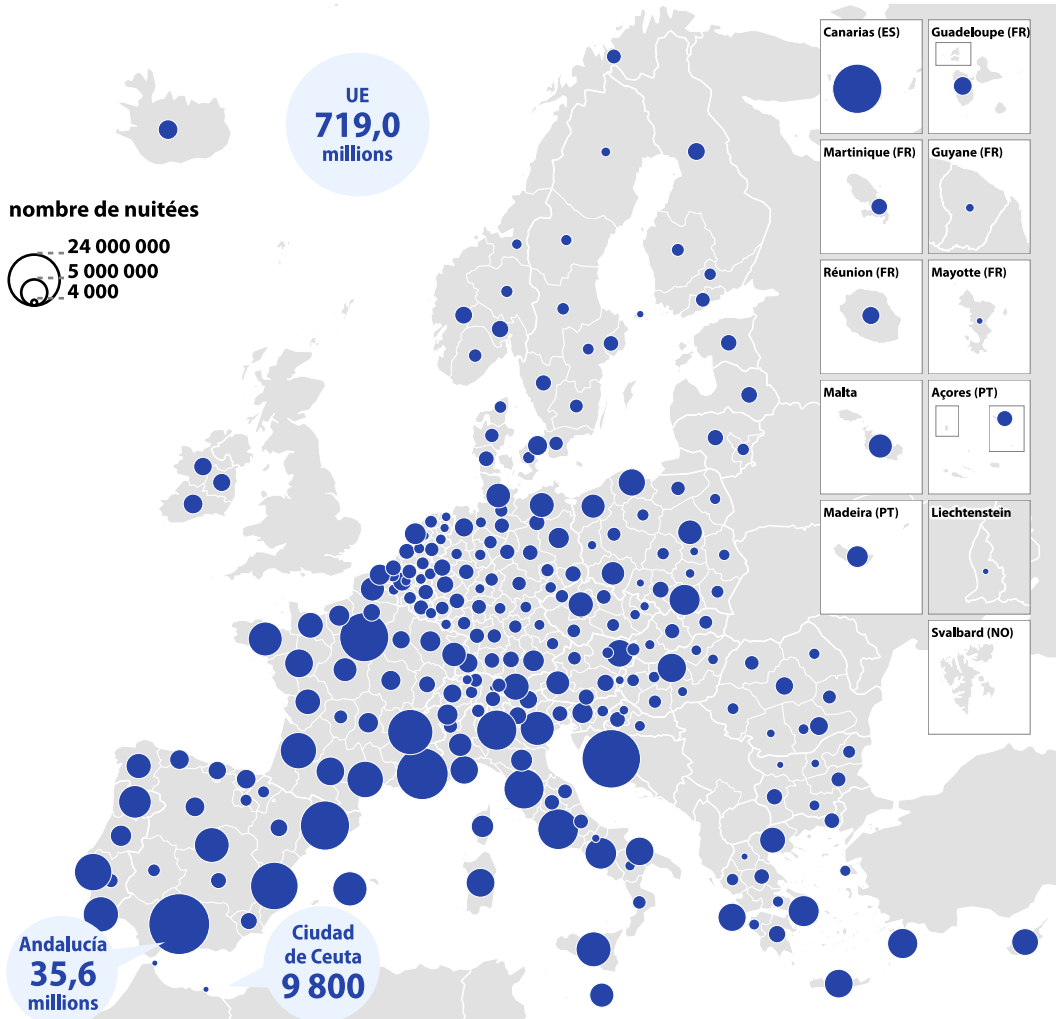
Source: Eurostat (code de données en ligne: [tour_occ_nim](#))

En 2024 dans l'UE, les nuitées passées dans des hébergements touristiques étaient de nouveau réparties relativement équitablement entre les touristes nationaux et les touristes internationaux, alors que les touristes nationaux étaient majoritaires pendant la crise de la COVID-19. En 2024, les touristes nationaux représentaient 52,0 % du nombre total de nuitées dans les hébergements touristiques de l'UE.

La part des nuitées passées par les touristes dans des [hôtels](#) et des hébergements similaires, des [hébergements de vacances et autres hébergements de courte durée](#), et des [terrains de camping](#) a également retrouvé sa structure d'avant la pandémie. Les hôtels et les hébergements similaires représentaient 63,1 % des nuitées dans des hébergements touristiques de l'UE en 2024, avec des parts moindres pour les hébergements de vacances et autres hébergements de courte durée (23,8 %) et pour les terrains de camping et caravanning (13,1 %).

Nuitées passées dans des hébergements de courte durée réservés par l'intermédiaire de plateformes en ligne

(nuitées, régions de niveau NUTS 2, 2023)



Remarque: les plateformes en ligne sont Airbnb, Booking, Expedia Group et TripAdvisor. La taille du cercle est proportionnelle au nombre de nuitées dans chaque région.

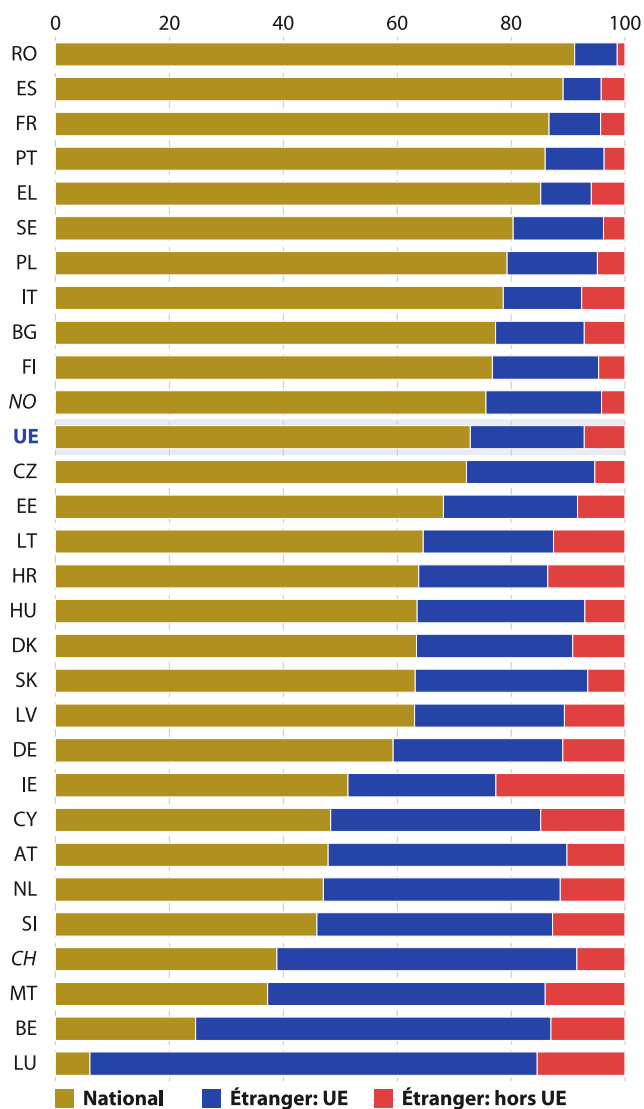
Source: Eurostat (code de données en ligne: [tour_ce_omn12](#))

Quatre grandes plateformes d'économie collaborative en ligne (Airbnb, Booking, Expedia Group et TripAdvisor) fournissent des données sur les nuitées passées dans des hébergements de courte durée. En 2023, 719 millions de nuitées ont été réservées dans des hébergements par l'intermédiaire de ces quatre plateformes en ligne.

En 2023, le nombre de nuitées passées dans des installations d'hébergement réservées par l'intermédiaire des quatre plateformes en ligne a dépassé 10,0 millions dans 17 régions de niveau [NUTS 2](#). Ces régions se trouvaient en Espagne, en France (5 régions chacune), en Italie (4 régions), au Portugal (2 régions) et en Croatie (1 région). En Espagne, c'est Andalucía qui a enregistré le plus grand nombre de nuitées, soit 35,6 millions.

Destination des voyages des résidents

(%, personnes âgées de 15 ans ou plus, 2023)

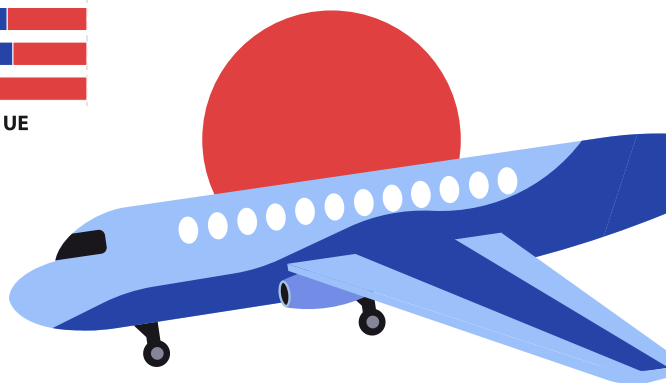
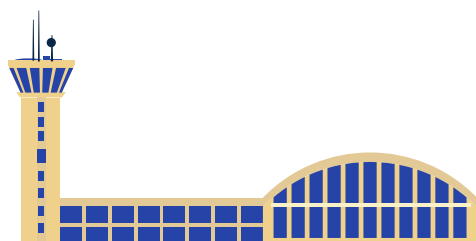


Remarque: SE et CH, 2022.

Source: Eurostat (code de données en ligne: [tour_dem_ttw](#))

En 2023, les résidents de l'UE ont effectué 1,1 milliard de voyages touristiques d'au moins une nuitée. Près des trois quarts (72,8 %) étaient des voyages nationaux. La plupart des voyages à l'étranger avaient pour destination un autre pays de l'UE (20,0 % de l'ensemble des voyages) et le reste (7,2 %) un pays tiers.

La part des voyages nationaux en 2023 était relativement faible dans certains des plus petits pays de l'UE, notamment au Luxembourg (6,0 %). Parmi les voyages à l'étranger, la répartition entre les voyages au sein de l'UE ou dans des pays tiers peut refléter plusieurs facteurs, par exemple l'emplacement géographique (proximité ou non d'un pays tiers) ou la langue. En Irlande, 1,1 fois plus de voyages étaient à destination d'autres pays de l'UE qu'à destination de pays tiers; en revanche, en Roumanie, le rapport équivalent était de 5,3. Les principales destinations de pays tiers pour les voyages de résidents de l'UE étaient le Royaume-Uni, la Turquie, la Suisse et les États-Unis.



3

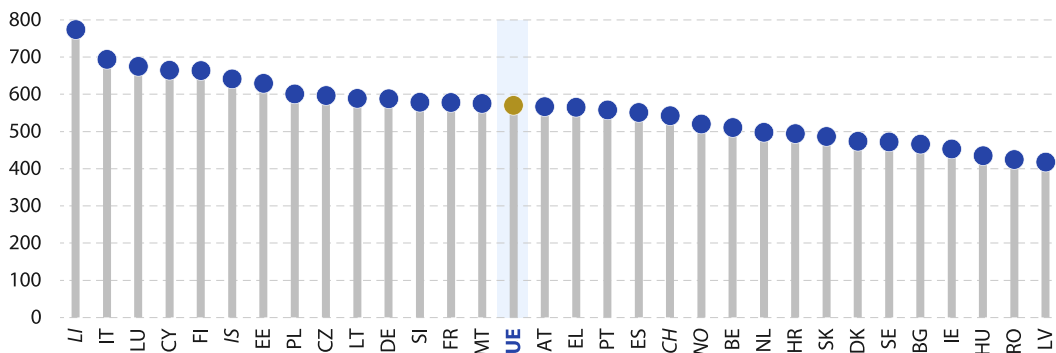
Environnement et ressources naturelles



Transports

Voitures particulières

(nombre de voitures pour 1 000 habitants, 2023)



Source: Eurostat (codes de données en ligne: [road_eqs_carhab](#) et [demo_pjan](#))

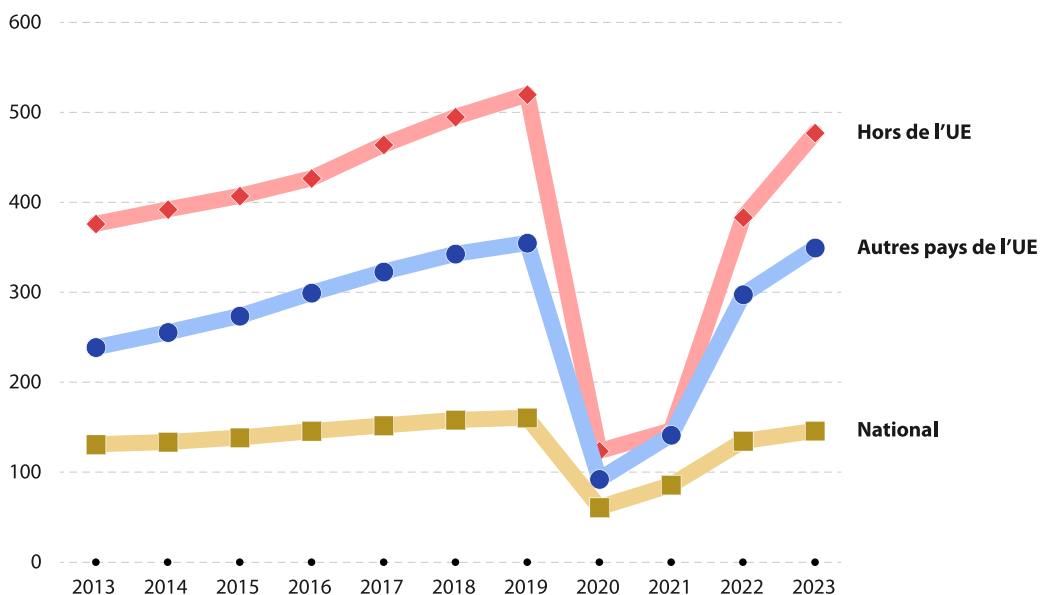
570 voitures
pour 1 000 habitants
dans l'UE

En 2023, il y avait près de 256 millions de [voitures particulières](#) sur les routes de l'UE, ce qui équivaut à 570 voitures pour 1 000 habitants ou à un peu plus d'une voiture pour deux personnes. Les taux de motorisation étaient les plus élevés en Italie (694 voitures pour 1 000 habitants), suivie du Luxembourg (675 voitures pour 1 000 habitants). Pour les voitures particulières, le taux de motorisation le plus bas a été observé en Lettonie avec 418 voitures pour 1 000 habitants.

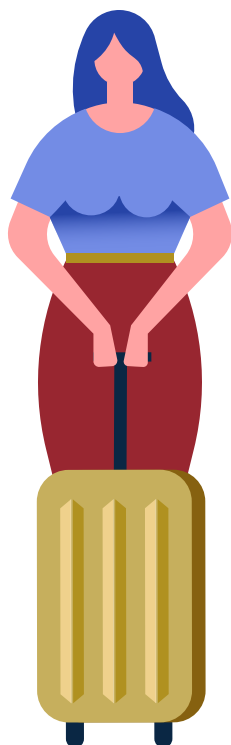
Les voitures récentes peuvent être moins nocives pour l'environnement, avec des moteurs plus efficaces et des émissions plus faibles, bien que ces avantages puissent être atténués dans une certaine mesure si la tendance est aux véhicules plus lourds ou plus puissants. Cependant, il était estimé que plus de la moitié (55 %) de toutes les voitures particulières au sein de l'UE en 2023 avaient au moins 10 ans, contre près d'un dixième (9 %) qui avaient moins de deux ans.

Transport aérien de personnes

(millions de passagers transportés – arrivées et départs, UE, 2013 à 2023)



Source: Eurostat (code de données en ligne: [avia_paoc](#))



En 2023, le nombre total de passagers transportés par voie aérienne à destination ou au départ d'aéroports de l'UE était de 973 millions. 146 millions de passagers aériens ont été transportés sur des vols nationaux au sein de pays de l'UE, 350 millions sur des vols entre différents pays de l'UE et 477 millions sur des vols internationaux au départ ou à destination de pays tiers.

En 2019, le nombre total de passagers transportés par voie aérienne à destination ou au départ d'aéroports de l'UE était de 1,035 milliard. La crise de la COVID-19 a eu de lourdes répercussions sur ce chiffre en 2020 et 2021, puisqu'il est tombé à 277 millions

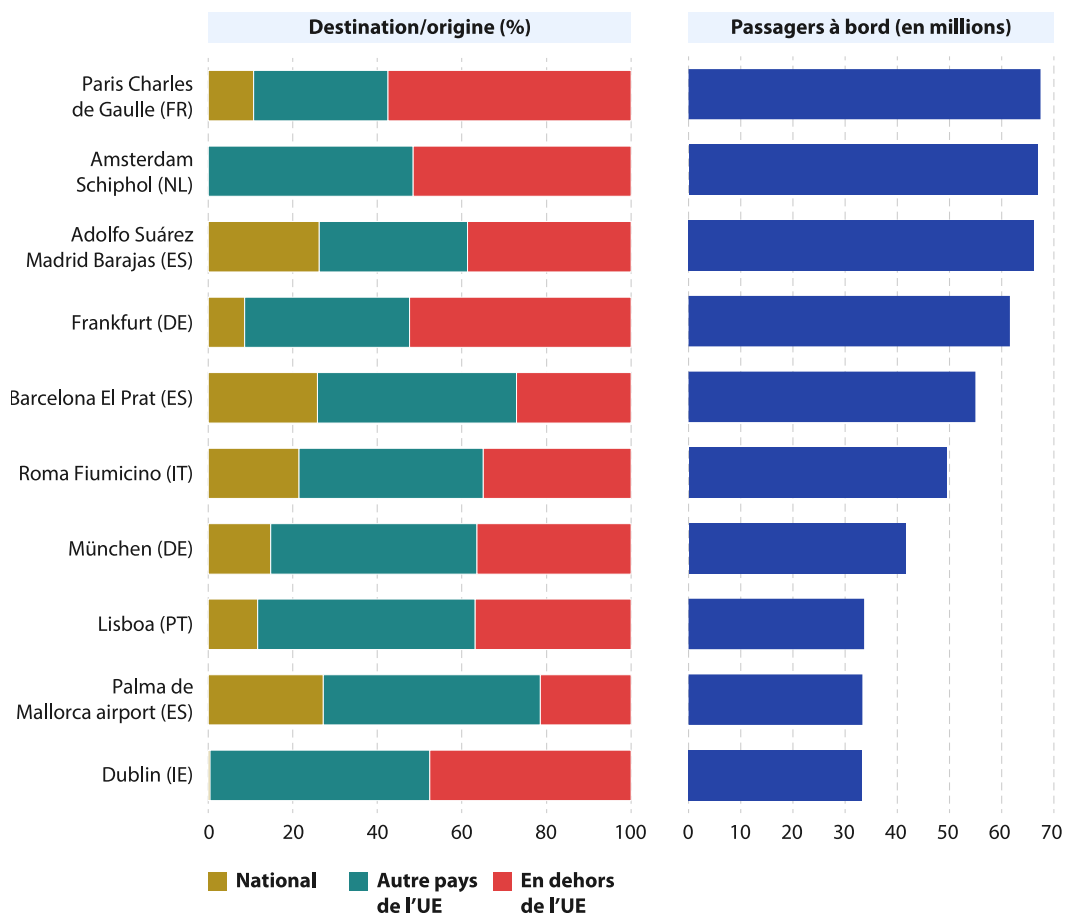


et 374 millions, respectivement. Le rebond s'est accentué en 2022 (pour atteindre 816 millions) et l'augmentation s'est poursuivie en 2023 (pour atteindre 973 millions).

En 2023, le nombre total de passagers transportés par voie aérienne à destination ou au départ d'aéroports de l'UE correspondait à 94 % du niveau de 2019. Ce rapport était de 91 % pour les passagers transportés sur des vols nationaux, de 92 % pour les passagers transportés sur des vols en provenance ou à destination de pays tiers et de 99 % pour les passagers transportés sur des vols entre différents pays de l'Union.

Aéroports de passagers les plus fréquentés de l'UE

(passagers à bord, 2024)



Remarque: aéroports de Dublin, Paris et Lisbonne, 2023.

Source: Eurostat (code de données en ligne: [avia_paoa](#))

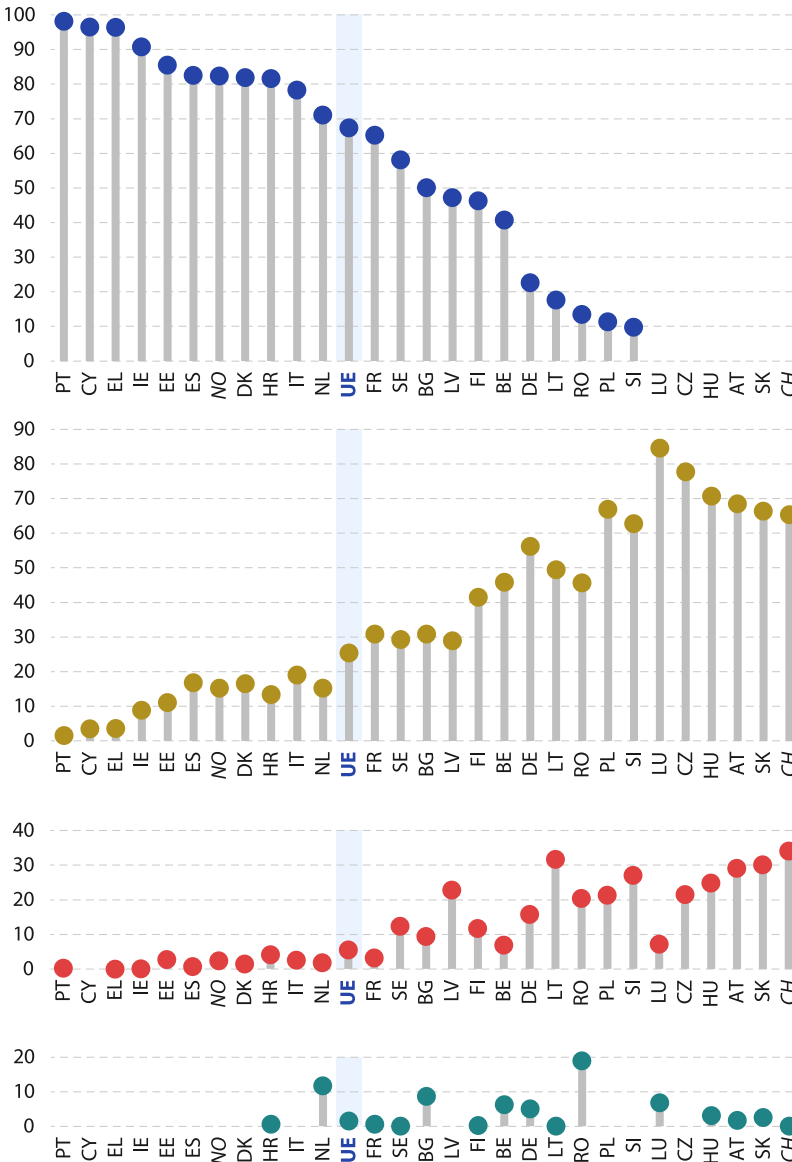
En nombre de passagers transportés, l'aéroport le plus fréquenté de l'UE était Paris Charles de Gaulle avec 67,5 millions de passagers en 2023. D'après les données de 2024, les aéroports suivants les plus importants étaient Amsterdam Schiphol (66,8 millions), Adolfo Suárez Madrid Barajas (66,1 millions) et Frankfurt (61,5 millions).

L'origine/la destination des passagers utilisant les aéroports les plus fréquentés de l'UE varient considérablement: plus de la moitié des passagers

à Paris Charles de Gaulle, Frankfurt ou Amsterdam Schiphol se trouvaient sur des vols internationaux au départ ou à destination d'un pays tiers; plus de la moitié des passagers dans les aéroports de Dublin, de Lisboa ou de Palma de Mallorca voyageaient à destination/au départ d'autres pays de l'UE; plus d'un passager sur quatre passant par Palma de Mallorca, Adolfo Suárez Madrid Barajas ou Barcelona El Prat voyageaient sur des vols nationaux.

Transport de marchandises par type de transport

(part en pourcentage sur la base de tonnes-kilomètres, 2023)



67,4 %
du transports de
marchandises de l'UE
a été transporté par
voie maritime

Maritime (mer)



Route



Rail



Voies navigables intérieures



Remarque: données non disponibles pour MT. CY: pas de chemins de fer. CZ, DK, EE, IE, EL, ES, IT, CY, LV, PL, PT, SI et NO: voies navigables intérieures négligeables ou inexistantes. CZ, LU, HU, AT, SK et CH:

absence de transport maritime. Transport aérien: non indiqué en raison d'une part faible. Classé dans le transport par voie maritime.

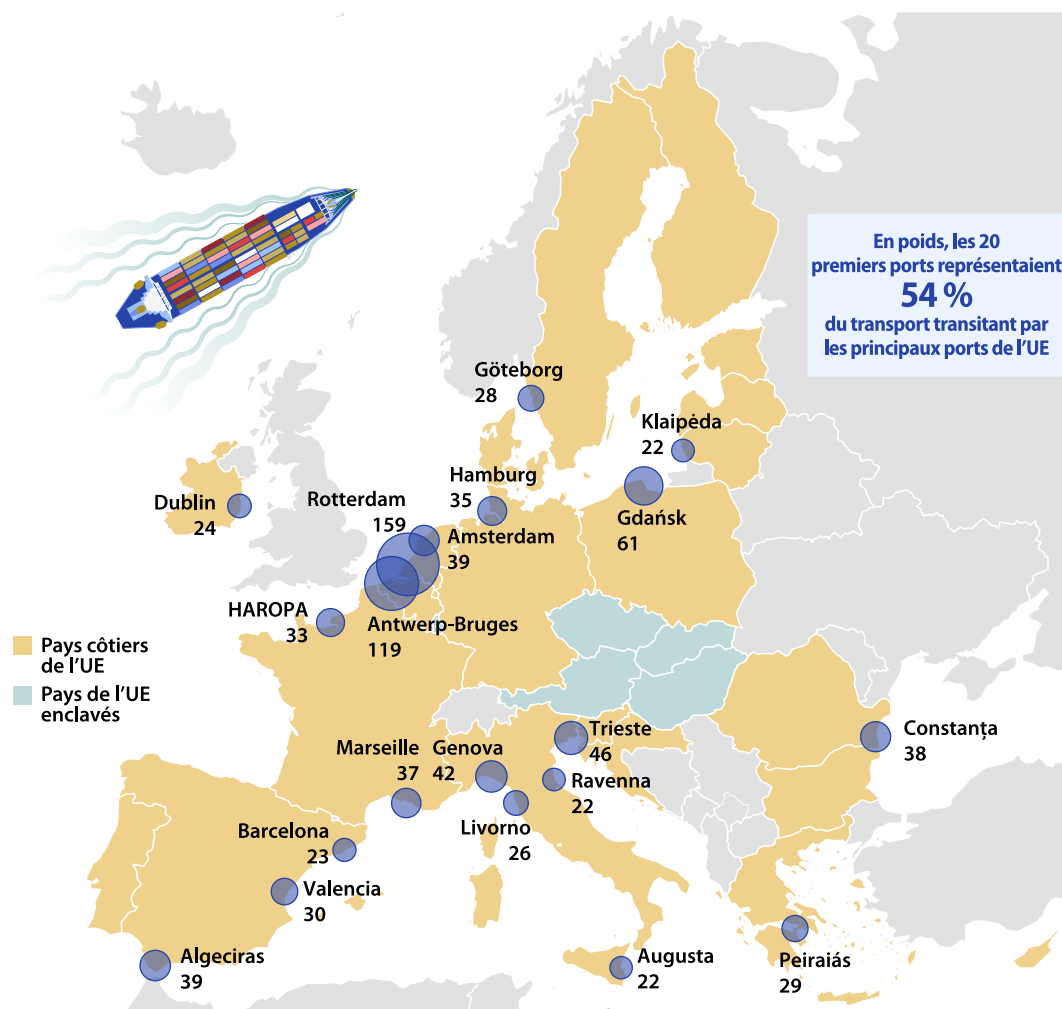
Source: Eurostat (code de données en ligne: [tran_hv_ms_fmmod](#))

Sur la base de [tonnes-kilomètres](#), la grande majorité du [transport de marchandises](#) au sein de l'UE en 2023 s'effectuait par voie maritime (67,4 %) ou par route (25,3 %). Le reste était réparti principalement entre le rail (5,5 %) et les voies navigables intérieures (1,6 %), la part du fret aérien

étant plus faible (0,2 %). Le rail représentait près d'un tiers (31,7 %) de l'ensemble du transport de marchandises en Lituanie, tandis que les voies navigables intérieures représentaient plus d'un dixième du transport de marchandises en Roumanie (18,9 %) et aux Pays-Bas (11,7 %).

Ports de transport maritime à courte distance les plus fréquentés

(millions de tonnes de marchandises transportées vers/depuis les ports principaux dans l'UE, 2023)



Remarque: hors transport maritime intercontinental transocéanique au long cours. HAROPA comprend Le Havre et Rouen.

Source: Eurostat (code de données en ligne: [mar_sg_am_pw](#))

En 2023, le poids total des marchandises transportées vers/depuis les principaux [ports](#) au sein de l'UE par [transport maritime à courte distance](#) était de 1,6 milliard de tonnes; cela correspond à une baisse de 5,4 % par rapport à 2022. Rotterdam, aux Pays-Bas, était de loin le port le plus fréquenté de l'UE en ce qui concerne

les marchandises transportées (159 millions de tonnes; 9,9 % du total de l'UE). Le deuxième port le plus fréquenté était celui d'Anvers-Bruges en Belgique (119 millions de tonnes), soit près du double du port suivant, Gdańsk en Pologne (61 millions de tonnes).

Énergie

Structure de la consommation finale d'énergie

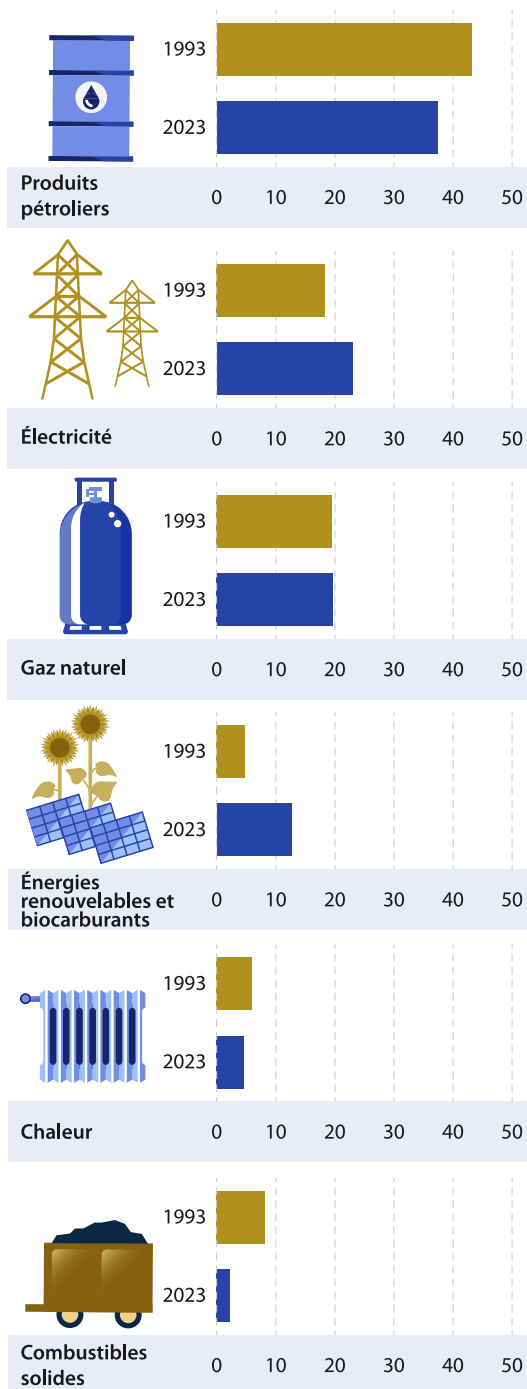
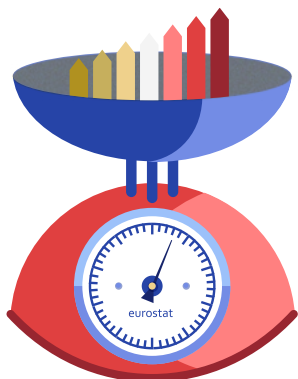
(%, sur la base de joules, UE, 1993 et 2023)

En 2023, la [consommation finale d'énergie](#) de l'UE s'élevait à 36 600 pétajoules (PJ), ce qui représente une diminution de 3,3 % par rapport au niveau enregistré en 2022. Les produits pétroliers représentaient plus d'un tiers (37,4 %) de la consommation finale d'énergie de l'UE en 2023, suivis de [l'énergie électrique](#) (22,9 %) et du gaz naturel (19,7 %).

La consommation d'énergie dans l'ensemble de l'UE en 2023 était inférieure de 1,2 % à celle de 30 ans auparavant (en 1993). Cette similitude globale du niveau cache une importante modification de la structure de la consommation finale d'énergie de l'UE, qui s'éloigne des [combustibles solides](#) ainsi que du pétrole et des produits pétroliers pour privilégier les [énergies renouvelables](#) et les [biocarburants](#), ainsi que l'électricité. À titre d'exemple, la part des combustibles solides a chuté de 8,2 % à 2,2 % entre 1993 et 2023, tandis que celle des énergies renouvelables et des biocarburants est passée de 4,8 % à 12,6 % au cours de la même période.

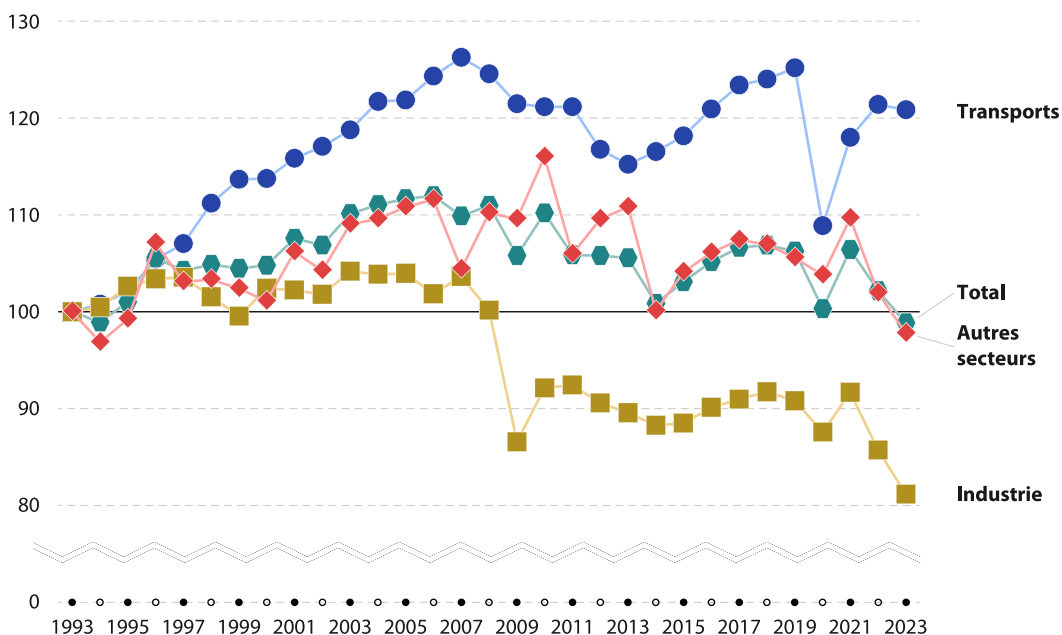
Remarque: les combustibles solides comprennent le charbon, le gaz manufacturé, la tourbe, le schiste bitumineux et le sable pétrolier. La catégorie résiduelle des déchets (non renouvelables) – non présentée ici – représentait 0,6 % de la consommation finale d'énergie de l'UE en 2023.

Source: Eurostat (code de données en ligne: [nrg_bal_s](#))



Consommation finale d'énergie, par destination finale

(1993 = 100, sur la base de joules, UE, 1993-2023)



Remarque: données exprimées sous la forme d'un indice, 1993 = 100. La catégorie résiduelle des autres secteurs comprend la consommation résidentielle, l'agriculture, la sylviculture et la pêche et les services autres que les transports. L'axe «y» est coupé.

Source: Eurostat (code de données en ligne: [nrg_bal_s](#))

En 2023, l'industrie représentait un peu moins d'un quart (24,6 %) de l'énergie consommée au sein de l'UE, tandis que la part des transports s'élevait à 32,0 %, ce qui laissait 43,4 % pour les autres secteurs – principalement la consommation résidentielle et les services.

La consommation d'énergie pour les transports a augmenté entre 1993 et 2007, s'est ralentie pendant la crise financière et économique mondiale et ses conséquences, puis a de nouveau augmenté entre 2013 et 2019: globalement, elle a augmenté de 25,1 % entre 1993 et 2019. En revanche, la consommation finale d'énergie dans l'industrie a diminué de

près d'un dixième (– 9,2 %) au cours de la même période, avec une baisse particulièrement importante pendant la crise financière et économique mondiale en 2009 (– 13,6 %).

À partir de 2020, cette évolution de longue date a été interrompue par la crise de la COVID-19 et la crise du coût de la vie. Le niveau global de la consommation finale d'énergie au sein de l'UE a diminué de 5,6 % en 2020, avec un recul particulièrement important des transports (baisse de la consommation de 13,0 %). La consommation globale d'énergie a rebondi en 2021 (+ 6,1 %) avant de diminuer à nouveau en 2022 (– 4,0 %) et en 2023 (– 3,3 %). Les baisses les plus récentes peuvent refléter, en partie, les efforts consentis par les consommateurs d'énergie pour réduire leur consommation afin de tenter de réduire quelque peu l'incidence des prix élevés de l'énergie.

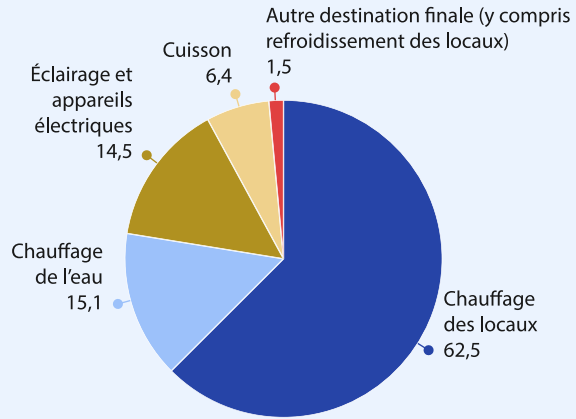


Consommation finale d'énergie dans le secteur résidentiel, par destination

(%, UE, 2023)

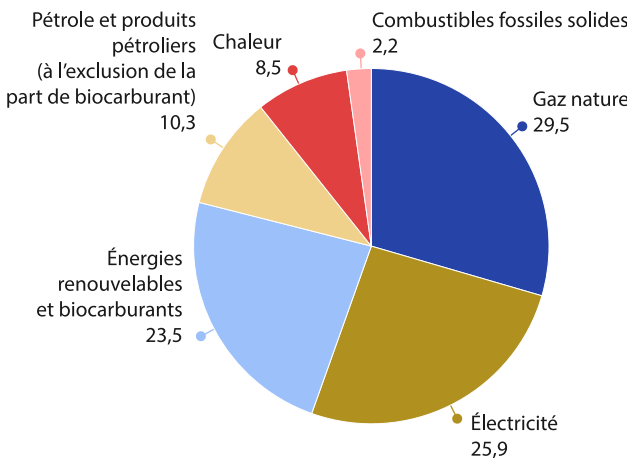
Dans l'UE, le principal usage de l'énergie dans le secteur résidentiel en 2023 était le chauffage des foyers, représentant 62,5 % de la consommation finale d'énergie. La part utilisée pour le chauffage de l'eau s'élevait à 15,1 %, juste devant l'éclairage et les appareils électriques (14,5 %, ce chiffre exclut l'utilisation de l'électricité pour les principaux systèmes de chauffage, de refroidissement ou de cuisson). Les principaux appareils de cuisson représentaient 6,4 % de l'énergie utilisée. Le refroidissement des locaux et les autres usages représentaient respectivement 0,6 % et 0,8 %. Bien qu'il reste très faible, l'usage résidentiel de l'énergie pour le refroidissement a augmenté plus rapidement que les autres usages ces dernières années.

Source: Eurostat (code de données en ligne: [nrg_d_hhq](#))



Consommation finale d'énergie dans le secteur résidentiel, par combustible

(%, UE, 2023)



En 2023, 80,0 % environ de la consommation finale d'énergie dans le secteur résidentiel de l'UE étaient couverts par trois combustibles:

- le gaz naturel (29,5 %)
- l'électricité (25,9 %)
- les énergies renouvelables et les biocarburants (23,5 %).

Des parts moindres ont notamment été observées pour le pétrole et les produits pétroliers (10,3 %), la chaleur dérivée (8,5 %) et les combustibles fossiles solides tels que le charbon (2,2 %).

Remarque: le total des parts n'est pas égal à 100,0 % en raison des valeurs arrondies.

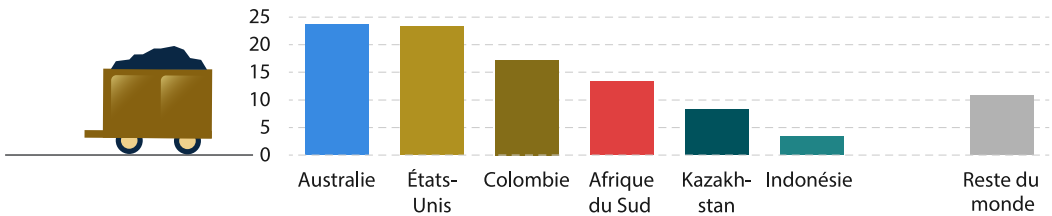
Source: Eurostat (code de données en ligne: [nrg_bal_c](#))

Origine des importations d'énergie

(part en pourcentage du total des importations extra-UE, UE, 2023)

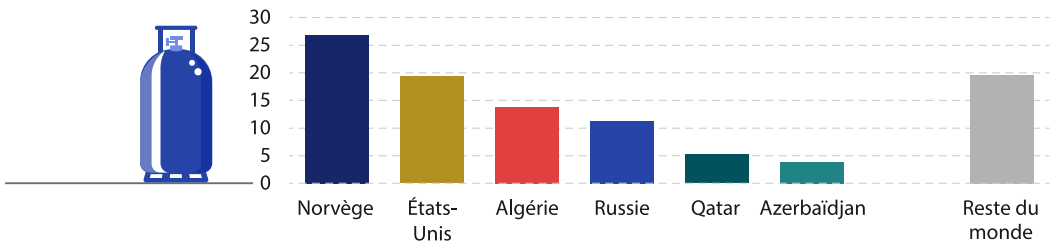
Combustibles solides

(basé sur les données en tonnes)



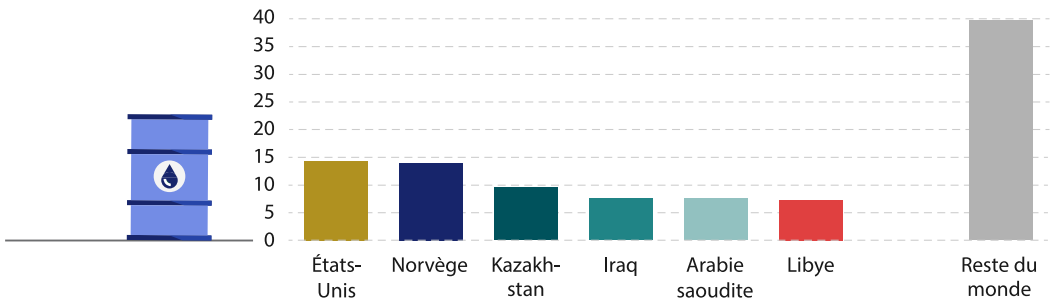
Gaz naturel

(basé sur les données en mètres cubes)



Pétrole brut

(basé sur les données en tonnes)



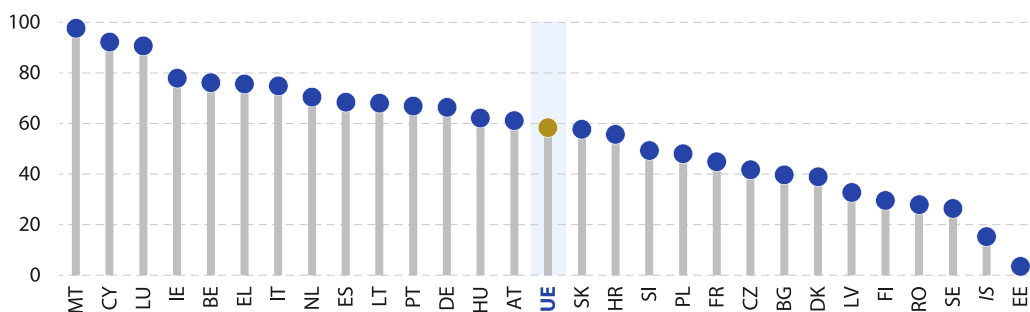
Source: Eurostat (codes de données en ligne: [nrg_ti_sff](#), [nrg_ti_gas](#) et [nrg_ti_oil](#))

Traditionnellement, l'Union dépendait fortement des importations d'énergie en provenance de Russie; en 2021, la Russie était le principal fournisseur de [combustibles solides](#) (52,4 % des importations de l'UE), de gaz naturel (44,0 %) et de [pétrole brut](#) (25,3 %). Cette situation a considérablement évolué en raison des sanctions et/ou des restrictions imposées aux importations russes. Si la Russie était toujours le quatrième fournisseur de gaz naturel de l'UE en 2023 (11,2 % du total), elle ne figurait pas parmi les principaux fournisseurs de combustibles solides ou de pétrole brut.

Les États-Unis (14,3 %) et la Norvège (14,0 %) étaient les principaux fournisseurs pour ce qui est des importations de pétrole brut de l'UE en 2023. Ils étaient également les principaux fournisseurs de gaz naturel: la Norvège représentait 26,9 % du total et les États-Unis 19,3 %. En outre, les États-Unis (23,3 %) étaient également le deuxième fournisseur le plus important pour ce qui est des importations de combustibles solides de l'UE, derrière l'Australie (23,7 %).

Taux de dépendance énergétique

(part en pourcentage des importations nettes dans l'énergie brute disponible, 2023)



Remarque: NO, 2022; IS, 2021. NO: valeur non indiquée (= – 700,0 %). Une valeur négative indique qu'un pays exporte davantage d'énergie qu'il n'en importe.

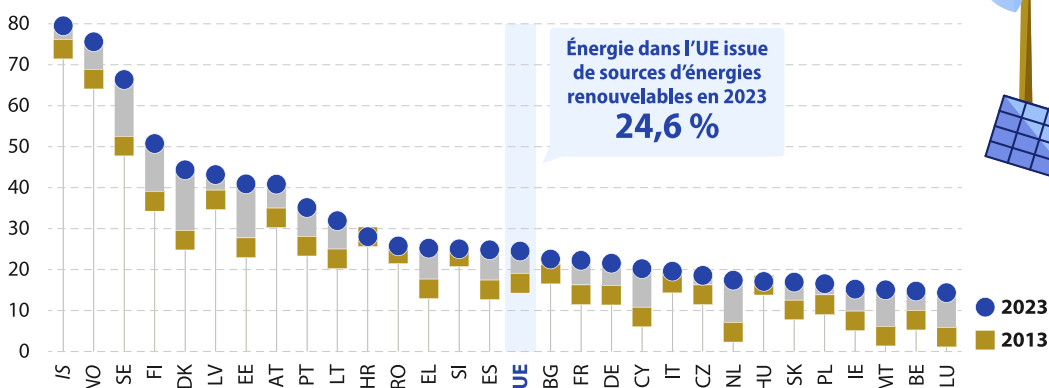
Source: Eurostat (code de données en ligne: [nrg_ind_id](#))

Le [taux de dépendance](#) énergétique indique le niveau de dépendance d'une économie vis-à-vis des importations pour satisfaire ses besoins énergétiques. En 2023, le taux de dépendance de l'UE s'élevait à 58,3 %: en d'autres termes, les importations nettes s'élevaient à près de trois cinquièmes de [l'énergie brute disponible](#).

Aucun des pays de l'UE n'était autonome du point de vue de ses besoins en énergie, et certains des plus petits – Malte, Chypre et le Luxembourg – dépendaient des approvisionnements externes pour plus de 90,0 % de leurs besoins.

Énergie produite à partir de sources d'énergie renouvelables

(part en pourcentage du total de la consommation finale brute d'énergie, 2013 et 2023)

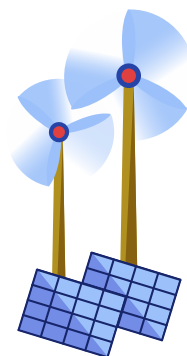


Remarque: IS, 2022 au lieu de 2023.

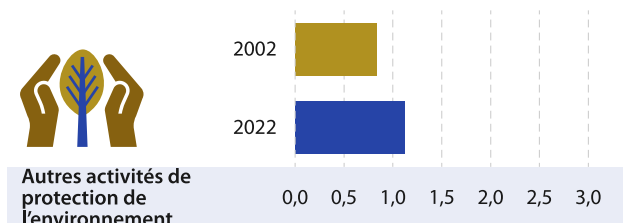
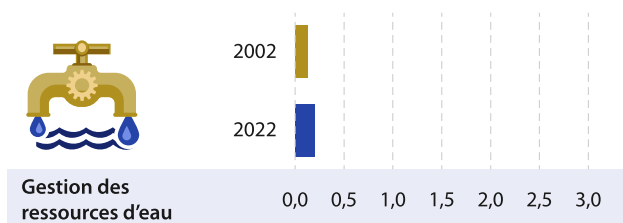
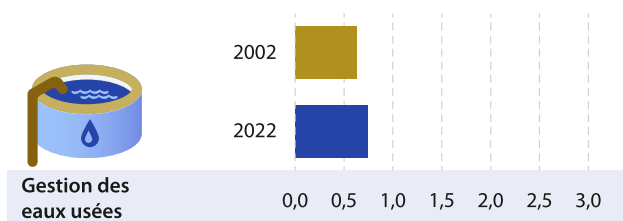
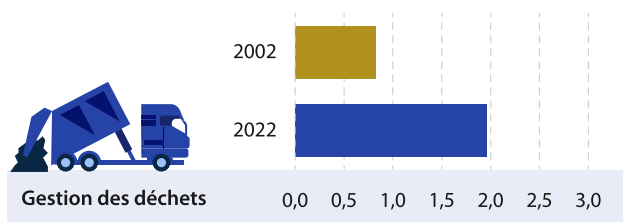
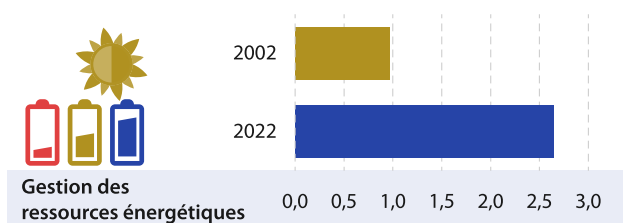
Source: Eurostat (code de données en ligne: [nrg_ind_ren](#))

En 2023, 24,6 % de la [consommation finale brute d'énergie](#) de l'UE provenait de [sources d'énergie renouvelables](#), contre 16,7 % dix ans auparavant. En 2023, près des deux tiers (66,4 %) de la consommation finale d'énergie en

Suède provenaient de sources renouvelables, et plus de la moitié (50,8 %) en Finlande; des parts supérieures à 40,0 % ont également été enregistrées au Danemark, en Lettonie, en Estonie et en Autriche.



Environnement



Remarque: la catégorie résiduelle des autres activités de protection de l'environnement comprend, par exemple, l'administration générale de l'environnement et l'éducation.

Source: Eurostat (code de données en ligne: [env_ac_egss1](#))

Emploi dans l'économie de l'environnement

(millions d'équivalents temps plein, UE, 2002 et 2022)

L'économie de l'environnement

comprend des activités en lien avec la protection de l'environnement et la gestion des ressources naturelles. L'économie de l'environnement au sein de l'UE occupait au total 6,7 millions de personnes en 2022, soit une augmentation de 97,7 % par rapport à la situation en 2002.

En 2022, la gestion des ressources énergétiques occupait le plus grand nombre de personnes au sein de l'économie de l'environnement de l'UE (2,7 millions), suivie de la gestion des déchets (2,0 millions) et des autres activités de protection de l'environnement (1,1 million).

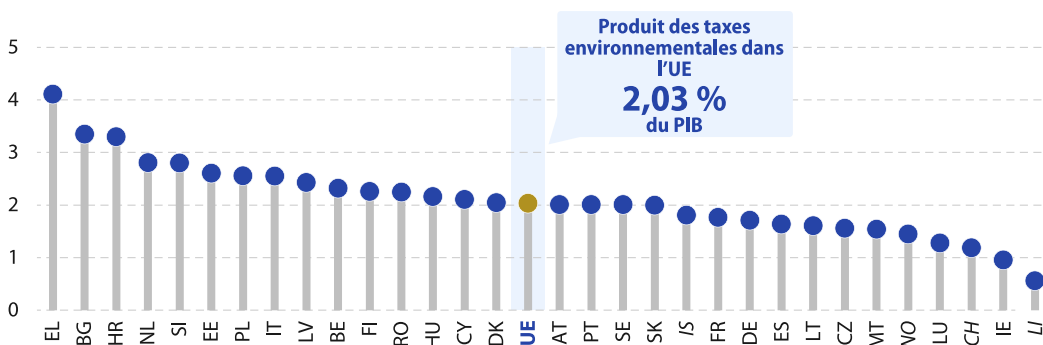
Le nombre de personnes occupées dans la gestion des ressources énergétiques au sein de l'UE était 2,8 fois plus élevé en 2022 qu'il ne l'avait été en 2002. Il s'agit de loin de l'évolution la plus rapide parmi les divers sous-secteurs de l'économie de l'environnement.

Produit des taxes environnementales

(en pourcentage du PIB, 2023)

Les [taxes environnementales](#) peuvent servir à essayer d'influencer le comportement des opérateurs économiques, qu'il s'agisse de producteurs ou de consommateurs. En 2023, le produit des taxes environnementales de l'UE était estimé à 349 milliards d'EUR, l'équivalent de 2,03 %

du PIB. Ce taux a atteint un record de 4,11 % en Grèce, tandis qu'il atteignait 3,35 % en Bulgarie et 3,30 % en Croatie. En revanche, le produit des taxes environnementales représentait 0,96 % du PIB en Irlande et 1,28 % du PIB au Luxembourg.



Remarque: LI, 2021.

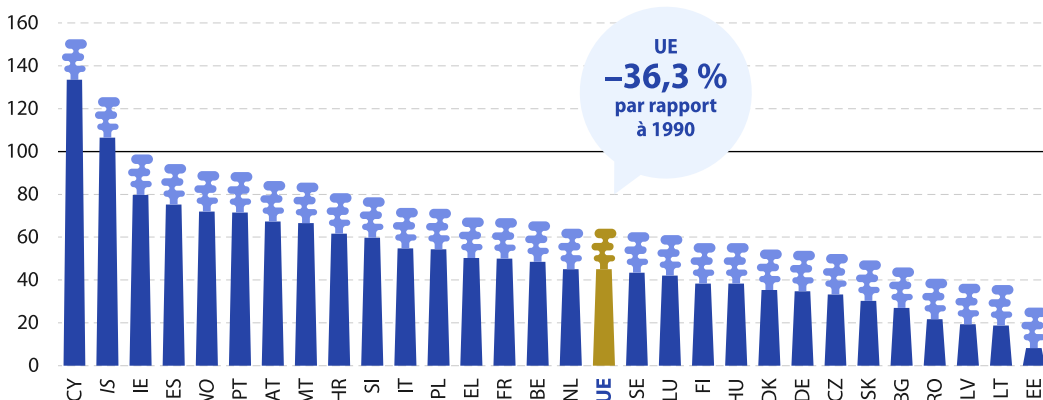
Source: Eurostat (code de données en ligne: [env_ac_tax](#))

Émissions de gaz à effet de serre

(1990 = 100, sur la base des données en tonnes-équivalent CO₂, 2023)

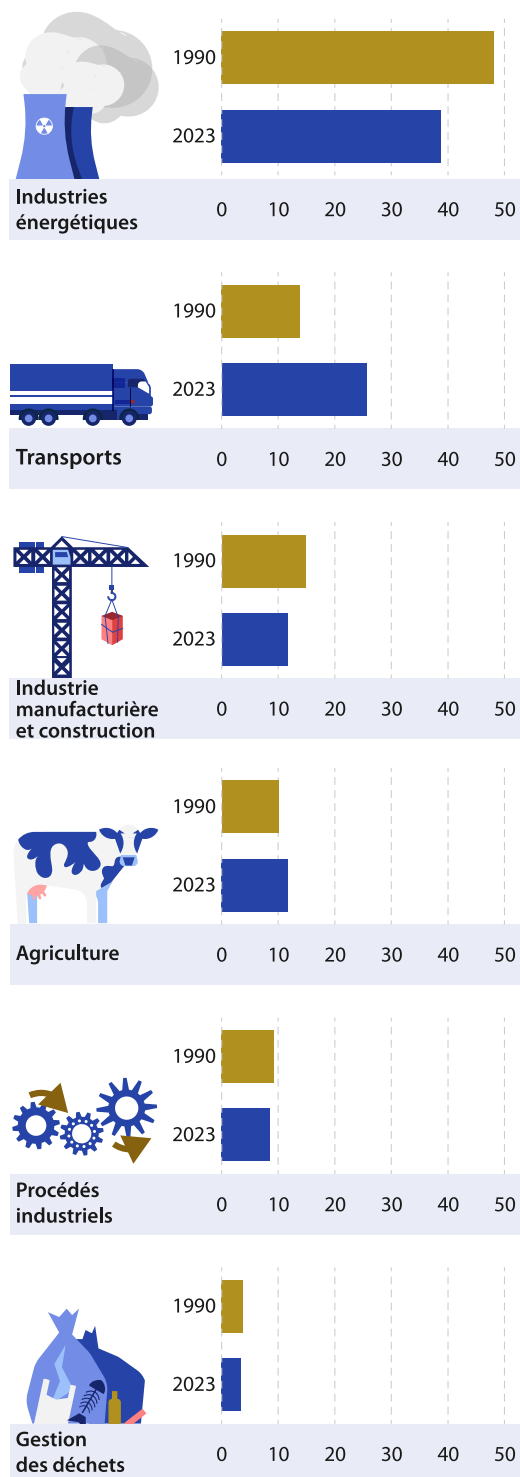
L'évolution du niveau des émissions de [gaz à effet de serre](#) peut être suivie grâce aux données relatives au panier de gaz à effet de serre de [Kyoto](#). En 2023, l'UE avait réduit les émissions de gaz à effet de serre de 36,3 % par rapport à leurs niveaux de 1990. Entre

1990 et 2023, la quantité d'émissions de gaz à effet de serre a chuté dans tous les pays de l'union sauf un: Chypre. Le niveau des émissions a été réduit de plus de moitié en Estonie, en Lituanie, en Lettonie, en Roumanie, en Bulgarie et en Slovaquie.



Remarque: les gaz à effet de serre comprennent le dioxyde de carbone, le méthane, le protoxyde d'azote, les hydrofluorocarbures, les hydrocarbures perfluorés, le trifluorure d'azote et l'hexafluorure de soufre. Ces gaz sont agrégés sur la base de facteurs de potentiel de réchauffement planétaire (PRP) pour obtenir des données en équivalents CO₂.

Source: Eurostat (code de données en ligne: [env_air_gge](#)), sur la base des données de l'Agence européenne pour l'environnement (AEE)



Émissions de gaz à effet de serre par secteur source

(%, sur la base des données en tonnes-équivalent CO₂, UE, 1990 et 2023)

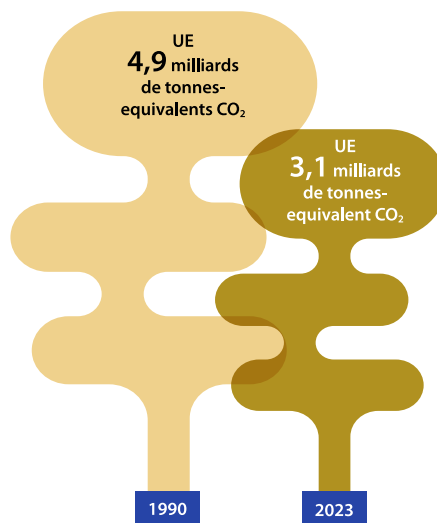
En 2023, la quantité totale d'émissions de gaz à effet de serre de l'UE s'élevait à 3,1 milliards de tonnes-équivalent dioxyde de carbone. Les principales sources d'émissions de gaz à effet de serre au sein de l'UE étaient attribuables à la combustion des combustibles dans les industries énergétiques ⁽¹⁾ (38,8 % du total) et dans les transports (25,6 %).

La seule source qui a augmenté la quantité de ses émissions de gaz à effet de serre entre 1990 et 2023 est le secteur des transports, avec une augmentation globale de 179 %. Pour chacune des sources restantes, la quantité d'émissions de gaz à effet de serre a diminué entre 1990 et 2023. Des baisses d'au moins deux cinquièmes ont été enregistrées pour la combustion de combustibles dans l'industrie manufacturière et la construction (– 49,6 %), dans les industries énergétiques (– 48,6 %), la gestion des déchets (– 41,3 %) et les procédés industriels (– 41,2 %).

⁽¹⁾ Y compris la combustion des combustibles non seulement dans les industries énergétiques, mais aussi dans des secteurs autres que les transports, l'industrie manufacturière et la construction.

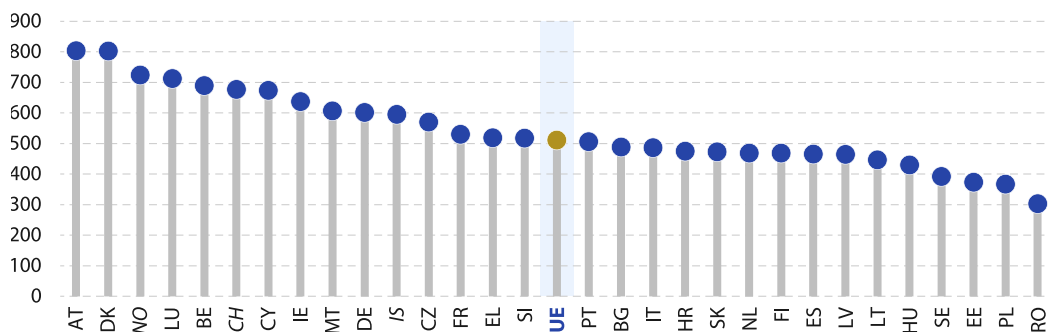
Remarque: les industries énergétiques incluent la combustion des combustibles non seulement dans les industries énergétiques, mais aussi dans des secteurs autres que les transports, l'industrie manufacturière et la construction.

Source: Eurostat (code de données en ligne: [env_air_gge](#)), sur la base des données de l'Agence européenne pour l'environnement (AEE)



Production de déchets municipaux

(kg par habitant, 2023)



Remarque: BG, DK, EL, IT, LV, AT, RO, IS et CH, 2022. CZ: 2021. IE: 2020.

Source: Eurostat (code de données en ligne: [env_wasmun](#))

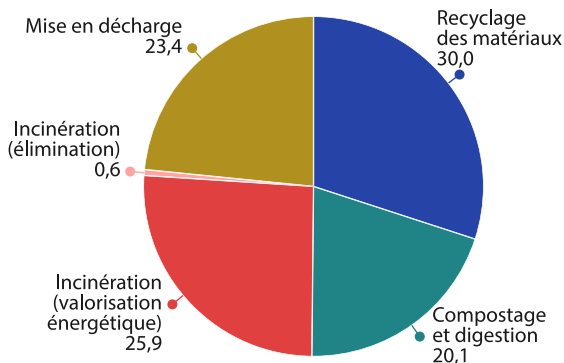
Les **déchets municipaux** représentaient 10,3 % du total des déchets produits dans l'UE en 2022. En moyenne, les personnes vivant dans l'UE ont généré 511 kg de déchets municipaux en 2023. Les pays de l'UE qui ont généré le plus de déchets municipaux étaient l'Autriche (803 kg par habitant; données de 2022) et le Danemark (802 kg par habitant; données de 2022). En revanche, la production de déchets municipaux était la plus faible en Roumanie (303 kg par habitant; données de 2022).



En 2023, 221 millions de tonnes de déchets municipaux ont été traitées au sein de l'UE, ce qui représente 96,2 % des déchets municipaux produits. Le **recyclage** des matériaux a été mis en œuvre pour 30,0 % des déchets municipaux traités au sein de l'UE, tandis que la part traitée par compostage ou digestion s'élevait à 20,1 %; ces méthodes de traitement sont généralement considérées comme les plus durables sur le plan environnemental. En revanche, plus d'un quart (25,9 %) des déchets municipaux traités au sein de l'UE a été **incinéré** avec valorisation énergétique et une part limitée (0,6 %) l'a été sans valorisation énergétique, alors que moins d'un quart (23,4 %) a été **mis en décharge**.

Méthodes de traitement des déchets municipaux

(part en pourcentage du total des méthodes, UE, 2023)



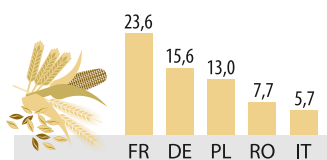
Source: Eurostat (code de données en ligne: [env_wasmun](#))

Agriculture

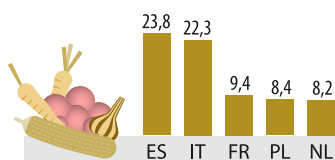
Cinq premiers pays de l'UE pour la production d'une sélection de produits agricoles

(%, 2024)

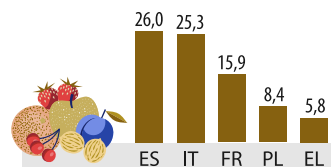
Céréales et riz



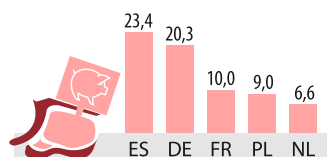
Légumes



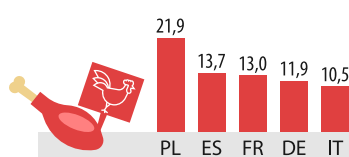
Fruits, baies et noix



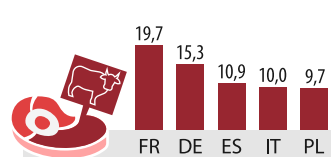
Viande de porc



Viande de volaille



Viande bovine

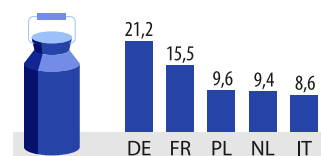


Remarque: lait, céréales et riz, et fruits, baies et noix, 2023.

Estimations pour l'UE pour la viande de volaille basées sur les données disponibles (hors EE et NL). Fruits, baies et noix: comprend tous les types de fruits et de baies, y compris les fraises, le raisin et les agrumes.

Source: Eurostat (codes de données en ligne: [apro_mk_farm](#), [apro_cpsh1](#) et [apro_tmt_pann](#))

Lait



Les produits agricoles constituent une part importante de l'identité régionale et culturelle de l'Union européenne. En 2023, 271,6 millions de tonnes de [céréales](#) et de riz ont été récoltées au sein de l'UE, la France représentant la part la plus importante (23,6 %). Au total, 62,2 millions de tonnes de [légumes](#) ont été récoltées au sein de l'UE en 2024, l'Espagne (23,8 %) et l'Italie (22,3 %) ayant représenté les parts les plus importantes. On a récolté 59,0 millions de tonnes de [fruits, baies et noix](#) dans l'UE en 2023, l'Espagne (26,0 %) et l'Italie (25,3 %) ayant enregistré les parts les plus importantes. Ces chiffres incluent tous les types de fruits, y compris ceux utilisés pour la production de boissons. Dans le même esprit,

160,8 millions de tonnes de [lait](#) cru étaient disponibles dans les exploitations agricoles de l'UE en 2023, l'Allemagne ayant enregistré la part la plus importante (21,2 %).

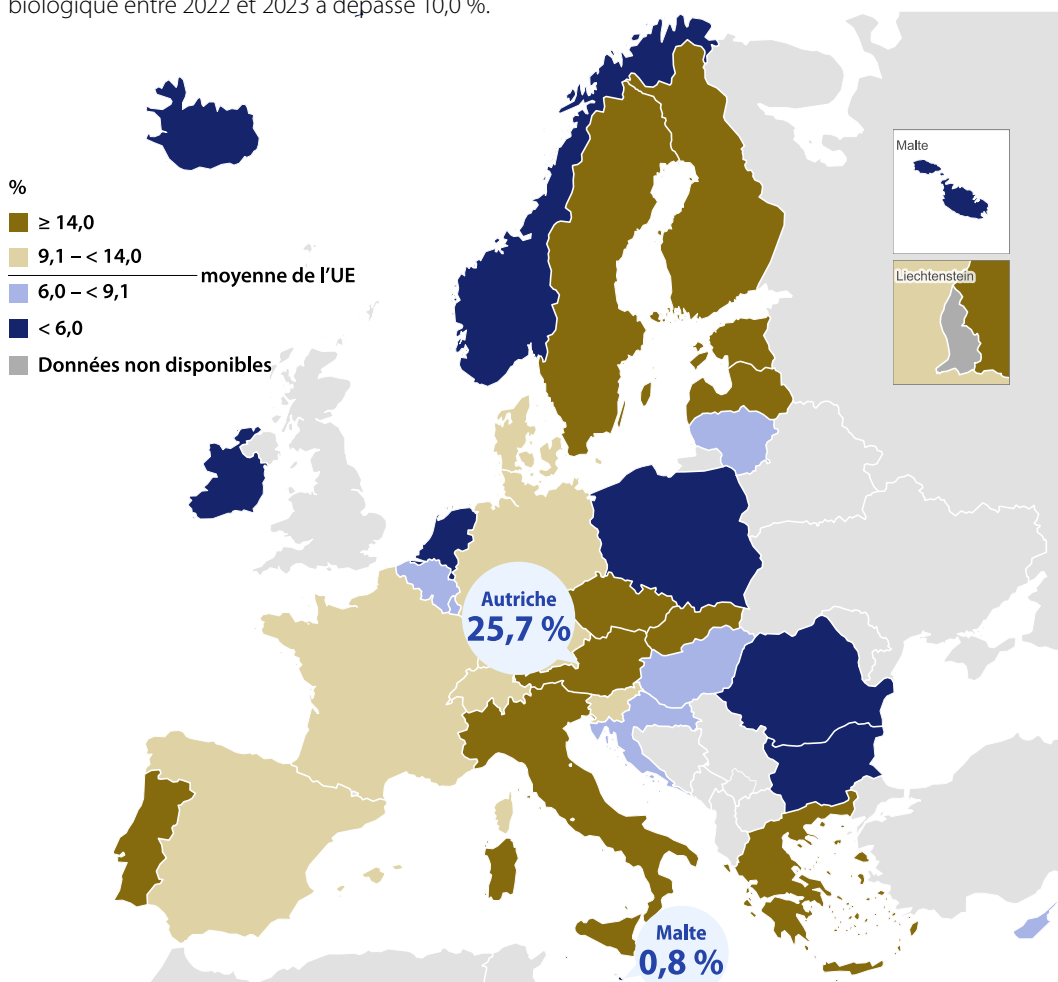
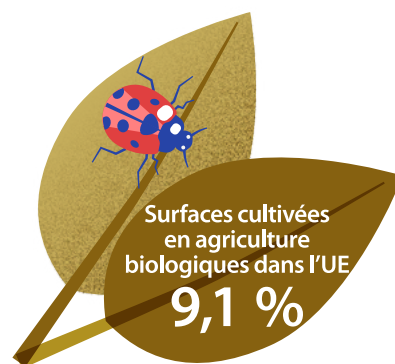
En 2024, l'UE a produit 21,0 millions de tonnes de viande de [porc](#), plus de 13,2 millions de tonnes de viande de [volaille](#) et 6,6 millions de tonnes de viande [bovine](#). L'Espagne (23,4 %) et l'Allemagne (20,3 %) représentaient les plus grandes parts de la production de viande de porc dans l'UE. La Pologne affichait la plus grande part (21,9 %) de la production de viande de volaille dans l'UE et la France la plus grande part (19,7 %) de la production de viande bovine.

Surfaces cultivées en agriculture biologique

(part en pourcentage de la surface agricole cultivée, 2023)

En 2020, les surfaces entièrement converties à l'agriculture biologique et celles en cours de conversion au sein de l'UE étaient de 14,7 millions d'hectares (hors jardins potagers).

En 2020, la surface utilisée pour l'agriculture biologique comptait pour 9,1 % de la surface agricole cultivée totale de l'UE. En 2023, cette part allait d'un faible niveau de 0,8 % à Malte à un niveau élevé de 25,7 % en Autriche (données de 2020). En Irlande, à Chypre, en Bulgarie, à Malte, en Pologne, en Allemagne et au Portugal, la croissance de la surface utilisée pour l'agriculture biologique entre 2022 et 2023 a dépassé 10,0 %.



Remarque: l'indicateur montre les surfaces entièrement converties à l'agriculture biologique et celles en cours de conversion en pourcentage de la surface agricole cultivée (hors jardins potagers). BE, EL, ES, RO, SI, FI et NO: 2022. UE, AT et IS: 2020.

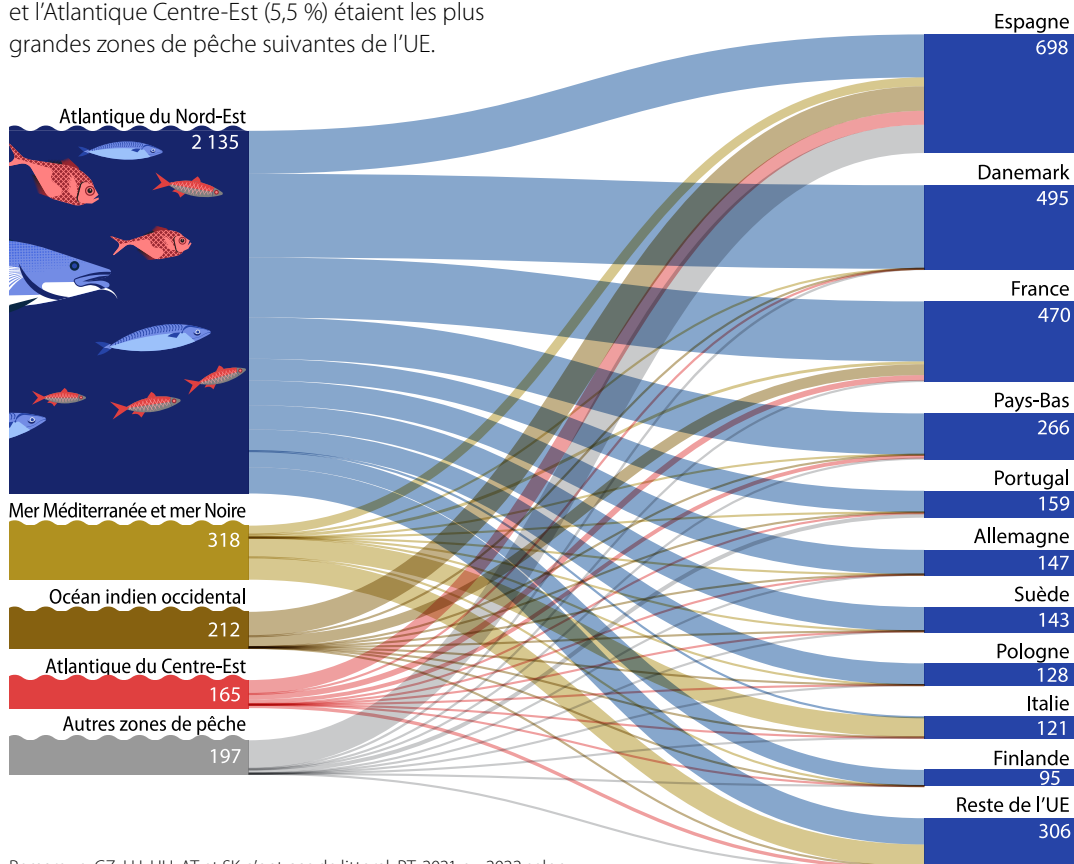
Source: Eurostat (codes de données en ligne: [org_cropar](#) et [apro_cpsh1](#))

Pêche

Pays de l'UE capturant le plus de poissons

(milliers de tonnes du poids vif, par zone principale de pêche, 2023)

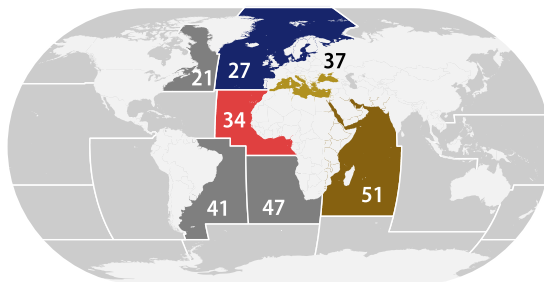
Bien que la [flotte de pêche](#) de l'Union opère dans le monde entier, la vaste majorité (70,5 %) de ses [captures](#) en 2023 ont été réalisées dans l'Atlantique du Nord-Est. Le Danemark, la France, l'Espagne et les Pays-Bas ont capturé le plus de poissons (en poids) dans cette zone, le hareng, le merlan bleu, le sprat et le maquereau faisant partie des espèces les plus communément capturées. La Méditerranée et la mer Noire (10,5 % du total), l'océan Indien occidental (7,0 %) et l'Atlantique Centre-Est (5,5 %) étaient les plus grandes zones de pêche suivantes de l'UE.



Remarque: CZ, LU, HU, AT et SK n'ont pas de littoral. PT: 2021 ou 2022 selon la région. IE et LV: non disponible. Les totaux de l'UE par zone ne tiennent pas compte de IE et LV et prennent en considération des données de 2021 ou 2022 pour PT.

Source: Eurostat (code de données en ligne: [fish_ca_main](#))

Principales zones de pêche de la FAO



- 27 Atlantique du Nord-Est
- 37 Mer Méditerranée et mer Noire
- 34 Atlantique du Centre-Est
- 51 Océan indien occidental
- 21 Atlantique du Nord-Ouest
- 41 Atlantique du Sud-Ouest
- 47 Atlantique du Sud-Est

COMMENT PRENDRE CONTACT AVEC L'UNION EUROPÉENNE?

En personne

Dans toute l'Union européenne, des centaines de centres Europe Direct sont à votre disposition. Pour connaître l'adresse du centre le plus proche, visitez la page suivante: european-union.europa.eu/contact-eu/meet-us_fr.

Par téléphone ou par écrit

Europe Direct est un service qui répond à vos questions sur l'Union européenne. Vous pouvez prendre contact avec ce service:

- au numéro gratuit suivant: 00 800 6 7 8 9 10 11 (certains opérateurs facturent cependant ces appels),
- au numéro standard suivant: +32 22999696,
- au moyen du formulaire suivant: european-union.europa.eu/contact-eu/write-us_fr.

COMMENT TROUVER DES INFORMATIONS SUR L'UNION EUROPÉENNE?

En ligne

Des informations sur l'Union européenne sont disponibles, dans toutes les langues officielles de l'UE, sur le site web Europa (european-union.europa.eu/index_fr).

Publications de l'Union européenne

Vous pouvez consulter ou commander ces publications à l'adresse op.europa.eu/fr/publications. Vous pouvez obtenir plusieurs exemplaires de publications gratuites en contactant Europe Direct ou votre centre de documentation local (european-union.europa.eu/contact-eu/meet-us_fr).

Droit de l'Union et documents connexes

Pour accéder aux informations juridiques de l'UE, y compris à l'ensemble des textes législatifs depuis 1951 dans toutes les versions linguistiques officielles, consultez EUR-Lex (eur-lex.europa.eu/homepage.html?locale=fr).

Données ouvertes de l'Union européenne

Le portail data.europa.eu donne accès à des jeux de données ouvertes provenant des institutions, organes et agences de l'UE. Ces données peuvent être téléchargées et réutilisées gratuitement, à des fins commerciales ou non commerciales. Le portail donne également accès à une multitude de jeux de données des pays européens.

CHIFFRES CLÉS SUR

L'EUROPE

ÉDITION 2025

«Chiffres clés sur l'Europe» présente une sélection de données statistiques sur l'Union européenne (UE), les pays de l'UE et les pays de l'AELE. Pour certains lecteurs, cette publication peut constituer une introduction aux statistiques de l'UE, tandis que d'autres peuvent l'utiliser comme point de départ pour explorer plus avant un large éventail de données et d'informations. Elles sont librement disponibles sur le [site web d'Eurostat](#) et dans [Statistics Explained](#).

Pour en savoir plus

<https://ec.europa.eu/eurostat/fr/>

Suivez-nous sur les médias sociaux

 [@EU_Eurostat](#)

 [EurostatStatistics](#)

 [@EU_Eurostat](#)

 [Eurostat](#)

